

# ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

## BORDEAUX

Web Stratégies  
dans les starting-blocks

## MÉRIGNAC

L'aéroport reprend  
des couleurs

LAURENT ONAINTY  
directeur général d'Arkhênum



Arkhênum

## Les gardiens du patrimoine



**ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS** Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlie **SANZ**, Raphaëlle **MOURET** & Cyrielle **MICHAUD** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Assistante de direction & Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD** & Sandrine **CARCENAC** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service comptabilité : Elodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • [publicite@echos-judiciaires.com](mailto:publicite@echos-judiciaires.com) • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi - Parution **ROTIMPRES Carrer del Pla de l'Estany**, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **IGS (SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS)** • Commission paritaire n° 0228 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € au 05 57 14 07 55



## Dans l'actu

Gironde

4 En bref Gironde

**12 À la une**  
Arkhênum, les gardiens  
du patrimoine

**20 Bordeaux**

Jeux olympiques :  
Web Stratégies dans les starting-blocks

**22 La Relève**

Fullbus :  
« Optimiser les trajets d'autocar à vide »

**24 Libourne**

Activité en hausse aux tribunaux

**25 Méridnac**

L'aéroport reprend des couleurs

En région

**26 En bref Nouvelle-Aquitaine**

**28 Lot-et-Garonne**

In Citeum :  
un collectif dédié au service public

**30 Béarn**

Le futur visage des Rives du Gave

## Le cercle des experts

**32 La chronique du Barreau de Bordeaux**

Loi de finances 2024 :  
quelles mesures pour les particuliers  
et les entreprises ?

**36 Tribune**

Préserver le patrimoine agricole,  
notre responsabilité sociale

## Tendances Business

**40 Logement**

Alerte rouge sur la construction neuve

**42 Entreprises**

Métiers en croissance

## Vini & Culture

44 En bref Sortir en Gironde

**46 Le coup de cœur de Philippe**  
Château Siran : le temps en mouvement

48 Cinéma

*L'Empire*

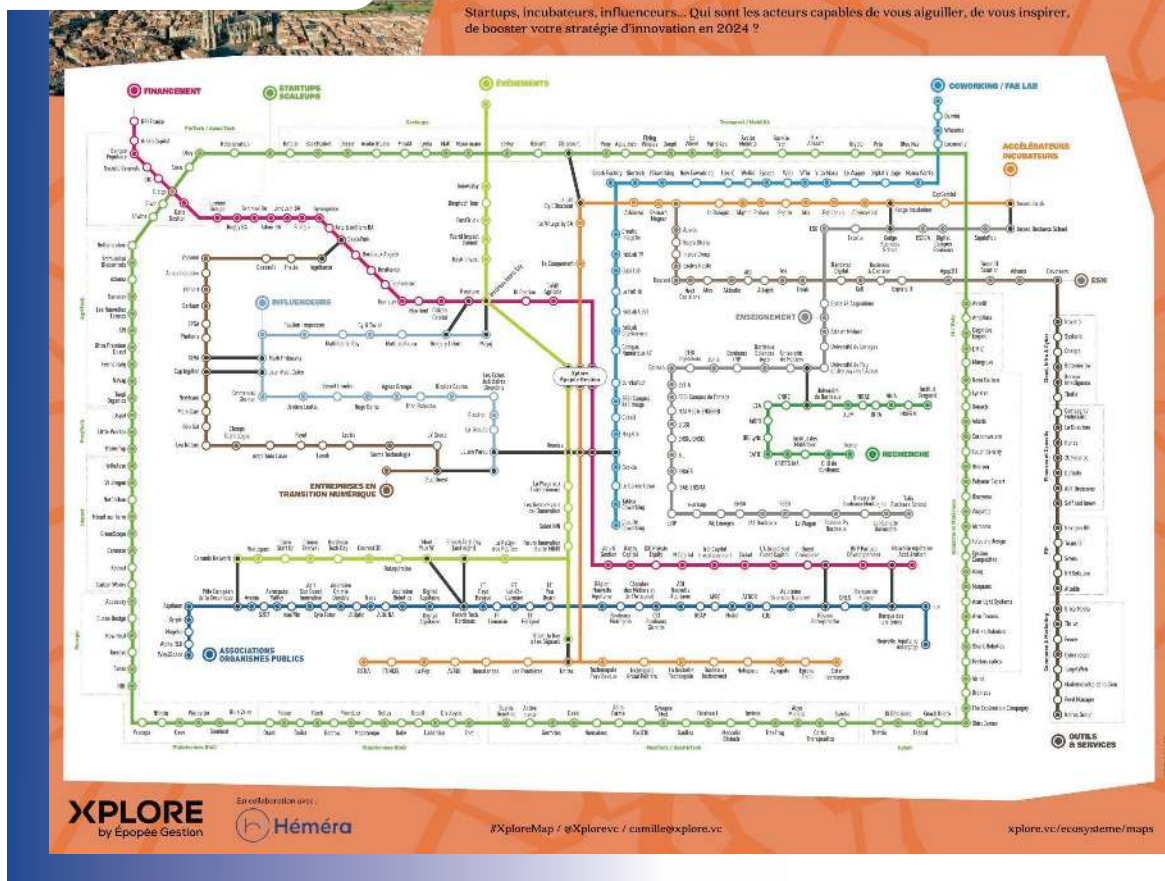
52 Annonces légales



# Gironde En bref

## L'ÉCOSYSTÈME INNOVATION DE NOUVELLE-AQUITAINE EN 2024

Startups, Incubateurs, influenceurs... Qui sont les acteurs capables de vous aiguiller, de vous inspirer, de booster votre stratégie d'innovation en 2024 ?



## Nouvelle-Aquitaine ÉPOPÉE GESTION CARTOGRAPHIE L'ÉCOSYSTÈME INNOVANT

Xplore, la marque de capital-innovation d'Épopée Gestion, entreprise d'investissement spécialisée dans l'accompagnement des entreprises régionales de l'Ouest de la France, publie sa cartographie de l'écosystème innovant néo-aquitain, en collaboration avec Héméra. « En dressant cette première cartographie (...), notre ambition n'est pas d'être exhaustifs, mais surtout de dresser un panorama des nombreux réseaux et acteurs qui font la vitalité de notre territoire. Nous sommes ravis d'avoir réalisé ce panorama en collaboration avec Héméra, avec qui nous partageons un même ADN entrepreneurial et un alignement de vision sur les actions à mener pour renforcer économiquement le territoire », commente dans un communiqué Camille Le Roux-Larsabal, associée capital-innovation chez Épopée Gestion. Plus de 400 acteurs sont mis à l'honneur dans cette première édition, qui vise à fédérer et faciliter les mises en relation entre les acteurs du territoire, afin d'accélérer l'innovation. « Nous avons créé Héméra il y a 7 ans en Nouvelle-Aquitaine afin de favoriser les rencontres et créer des hubs propices à l'entrepreneuriat. Le développement de HVenture est venu compléter cette couverture du territoire. Il nous semblait logique d'être aux côtés d'Épopée Gestion dans l'annonce de cette première cartographie qui sera utile au plus grand nombre et enrichie au fur et à mesure des années à venir », ajoute Grégory Lefort, partner Héméra.



**LAURE COURTY**  
fondatrice  
de Waresito



© D.R.

© Éloïse Vene

## Bordeaux **LOGISTIQUE EXTERNALISÉE : WAREBITO VEUT TRIPLER SON PORTEFEUILLE CLIENTS**

Après une plateforme dédiée aux particuliers, la fondatrice de Jestocke avait lancé, en 2021, une solution technologique de stockage et de logistique à destination des entreprises. Bilan, plus de deux ans après sa création, Waresito a séduit 250 clients dont 20 % de sociétés étrangères et valorise plusieurs dizaines de milliers de m<sup>2</sup> d'entrepôts. L'entreprise qui interconnecte ses clients à un réseau physique d'entrepôts logistiques et de transporteurs sur l'ensemble du territoire observe une augmentation de 210 % du volume de palettes stockées entre 2022 et 2023 et des pics de commandes à plus de 300 par jour. Pour faire face à cette demande croissante, plus de 150 partenaires logisticiens ont rejoint le réseau. En 2023, Waresito a vu son portefeuille clients augmenter de 120 % et entend le tripler en 2024. « La question de l'externalisation logistique se pose pour plus de 80 % des entreprises qui cherchent à gagner en expertise, en agilité et en flexibilité », explique Laure Courty, fondatrice de Waresito.

Pour soutenir ses ambitions, l'entreprise qui a recruté 11 nouveaux profils en 2023, prévoit l'ouverture de 15 postes pour étoffer l'équipe tech & produit. « 2024 sera l'année de l'innovation technologique », prévient Margaux Lyprendi, promue CEO de Waresito.

© Shutterstock



## Nouvelle-Aquitaine **UNE CENTAINE D'EXPOSANTS RÉGIONAUX AU SALON DE L'AGRICULTURE**

À quelques jours du Salon de l'Agriculture, qui se tiendra à Paris du 24 février au dimanche 3 mars, la Nouvelle-Aquitaine est fin prête à y faire valoir sa position de première région agricole française, avec 60 000 exploitations, 11 Md€ de chiffre d'affaires en agriculture et 30 Md€ en agroalimentaire. Ce 5 février, Jean-Pierre Raynaud, vice-président en charge de l'agriculture, a ainsi détaillé les temps forts de cette semaine avec notamment la mise en avant des filières bovine, ovine et porcine ainsi que la participation d'une centaine d'exposants néo-aquitains. Il a par ailleurs rappelé la politique agricole du conseil régional construite autour de trois piliers : l'aide à l'installation (1 000 accompagnements en 2023), la transition agroécologique et l'alimentation durable. À ses côtés, le président de Région Alain Rousset s'est dit décidé à « aborder tranquillement » cet événement malgré un contexte complexe, affirmant : « Il ne faut pas avoir peur du débat, du dialogue. Parce qu'on coconstruit la politique agricole avec tous les acteurs, les coopératives, les chambres d'agriculture les syndicats ».

De gauche à droite,  
les membres du  
nouveau bureau :  
Alexandre LATASTE,  
Margaux MAZIERE,  
Laëtitia RICHEZ,  
Sabine DE LEISSEGUES,  
Claire GOUTINES  
et Clara MOREL

## Bordeaux L'APACOM ÉLIT LES NOUVEAUX MEMBRES DE SON CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 30 janvier dernier s'est tenue l'assemblée générale de l'Apacom, l'association des professionnels de la communication de Nouvelle-Aquitaine qui compte désormais 530 adhérents. L'occasion d'élire le nouveau bureau de l'association : Laëtitia Richez, directrice de la communication d'Immersion, entame la seconde année de son mandat en tant que présidente, Alexandre Lataste reste à son poste de vice-président chargé de la création, Clara Morel devient vice-présidente chargée de l'attractivité, Sabine De Leissegues rejoint le bureau au poste de trésorière en charge des outils, Claire Goutines poursuit son mandat en tant que secrétaire générale, enfin Margaux Mazière rejoint le bureau en tant que secrétaire générale adjointe. Cinq nouveaux membres rejoignent également le conseil d'administration. L'Apacom prépare quatre rendez-vous en 2024 : la Journée de la Com' qui s'est tenue le 8 février, la Nuit de la Com' début juillet, les Trophées de la Com' qui auront lieu à Toulouse, et les Estivales de la communication en septembre prochain à Limoges.

Le site logistique et d'embouteillage  
de Maison Johanès Boubée à Beychac-et-Caillau



© Maison Johanès Boubée



**NICOLAS  
BARLET**  
nouveau responsable  
site de Beychac-et-Caillau.

## Gironde TROIS NOMINATIONS CHEZ MAISON JOHANÈS BOUBÉE

Maison Johanès Boubée, la filiale vin de Carrefour dont le siège est à Bordeaux, fait évoluer son organisation avec l'arrivée de trois nouveaux collaborateurs dont deux sous la direction générale d'Éric Yung. Djamel Dib est nommé directeur marchandises et Benoit Rostand, directeur administratif et financier. Après 25 ans au sein de grands groupes agroalimentaires, Nicolas Barlet prend, de son côté, la direction du site logistique et d'embouteillage de Beychac-et-Caillau qui emploie une équipe de 110 personnes. 37 530 millions de litres de vin y ont été embouteillés en 2023. Le renouvellement au sein du comité de direction illustre la volonté de Maison Johanès Boubée de poursuivre sa croissance sur les marchés des vins, effervescents, spiritueux et sirops.

# Carnet

Sabena Technics annonce la nomination de **Thierry CASALE** en qualité de directeur général du site mérignacais du groupe français spécialisé dans la maintenance aéronautique. Après avoir passé 14 ans chez Sogerma (Société girondine d'entretien et de réparation de matériel aéronautique), puis 11 ans chez ATR, où il a occupé les fonctions de directeur des opérations et de directeur de programme, il rejoint Sabena Technics. Il y a été successivement directeur du management du programme A380, puis FAL A350 et pôle peinture, et enfin directeur établissement Airbus Opérations à Toulouse depuis 2017. Il assurera la direction du site de Sabena Technics à Mérignac, mais aussi de la division Training, ainsi que le pilotage du site de Blagnac et Toulouse Painting.



**THIERRY CASALE**

nouveau directeur du site  
de Sabena Technics à Mérignac

Le fondateur du groupe de cliniques privé Groupe Bordeaux-Nord Aquitaine (GBNA Santé), le radiologue **Guy-Paul GUICHARD**, est décédé le 10 février 2024 à l'âge de 98 ans, dans l'établissement de Bordeaux Nord qu'il avait fondé en 1972. « Travailleur insatiable et attaché viscéralement à l'entreprise, le Dr Guy-Paul Guichard aura œuvré avec abnégation jusqu'à ses derniers jours dans l'intérêt de GBNA Santé, de sa communauté et des patients. Il a veillé à assurer la transmission à ses fils, François et Pierre, eux aussi médecins, qui assurent la continuité des activités depuis deux décennies dans le respect des valeurs de GBNA Santé », précise le groupe dans un communiqué. Fondé en 1967, le groupe GBNA Santé compte aujourd'hui une communauté de 3 650 professionnels de santé et 700 praticiens, qui prennent en charge chaque année 200 000 patients au sein de 12 établissements implantés sur le territoire néo-aquitain.



**GUY-PAUL  
GUICHARD**

Le fondateur  
du groupe  
GBNA Santé



## Bordeaux-Cadaujac **RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : GROUPE VERLAINE S'INSTALLE EN GIRONDE**

Parmi les leaders de la transition et de l'optimisation énergétiques en France, au service des particuliers et des entreprises, Groupe Verlainne annonce l'ouverture de deux agences en Gironde, à Bordeaux et Cadaujac. Dans le cadre de sa stratégie de développement de proximité, à travers l'ouverture d'agences locales, Groupe Verlainne souhaite continuer de recruter des affiliés à l'image d'Olivier Ribet, directeur de l'agence Groupe Verlainne à Bordeaux et Mathieu Doux, directeur de l'agence Groupe Verlainne à Cadaujac. « Souhaitant contribuer à la transition énergétique des Français, nous avons choisi de rejoindre Groupe Verlainne. Nous nous sommes retrouvés dans leurs valeurs de proximité clients, de transparence de l'entreprise et de volonté de fournir le meilleur service et équipement aux Français. Ensemble, nous avançons vers un monde durable », assurent-ils dans un communiqué.

© Shutterstock



© AdobeStock  
La filiale Néomix souhaite solariser près de 20 % des toitures et parkings des entreprises prêtes à s'engager

## Gironde **BORDEAUX MÉTROPOLE ÉNERGIES VA INVESTIR 100 MILLIONS D'EUROS D'ICI 2028**

Bordeaux Métropole Énergies (BME) prévoit de recruter quarante collaborateurs et d'investir 100 millions d'euros d'ici 2028. La société d'économie mixte de Bordeaux Métropole a dévoilé sa feuille de route 2024-2028 pour accélérer la transition énergétique. Elle s'est notamment fixée pour objectif d'accompagner la rénovation de 40 % des copropriétés girondines, de solariser près de 20 % des toitures et parkings des entreprises. BME accélère également le déploiement de projets de centrales au sol et flottantes. Sa filiale Néomix développe actuellement 30 MWc et vise plus de 120 MWc à l'horizon 2028. Bordeaux Métropole Énergies, dont la majorité des parts est détenue par Bordeaux Métropole, entend contribuer à faire de la métropole un territoire à énergie positive et zéro émission nette à l'horizon 2050.





## Mérignac EASY CASH : CHIFFRE D'AFFAIRES RECORD DE 263 MILLIONS D'EUROS

Spécialiste du marché de l'occasion, l'enseigne Easy Cash, dont le siège social se trouve à Mérignac, termine 2023 avec un chiffre d'affaires record de 263 millions d'euros, en hausse de 7 % par rapport à 2022. Et passe le cap des 140 points de vente, magasins franchisés, en propre, corners, qui emploient 1 200 collaborateurs. « Cela fait plus de 20 ans qu'Easy Cash accompagne les Français pour un mode de consommation malin et plus responsable (...), avec une vision novatrice de la consommation responsable (...) Après notre progression de 2023, nous ambitionnons de nous rapprocher des 285 millions d'euros à horizon 2025. Il nous tient aussi à cœur de capitaliser sur notre ADN, notre raison d'être, pour accélérer en termes de RSE et devenir une entreprise à mission », annonce dans un communiqué Anne-Catherine Péchinot, directrice générale d'Easy Cash, qui termine sa première année à la tête de l'enseigne. En 2023, plus de 16 millions de produits ont trouvé une seconde vie via Easy Cash, dont 35 % de smartphones, 20 % de jeux vidéo et 15 % de produits informatiques.

## Nouvelle-Aquitaine NEWFUND LANCE SON 2<sup>E</sup> VÉHICULE D'INVESTISSEMENT NAEH2

La société de venture capital Newfund, présente en France et aux États-Unis et spécialisée dans le financement des start-ups en phase d'amorçage, dispose d'un fonds régional dédié aux start-ups de Nouvelle-Aquitaine, Newfund NAEH (Nouvelle-Aquitaine Euskal Herria). Son second véhicule d'investissement, NAEH 2, lancé fin janvier, sera doté de 15 millions d'euros pour investir dans une vingtaine de sociétés néo-aquitaines en phase d'amorçage, dans les secteurs des nouvelles technologies et de l'innovation. Il prévoit d'investir des tickets entre 100 000 et 500 000 euros, et jusqu'à 2 millions d'euros, y compris dans les sociétés déjà soutenues dans son premier véhicule NAEH1. « La Région Nouvelle-Aquitaine ne cesse de nous étonner par son dynamisme et sa capacité à donner naissance à des start-ups au potentiel exceptionnel. NAEH2 va continuer à soutenir les entreprises prometteuses en symbiose avec l'écosystème vertueux mis en place par la Région. Le fonds est ouvert à la souscription jusqu'au mois de juin », précisent dans un communiqué Agathe Descamps et Julie Roblot, responsables du développement du fonds.



© Shutterstock



FRÉDÉRIC  
CUIF



## Bordeaux **OUVERTURE D'UN NOUVEAU BUREAU LX AVOCATS**

Frédéric Cuif rejoint LX Avocats en qualité d'associé d'un nouveau bureau LX Bordeaux.

Cette ouverture se fait dans la continuité de la densification du maillage territorial de la société.

Frédéric Cuif a débuté sa carrière comme collaborateur d'avoué, successivement au sein des cours d'appel d'Amiens, Rouen et de Poitiers. Avec la disparition du métier d'avoué, il a créé son cabinet Descartes Avocats en 2017 à Poitiers. Il s'est rapidement distingué en droit des affaires, exerçant majoritairement en plein contentieux sur des dossiers en droit civil et commercial, et plus particulièrement en droit immobilier, des entreprises en difficulté ou en droit de la consommation, mais également en contentieux fiscal. Le cabinet consacre également une large part de son activité à la procédure civile de première instance et d'appel. À la tête de LX Bordeaux, Frédéric Cuif représentera les intérêts de ses clients, et interviendra dans toutes les matières de plein contentieux, pour les entreprises comme pour les particuliers. LX est un groupe de services juridiques composé de 3 entités : LX Comptant 23 bureaux et 70 avocats dans toute la France, L'Académie LX et le Lab Innovation.

## Aquitaine **LE CRÉDIT AGRICOLE PASSE LE CAP DU MILLION DE CLIENTS**

La Caisse régionale du Crédit Agricole d'Aquitaine a passé le cap du millionième client. « Une marque de reconnaissance de son modèle coopératif et de l'importance de ses missions : accompagner ses clients dans la réussite de leurs projets de vie et contribuer au développement socio-économique durable de son territoire », assure la banque dans un communiqué. L'occasion pour le Crédit Agricole d'Aquitaine, présent sur les départements de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et 4 cantons gersois, de lancer une campagne de communication visant à remercier ses clients, mais aussi ses 2 827 collaborateurs et 1 204 administrateurs présents sur tout le territoire.



# ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

Actualité économique  
Vie des entreprises et des collectivités  
Décryptages juridiques  
Annonces légales - Ventes aux enchères

**79€ TTC**  
magazine + web

**ABONNEZ-VOUS !**

52 numéros

Gagnez du temps !

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE sur [echos-judiciaires.com](http://echos-judiciaires.com)

Paiement sécurisé



<b>Magazine + Web</b>	<input type="checkbox"/> 6 MOIS = 48 €	<input type="checkbox"/> 1 AN = 79 €	<input type="checkbox"/> 2 ANS = 119 €
<b>Web</b>	<input type="checkbox"/> 6 MOIS = 24 €	<input type="checkbox"/> 1 AN = 39 €	<input type="checkbox"/> 2 ANS = 59 €

Nom ou raison sociale \_\_\_\_\_

Activité \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

Tél \_\_\_\_\_ email \_\_\_\_\_

Autre contact \_\_\_\_\_

Nombre d'abonnements souhaité \_\_\_\_\_

Contact : Catherine Depetris  
[abonnement@echos-judiciaires.com](mailto:abonnement@echos-judiciaires.com) / 05 57 14 07 55  
108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex

Pour les abonnements multiples, contactez notre service abonnement par mail

# LA UNE

LAURENT  
**ONAINTY**  
directeur général d'Arkhênum



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins

# Arkhênum

# Les gardiens du patrimoine

**BORDEAUX** • Le leader français de la préservation et de la numérisation du patrimoine fête ses 25 ans avec son intégration au programme France 2030.

Son directeur général Laurent Onainty revient sur l'histoire de l'entreprise et dévoile ses axes de développement, en lien avec son intégration au groupe Mobilias, qui souhaite propulser l'activité d'Arkhênum à l'international.

Par Jennifer WUNSCH

**L'**histoire d'Arkhênum est intimement liée à celle du patrimoine culturel mondial. Créée en 1999 par deux anciens commerciaux de chez Xerox, Patrick Beauchet-Filleau et Christian Chabrier, qui ont acquis le premier prototype de scanner de documents anciens d'un autre fleuron

girondin, i2S, pour proposer une prestation de service aux établissements patrimoniaux, Arkhênum fête en 2024 ses 25 ans à la place de leader français de la préservation et de la numérisation du patrimoine écrit.

L'entreprise, qui vient d'être intégrée au programme France 2030, y est parvenue grâce à sa stratégie de diversification. D'abord concentrée sur la numérisation hautement

patrimoniale, soit les documents les plus anciens et précieux, comme la Bible de Gutenberg, les *Essais* de Montaigne, les manuscrits du Mont-Saint-Michel, mais aussi ceux des bibliothèques de fonds d'État ou les registres d'état civil, Arkhênum s'est ensuite tournée vers les documents du XIX<sup>e</sup> siècle. « Les documents très anciens sont arrivés jusqu'à nous, perdurant pendant des siècles, car ce sont

## LAURENT ONAINTY EN BREF

Natif de Toulouse, Laurent Onainty est titulaire d'un diplôme d'archiviste-historien. Entré à la fin de ses études chez Arkhênum en tant qu'opérateur, il devient chef de projet, puis commercial, avant d'être nommé responsable des ventes. Lors du rachat de l'entreprise par Mobilias en 2016, il est nommé directeur général. Depuis 2021, il dirige également le pôle patrimoine de Mobilias, Memorist, « avec toujours le sourire et la même envie », assure-t-il.

© Shutterstock



À l'occasion de ses 25 ans, Arkhênum organisera toute l'année plusieurs expositions virtuelles sur ses réalisations et les moments clés de son histoire

des supports vivants qui peuvent s'adapter à leur environnement », rappelle Laurent Onainty, directeur général d'Arkhênum. À l'inverse des documents produits au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'essor de l'imprimerie, moins durables. « Les conservateurs y ont vu une urgence, car ces documents tombaient en lambeaux. Dans la même veine, nous nous concentrons aujourd'hui sur la presse. C'est un axe majeur de notre développement, car il existe une forte propension à ce que ces informations disparaissent, de par

la nature de leur support qui n'a pas été prévu pour durer », note-t-il.

Arkhênum numérise actuellement d'importants fonds nationaux et régionaux, plus de 200 titres de presse disparus ou toujours existants, tels que *La Voix du Nord*, *Le Télégramme de Brest*, *La Provence*, *La Dépêche du Midi*, *La Manche libre*, ou encore les collections de *Paris Match* ou de *L'Express*.

### BIBLIOTHÈQUE EN LIGNE

« Au fur et à mesure des besoins de nos clients, nous nous sommes diversifiés en amont et en aval

de la numérisation », poursuit Laurent Onainty. L'augmentation des débits internet a généré pour Arkhênum un afflux de demandes de numérisation de la part d'établissements patrimoniaux, tels que les bibliothèques, archives et musées, qui souhaitent préserver leurs documents, mais aussi les mettre à la disposition du public. « Entre 2005 et 2012, nous avons connu une phase d'accélération importante sous l'impulsion du ministère de la Culture, qui a cofinancé à hauteur de 50 % toutes les prestations de numérisation de



ces documents, à condition qu'ils soient mis en ligne », se souvient le directeur général d'Arkhênum.

C'est dans ce cadre que l'entreprise a commencé à distribuer la plateforme de valorisation du patrimoine d'i2S, LIMB Gallery, une bibliothèque de documents accessible en ligne. Renforçant parallèlement sa force commerciale. L'indexation des documents est aussi à l'origine de l'un des axes de développement actuels d'Arkhênum : les métadonnées. « Nous avons atteint un certain palier dans l'acquisition

et la dématérialisation. C'est aujourd'hui le travail post-numérisation qui devient un enjeu stratégique. Et c'est une expertise que nous gardons en interne, c'est important pour nos interlocuteurs publics, même si son coût est élevé », note Laurent Onainty. Parmi les réalisations notables d'Arkhênum, le site de l'Institut national de l'histoire de l'art (INHA) de Paris, qui héberge quelque 500 000 images, et le statut de « plus gros fournisseur d'images » de Gallica, bibliothèque numérique de la BnF.

## ARKHÊNUM EN 5 DATES

**1999** : Création par Patrick Beauchet-Filleau et Christian Chabrier

**2005-2012** :

Diversification en aval de la numérisation avec LIMB Gallery

**2016** : Rachat d'Arkhênum par Mobilitas

**2017** : Diversification en amont de la numérisation avec le pôle Héritage

**2021** : Création du pôle Patrimoine de Mobilitas, Memorist



## RACHAT PAR MOBILITAS

C'est en 2016, après le départ de ses fondateurs et son rachat à 100 % par la holding familiale spécialisée dans la mobilité internationale Mobilitas (basée à Beauchamp dans le Val-d'Oise), qu'Arkhenum obtient les moyens de se diversifier sur l'amont de la numérisation et le secteur privé. L'opportunité se présente lorsqu'un particulier sollicite l'entreprise pour numériser un fonds brut désorganisé composé de documents, cassettes VHS et objets divers. La poussant à réfléchir à son usage. « Nous avons créé le pôle Héritage et embauché une vingtaine d'archivistes-historiens capables d'appliquer la logique d'inventaire, de localisation et de conservation, pour donner du sens à une collection privée », décrit Laurent Onainty.

Aujourd'hui, Arkhenum intervient en prestation de service auprès d'entreprises et de grands établissements. « À travers les revues internes, les PV, les délibérations de conseils... Ces entreprises produisent du document, de la matière historique à laquelle nous donnons du sens. » Arkhenum commence par





un diagnostic puis propose à ses clients des axes stratégiques de communication externe. « Nous travaillons sur l'ADN des marques ou des entreprises, parfois sur l'intimité des familles qui les ont fondées. Le patrimoine est un outil de communication qui intéresse les gens », affirme Laurent Onainty. Ses clients vont d'Yves Rocher à Renault, en passant par de grands joailliers de luxe, ou encore la marque de blaireaux à barbe Plisson 1808, dont les repreneurs affichent désormais la date de création dans le nom.

Ce service est également utilisé en interne par les services de ressources humaines des entreprises, pour préparer les parcours d'intégration des nouveaux collaborateurs. « Étant le premier salarié d'Arkhênum, où je suis entré en tant qu'opérateur et dont je suis devenu directeur général, cela me parle beaucoup », confie Laurent Onainty. Le pôle Héritage pèse aujourd'hui un million d'euros dans le chiffre d'affaires de sept millions d'euros réalisé par Arkhênum en 2023.

## “ En 2018, Arkhênum obtient le marché de l'Onu pour la numérisation des archives de la Société des nations ”

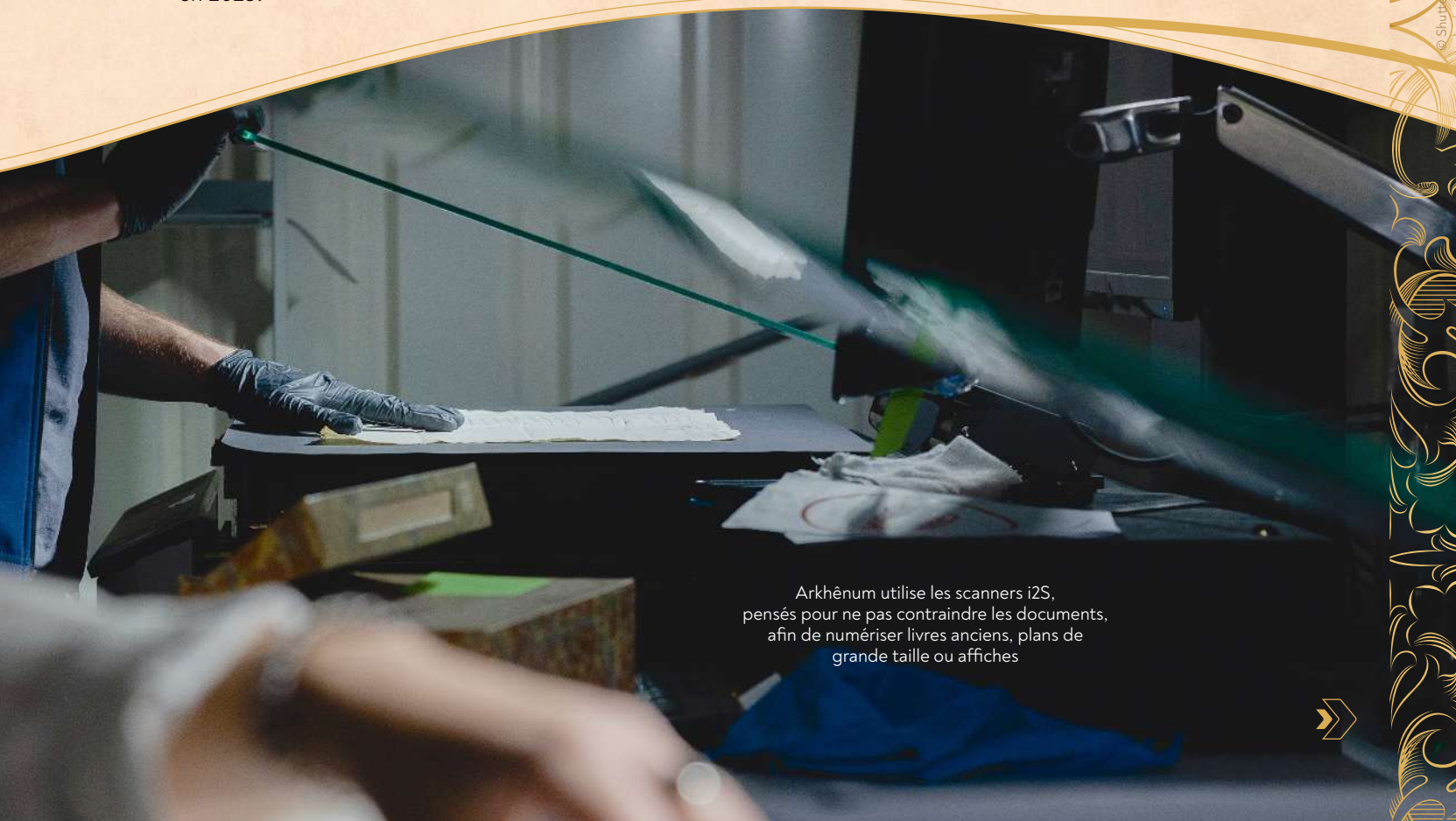
### INTERVENTIONS IN SITU

Si la première incursion à l'international d'Arkhênum date de 2013, lorsque l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon l'invite à prendre part à la numérisation des manuscrits de Tombouctou, menacés par la guerre au Mali, c'est en 2018 que l'entreprise se lance véritablement à l'international. Elle obtient le marché de l'Onu pour la numérisation des archives de la Société des nations : 15 millions de pages composant « les mémoires du multilatéralisme, numérisées et indexées en ligne », décrit Laurent Onainty. Cinq collaborateurs à temps plein ont été mobilisés durant 4 ans à

Genève pour mener à bien ce projet salué par l'Onu. « Notre capacité à intervenir *in situ* est l'une de nos forces. Nous sommes les seuls à le faire », affirme le directeur général.

Une dizaine de salariés travaillent actuellement au sein de la Bibliothèque nationale de France (BnF) à Paris, où Arkhênum possède un bureau d'une vingtaine de personnes, mais aussi au musée de Bretagne, en Allemagne, en Suisse ou en Afrique du Sud. « Au total, nous avons aujourd'hui plus d'une centaine de salariés et sommes présents dans une centaine de pays », affirme-t-il.

Et tandis que 95 % de son activité provenait des marchés publics



Arkhênum utilise les scanners i2S, pensés pour ne pas contraindre les documents, afin de numériser livres anciens, plans de grande taille ou affiches



# “ Notre capacité à intervenir *in situ* est l'une de nos forces. Nous sommes les seuls à le faire ”

français en 2016, Arkhênum réalise aujourd'hui 20 % de son chiffre d'affaires (passé de 2 à 7 millions d'euros en 5 ans) sur les marchés internationaux. « Nous voulons désormais pousser très fort sur l'international, avec nos activités traditionnelles de numérisation du patrimoine, mais aussi avec notre pôle Héritage », annonce Laurent Onainty.

## PERSPECTIVES PROMETTEUSES

Pour y parvenir, Mobilitas a créé en 2021 Memorist, le pôle patrimoine du groupe. « L'idée du président du conseil

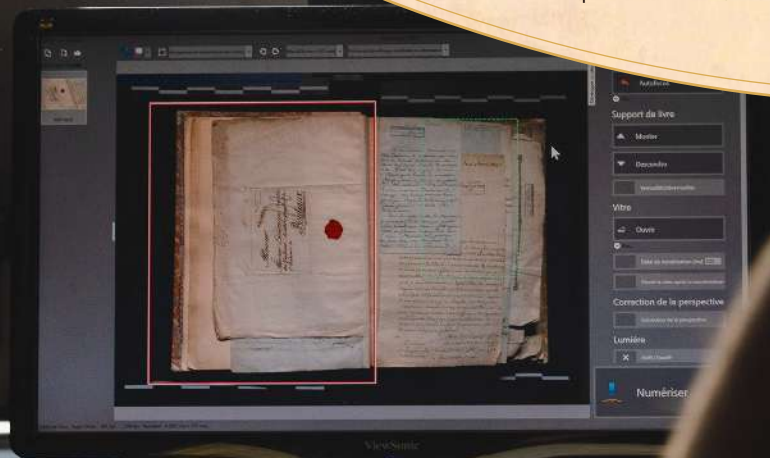
d'administration de Mobilitas, Alain Taieb, était, sur le socle de ce que fait Arkhênum, de créer une offre globale pour les besoins du patrimoine, quel qu'il soit et où qu'il soit », détaille Laurent Onainty. Avec

Arkhênum comme socle d'expertise et comme véhicule financier de rachat, Mobilitas regroupe au sein de Memorist 5 sociétés : Arkhênum, dont il est propriétaire à 100 % ; La Reliure du Limousin, spécialiste de la restauration artisanale de documents anciens, intégré à 100 % dans Mobilitas ; Tribvyn, spécialisé dans la numérisation de fonds photos haute qualité et de textiles, où Mobilitas est majoritaire ; la société AGP (Arts graphiques et patrimoine), leader français de la numérisation et de la création de jumeaux numériques de bâtiments et objets historiques, qui propose des expériences immersives en AR-VR, dans laquelle Mobilitas est minoritaire ; et depuis fin 2022, Vectracom, spécialiste de la numérisation audio-vidéo.

« La vocation de Memorist est de conserver, restaurer, numériser et valoriser tout le patrimoine,

partout dans le monde, avec des offres conjointes des meilleures entreprises de chaque domaine. Et la capacité de nous projeter localement avec nos équipes », affirme Laurent Onainty, également directeur général de Memorist. « La mixité internationale des équipes représente d'ailleurs un nouvel axe de fidélisation des salariés, qui ont un attachement fort à la société. Nous donnons du sens aux carrières », juge-t-il.

Si la stratégie de diversification, d'internationalisation et de croissance externe d'Arkhênum était nécessaire pour faire perdurer l'entreprise, elle lui offre aujourd'hui des perspectives prometteuses. « Nous allons nous positionner sur des appels à projets internationaux France 2030 sur de nouvelles technologies immersives. Mais aussi sur le projet AIUla de l'Arabie saoudite, dont l'idée est d'inventer une expérience culturelle et touristique nouvelle tournée vers la promotion du patrimoine. Porté par la RCU (Royal Commission of AIUla), ce projet de plusieurs milliards de dollars veut tout simplement préparer l'après-pétrole à travers le tourisme culturel et patrimonial. Nous espérons y prendre part », se réjouit Laurent Onainty. ■



Numérisation du patrimoine

# Année record pour DigiBook d'i2S

**PESSAC** · La filiale DigiBook du spécialiste girondin de l'imagerie, i2S, termine l'année 2023 avec un chiffre d'affaires record de 8,7 millions d'euros. Xavier Datin nous explique comment elle a su profiter d'un contexte favorable et du recentrage stratégique d'i2S.

Par Jennifer WUNSCH

**L**a filiale DigiBook d'i2S, spécialisée dans la numérisation du patrimoine avec ses scanners de documents de grande taille et sa suite logicielle dédiée, termine l'année 2023 avec un chiffre d'affaires record de 8,7 millions d'euros. Représentant 50 % du chiffre d'affaires de 17 millions d'euros d'i2S, en augmentation de 6 % en 2023, DigiBook a bénéficié « d'un regain d'activité après le fort ralentissement

## I2S ET ARKHËNUM, PARTENAIRES AU SERVICE DU PATRIMOINE

Partenaire privilégié d'Arkhenum, « sans lien capitalistique ni préférentiel », précise son directeur général Laurent Onainty, i2S lui fournit les scanners de numérisation de livres anciens et la suite logicielle associée. Cette dernière permettant l'acquisition des images, le post-traitement et leur mise à disposition sur internet avec LIMB Gallery. « Nous sommes également prescripteurs des évolutions des produits d'i2S, à qui nous faisons remonter les besoins de nos clients », assure-t-il.

post-Covid. L'activité de numérisation du patrimoine de nos clients que sont les grandes institutions publiques, telles que les bibliothèques et archives nationales, les musées, les universités... a repris. Notamment en Grèce, aux Pays-Bas, au Portugal ou en Argentine, où la bibliothèque nationale nous a acheté une dizaine de scanners pour un montant de 500 000 euros », détaille Xavier Datin, directeur général d'i2S.

DigiBook a également bénéficié « d'une position concurrentielle améliorée, notre principal concurrent allemand ayant vécu une transmission compliquée », poursuit-il. « Nous avons aussi sorti des scanners avec des caméras à la qualité augmentée ; développons

le premier scanner auto-intelligent à calibration automatique ; et notre projet de scanner écoconçu sponsorisé par l'Ademe, qui divise la consommation électrique par deux, nous a permis de remporter des appels d'offres. Un ensemble d'éléments sur lesquels ont pu s'appuyer nos partenaires distributeurs », assure Xavier Datin.

## RECENTRAGE STRATÉGIQUE

Si la filiale DigiBook tire son épingle du jeu, c'est toute l'activité d'i2S qui a été tirée en 2023 par son recentrage stratégique. « i2S a profondément revu le périmètre de ses activités : nous avons revendu notre activité ventes à Besler, avons racheté la start-up d'imagerie sous-marine Orphie, ainsi que l'entreprise toulousaine Twiga, spécialisée dans la transmission vidéo », rappelle Xavier Datin. « Nous avons recentré notre activité sur l'imagerie au service du bien commun, notre raison d'être », assure-t-il.

Consacrée dans le projet « i2S 2030 », cette stratégie s'est accompagnée d'une recomposition de l'actionnariat d'i2S. « Les deux fondateurs ont transmis leurs actions à leurs enfants, qui détiennent désormais 45 % du capital ; les salariés sont passés de 4 % à 30 % du capital, ce qui est une grande réussite pour moi », assure Xavier Datin, le reste du capital étant en bourse. « Tout cela nous a permis de repartir en croissance. 2023 a été une belle année », conclut-il. ■

# Jeux olympiques Web Stratégies dans les starting- blocks

**BORDEAUX** · Alors qu'elle s'apprête à couvrir ses 7<sup>e</sup> Jeux olympiques, l'agence web structure son pôle sport tout en développant son portefeuille clients hors sport. Web Stratégies vise 20 % de croissance d'ici deux ans tous secteurs confondus.

Par Hélène LERIVRAIN

**L**es fondateurs de Web Stratégies ont toujours eu une appétence pour le sport, côté business. « J'ai obtenu un master en management du sport et mon associé a poussé jusqu'au doctorat. » Quand ils ont créé leur agence web en 2006, le sport a donc naturellement occupé une place importante dès la création de l'entreprise. « C'est un secteur qui nous passionne », confie Éric Litzler, cofondateur de Web Stratégies dont le cœur de métier est la gestion des réseaux sociaux, la création et l'animation de sites internet.

Ce qui change aujourd'hui, c'est la structuration du pôle sport avec une offre qui permet de l'identifier comme telle : Digital Sport by Web Stratégies, née de

l'acquisition de l'arcachonnaise Digital Sport en 2023. 68 % de la marge brute de l'agence provient aujourd'hui de son activité dans le sport. « L'objectif est désormais d'accentuer notre positionnement sportif vis-à-vis de l'extérieur », explique Éric Litzler. Car de l'expérience en matière de gros événements, Web Stratégies en a. « Nous allons couvrir nos 7<sup>e</sup> JO », souligne Éric Litzler déjà dans les starting-blocks pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

### DES CENTAINES DE PUBLICATIONS CLÉS EN MAIN

C'est via le groupe BPCE, client de l'agence depuis plus de 15 ans mais surtout partenaire des Jeux, qu'elle y participera. Elle suivra les performances de 247 athlètes soutenus par le groupe dans 48 disciplines. L'agence suivra en direct compétitions et créera des centaines de publications clés en main à utiliser sur les réseaux sociaux par les 51 établissements du groupe. « Le travail a déjà commencé : 50 % sont réalisés en amont », détaille Éric Litzler. Pour l'occasion, deux nouvelles recrues sont annoncées. Pendant les jeux, 8 community managers, graphistes et experts du contenu rédactionnel web travailleront en continu. Un seul mot d'ordre : « Réussir ces jeux ! »

### DE NOUVEAUX CONTRATS EN « HORS SPORT »

Pas question pour autant de n'être associée qu'au sport. Web Stratégies travaille dans le même temps au

## “ Web Stratégies suivra les performances de 247 athlètes ”

développement de son portefeuille hors sport. « L'idée est d'augmenter d'autant la part du hors sport. Nous visons 20 % de croissance d'ici deux ans, tous secteurs confondus », prévient Éric Litzler. Web Stratégies vient en l'occurrence d'ajouter deux nouvelles références, MaxiCoffee pour la maintenance de ses sites internet et le groupe toulousain Tout pour Phone.

En 2023, l'entreprise qui compte une trentaine de clients régionaux et nationaux a réalisé 2,7 millions d'euros de chiffre d'affaires dont 1,5 million avec l'agence web et 1,2 million d'euros avec son activité dans l'e-commerce. Car l'entreprise gère aussi l'intégralité de la chaîne de valeur de l'e-commerçant Atout Loisir qu'elle a racheté en 2015. « Le fait d'avoir cette activité en interne nous permet d'être légitimes dans l'accompagnement des e-commerçants sur des problématiques de développement, de maintenance de sites mais aussi d'accompagnement sur du social media notamment. » Entre communicants et ingénieurs développement, c'est aussi la diversité des profils au sein de l'équipe de 17 personnes qui le permet. Une équipe par ailleurs stable « avec peu de turn-over », se réjouit Éric Litzler. ■



L'équipe est composée de 17 collaborateurs dont les 2 dirigeants associés

Fullbus

# « Optimiser les trajets d'autocar à vide »

**BORDEAUX** · Léa Lasjaunias a lancé, à la sortie de ses études, Fullbus, une solution pour optimiser les trajets à vide à destination des compagnies d'autocar de tourisme. Au mois d'avril, les groupes de voyageurs auront aussi accès à la plateforme.

Par Marie-Amélie HUSSON

## Échos Judiciaires Girondins : Que propose votre entreprise ?

**Léa LASJAUNIAS** : Fullbus est une solution pour optimiser les trajets à vide des compagnies d'autocar de tourisme qui réalisent des trajets occasionnels (un

séminaire d'entreprise, une colonie de vacances, un voyage d'un Comité d'Entreprise, etc.). Ces compagnies, lorsqu'elles ont déposé le groupe de leur client à destination, ne peuvent pas immobiliser le véhicule et le conducteur sur place. L'autocar revient donc au dépôt à vide et revient ensuite récupérer le groupe à la fin du séjour. Alors que l'environnement et l'empreinte carbone sont des préoccupations majeures, cela me paraissait impensable que ces trajets soient réalisés à vide. L'objectif de Fullbus est de mettre en relation toutes ces compagnies entre elles afin qu'elles puissent optimiser leurs déplacements.

Les compagnies se mettent en relation via la plateforme et gèrent ensuite leur tarif, je n'interviens pas là-dessus. L'accès à la plateforme est gratuit mais Fullbus prend une commission à partir du moment où un trajet a été optimisé entre deux compagnies. Cette commission, basée sur le prix total du trajet, est dégressive : jusqu'à 2 000 euros, elle est de 10 %, de 2 000 à 5 000 euros elle est de 8 % et au-dessus 6 %.

## EJG : Racontez-nous votre histoire entrepreneuriale ?

**L. L.** : J'ai toujours été attirée par l'entrepreneuriat. Durant mes études j'étais autoentrepreneure en communication. J'ai fait un bac +5 dans ce domaine, avec une spécialisation dans le digital, à Sup de Pub'. J'ai dû créer un projet entrepreneurial durant ma dernière année, j'ai choisi de m'intéresser aux transports en autocars. J'ai contacté plusieurs compagnies et je me suis rendu compte que ce besoin d'optimisation était réel. Dans un premier temps, j'ai rejoint l'incubateur de mon école, puis j'ai été contactée par Bordeaux Technowest. J'ai été lauréate de deux concours : le

trophée « Les idées neuves » du Crédit mutuel Sud-Ouest et le prix du Développement Environnemental du Millésime de la Création, soutenu par Kedge.

J'ai créé la solution avec les compagnies d'autocar, depuis l'étude de marché à aujourd'hui. J'ai d'abord investi des fonds propres et j'ai pu bénéficier de deux subventions : celle du programme French Tech Tremplin et une deuxième de la région Nouvelle-Aquitaine via l'appel à projets Proto Impact. Bordeaux Technowest met également en place une bourse pour aider les porteurs de projets.

**EJG : À quelle étape de son développement votre entreprise est-elle ?**

**L. L. :** La solution est officiellement lancée depuis le mois de janvier. Fullbus compte désormais plus de cinquante compagnies d'autocars. La prochaine étape primordiale arrive en avril. Nous allons étendre notre gamme de service aux groupes de personnes (agence de voyages, école, BDE, associations, club sportif ou encore entreprise) afin de les mettre en relation avec les compagnies présentes sur Fullbus. Il suffira de renseigner sur la plateforme le lieu de départ et d'arrivée, le nombre de personnes, etc. Un devis au prix du marché sera édité, et s'il est accepté, une compagnie d'autocar leur sera attribuée. CEI Bus, filiale de Réunion, le premier réseau de compagnie d'autocars en France, m'a rejoint au capital de Fullbus. Ils m'aident dans le développement et la stratégie de la start-up, mais j'en reste l'actionnaire majoritaire.

**EJG : Comment envisagez-vous les trois prochaines années ?**

**L. L. :** J'aimerais développer ma solution dans les pays européens. L'année 2024 va être décisive pour Fullbus : j'ambitionne 60 000 euros de chiffre d'affaires à la fin de l'année, tout dépendra du respect des étapes que l'on s'est fixées. Pour la rentabilité, je ne l'envisage pas avant 2026-2027. Je voudrais également valoriser l'impact environnemental de la solution, en me rapprochant d'un label ou en en créant un. Cela permettrait de récompenser les compagnies qui utilisent Fullbus. J'espère aussi commencer à internaliser le développement technique du site internet. ■

**VOTRE PLUS GRAND OBSTACLE VS VOTRE PLUS GRANDE RÉUSSITE**

**L. L. :** La première difficulté à franchir concernait le passage du simple projet d'école à la création d'une société. J'ai souvent eu tendance à me positionner comme étudiante. Il a fallu que je prenne conscience que la solution Fullbus était concrète et que je gagne en légitimité. Pour le moment ma plus grande réussite est d'avoir enfin réussi la commercialisation de ma solution, je vois enfin l'impact de tout le travail que j'ai fourni.

**FICHE D'IDENTITÉ :**

**Nom du fondateur :**

Léa Lasjaunias

**Âge :** 26 ans

**Nom de l'entreprise :**

Fullbus

**Date de création de l'entreprise :** juin 2021

**Objectif :** Une solution pour optimiser les trajets à vide à destination des compagnies d'autocar de tourisme

LÉA  
**LASJAUNIAS**  
fondatrice de Fullbus



La plateforme Fullbus compte désormais plus de cinquante compagnies d'autocars

**Fullbus**

# Activité en hausse aux tribunaux

**LIBOURNE** • Le tribunal de commerce et le tribunal judiciaire ont tenu leur audience solennelle de rentrée et dressé le bilan d'une année 2023 marquée par une hausse de leur activité.

Par Nathalie VALLEZ

**L'**activité est en hausse tant au tribunal de commerce qu'au tribunal judiciaire à Libourne. C'est ce qui est ressorti des rentrées solennelles qui ont eu lieu dans les deux juridictions. « Mais ne cédon pas au pessimisme », a invectivé Christian Lallé, président du tribunal de commerce. « Nous sommes les partenaires des entreprises, il faut qu'elles nous sollicitent avant que la situation soit trop dégradée, voire désespérée. » Un centre d'information des difficultés des entreprises sera prochainement lancé.

## RÉTABLIR LA CONFIANCE

Même constat au tribunal judiciaire où les affaires pénales enregistrées sont en hausse de 23 %, tandis que, sur le plan civil, le contentieux général est en hausse de 6 %. « Le bilan du parquet ne se résume pas à l'activité juridictionnelle, a commenté le procureur Loïs Raschel, l'année 2023 nous a permis de réfléchir à nos méthodes de travail, notamment avec les forces de sécurité intérieure. »

Le procureur a également insisté sur l'ambition de la juridiction : rétablir la confiance des citoyens dans l'institution judiciaire. Faisant référence au discours du procureur général Pierre-Yves Couilleau, il a précisé : « Cela suppose de maîtriser le temps judiciaire et d'instaurer une culture du résultat ». Et de conclure : « Nous devons réfléchir à nos pratiques autour de 3 axes : toujours plus d'efficacité, toujours plus d'effectivité, toujours plus de clarté ».



Christian LALLÉ, directeur du tribunal de commerce ;  
Élodie FOURMON, bâtonnier ; Laetitia DAUTEL, présidente  
du tribunal judiciaire et Loïs RASCHEL, procureur.

## DÉVELOPPER L'AMIABLE

La présidente du tribunal judiciaire, Laetitia Dautel, a de son côté réfléchi aux causes à la fois structurelles et conjoncturelles de l'augmentation de l'activité du tribunal : après 2022, 2023 est une nouvelle année record. Malgré de gros efforts : les jugements ont augmenté de 6 % au civil et de 10 % au pénal, les stocks ont augmenté.

Si elle a appelé de ses vœux une augmentation des effectifs, la magistrate a également relevé qu'il faut continuer de développer l'amiable dans les contentieux civils : « Nous devons passer du tout contentieux à un modèle hybride pour filer une métaphore environnementale », a-t-elle conclu. Cette rentrée solennelle s'est accompagnée de l'installation de deux nouveaux magistrats, dont le nouveau vice-procureur : Gonzague Beaufour. ■





© SA Aéroport de Bordeaux-Mérignac

# L'aéroport reprend des couleurs

## BORDEAUX/MÉRIGNAC

Un an après le lancement de son plan stratégique à 5 ans, le directeur de la société aéroportuaire, Simon Dreschel, fait un point d'étape.

Par Hélène LERIVRAIN

« **N**ous venons de vivre une bonne année dans notre métier d'exploitant aéroportuaire », a déclaré Simon Dreschel. Le directeur de la société Aéroport de Bordeaux-Mérignac a fait le point, le 15 février, sur la première année du plan stratégique démarré en 2023 pour cinq ans. Du point de vue de la fréquentation, en 2023, l'aéroport a retrouvé 85 % du niveau de fréquentation de 2019. Il a accueilli 6,6 millions de passagers, ce qui correspond à une hausse de 14,5 % par rapport à 2022. Les flux en provenance et à destination de l'international sont en constante augmentation (+21 % par rapport à 2022). En 2024, 128 lignes directes seront proposées par 22 compagnies aériennes vers 25 pays. À noter deux destinations inédites pour l'aéroport de Bordeaux : Madère et Vérone.

## 100 MILLIONS D'EUROS POUR LE BÂTIMENT CENTRAL

Au-delà de ces chiffres, le plan stratégique porte sur la transformation de la plateforme aéroportuaire du point de vue de la qualité de service et de la décarbonation. Pour améliorer l'expérience client, les infrastructures seront adaptées, à commencer par le terminal billi, dédié au low cost, dès la fin de la période estivale. Mais c'est surtout la construction d'un bâtiment central entre les halls A et B qui nécessitera le plus d'investissement, en l'occurrence 100 millions d'euros sur 240 millions annoncés sur cinq ans. Le début des travaux est prévu début 2026. « Nous voulons que l'aéroport soit dans les meilleurs standards européens en termes de qualité de service », insiste Simon Dreschel.

## PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

Sur le volet de la décarbonation, la production d'énergie renouvelable a débuté en 2023 avec notamment le début du déploiement du photovoltaïque en autoconsommation. Les projets phares de 2024 seront la notification du groupement retenu pour la réalisation d'une centrale en ombrières photovoltaïques sur le parking P4 et le début des travaux de géothermie.

Reste que pour mener à bien tous ces projets, l'aéroport recrute. Alors qu'il emploie aujourd'hui 230 collaborateurs, il vise un effectif de 250 personnes fin 2024. Des profils sont recherchés dans tous les domaines : technique, exploitation et support. ■

Les travaux débiteront à la fin de la saison estivale sur le terminal billi dédié au low-cost.



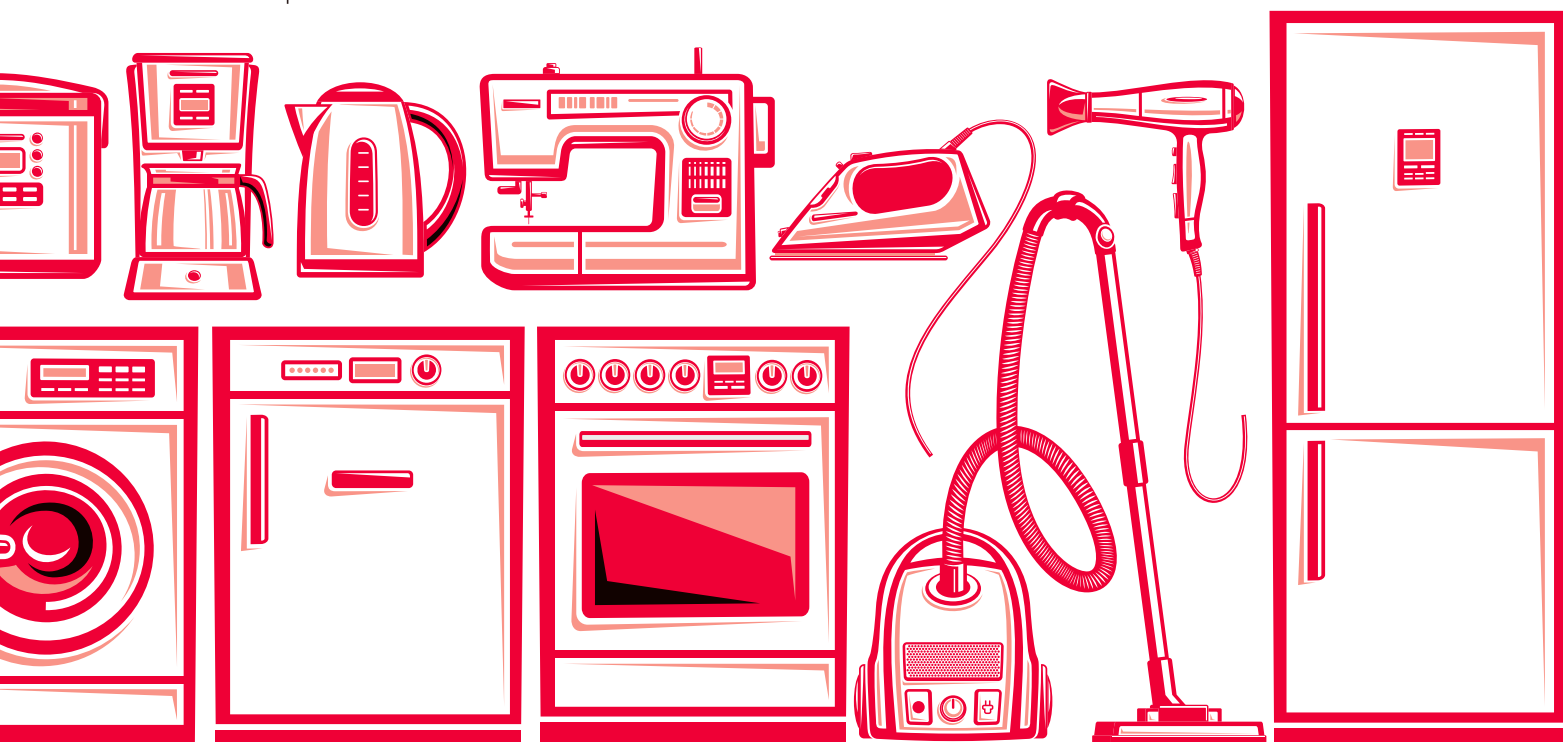
# Nouvelle-Aquitaine En bref

## Landes DARTY S'IMPLANTE À AIRE-SUR-L'ADOUR

En passant sous l'enseigne Darty en franchise, route de Bordeaux à Aire-sur-l'Adour, Éric Henon, a ouvert le 26 janvier un nouveau chapitre de sa boutique d'électroménager. Avec une équipe de 10 personnes, dont trois recrutements, il propose sur 630 m<sup>2</sup> d'espace de vente l'offre d'appareils électroménagers et électroniques, complétée par un espace dédié à la literie de 79 m<sup>2</sup>.

## Landes BISCARROSSE DANS LE TOP 20 DES CONSTRUCTIONS DE RÉSIDENCES SECONDAIRES

Selon une enquête réalisée par Gotoinvest, média spécialisé dans les finances personnelles, 25 062 résidences secondaires ont été construites en France, entre 2017 et 2022. 62 % d'entre elles se concentrent dans quatre régions de la côte ouest. Avec 4 094 constructions, la Nouvelle-Aquitaine se classe en deuxième position des régions les plus prisées, derrière la Bretagne. Au niveau des départements, les Landes se situent à la 11<sup>e</sup> place, avec 546 constructions. Et dans le top 20 des villes les plus appréciées, on retrouve Biscarrosse en 12<sup>e</sup> position (72 maisons). Parmi les principales motivations, 60 % des propriétaires ont construit ou acquis une résidence secondaire pour leur usage exclusif. Seules 22 % sont louées régulièrement ou occasionnellement. Si le marché de la construction de résidences secondaires a été particulièrement boosté au lendemain de la crise sanitaire, il connaît aujourd'hui un ralentissement du fait de la hausse des taux d'intérêt et du coût des matériaux.



© Shutterstock

## Pays basque UN PROJET DE 3 500 LOGEMENTS D'ICI 2027

Le projet multisite présenté par la Communauté d'agglomération du Pays basque a été retenu par l'appel à candidatures « Territoires engagés pour le logement ». Le Gouvernement a ainsi retenu 22 territoires s'engageant chacun dans une opération d'aménagement de l'ordre de 1 500 logements dont au moins 25 % de logement social sur les trois prochaines années. Le projet lauréat de la Communauté d'agglomération du Pays basque porte sur 24 opérations réparties dans 11 communes SRU du littoral avec l'objectif d'accélérer la réalisation d'environ 3 500 logements, dont 2 050 logements sociaux, à horizon 2027. Ces opérations bénéficieront de l'accompagnement de l'État, notamment dans le cadre d'un projet partenarial d'aménagement ou d'une opération d'intérêt national.



© OT Bigart



© ADT64

## Pays basque UN EFFET JO SUR LES RÉSERVATIONS TOURISTIQUES

Dans sa note sur les tendances et perspectives de l'hiver publié le 13 février dernier, l'Agence départementale du tourisme Béarn & Pays basque indique que les réservations pour Pâques et les vacances d'été sont au beau fixe et très en avance par rapport à 2023 et 2022. Les experts de la politique touristique départementale y voient un effet Jeux olympiques avec certains visiteurs et parisiens qui préféreront éviter la capitale à cette période et louer leur domicile pour rejoindre d'autres destinations comme le Béarn et le Pays basque. L'Agence départementale du tourisme des Pyrénées-Atlantiques s'attend à un mois de juillet record avec également le décalage des Fêtes de Bayonne du 10 au 14 juillet sur une période habituellement moins recherchée par les touristes.

# In Citeum Un collectif. dédié au service public

**LOT-ET-GARONNE** · À l'initiative du cabinet régional d'expertise comptable @com et de Baker Tilly (conseil, audit, expert-comptable et RH à l'international), un collectif regroupant une soixantaine d'experts vient de voir le jour pour accompagner les décideurs publics. Baptisé «In Citeum», ce groupe unique en France accompagne dans tous les domaines les collectivités locales face aux enjeux de demain.

Par Mathieu DAL'ZOVO

**T**irillées par les crises géopolitiques, sociales, économiques ou environnementales, les collectivités publiques se sentent souvent esoulées face à des défis aussi complexes qu'importants. C'est à partir de ce constat que des acteurs œuvrant déjà chacun de leur côté auprès des décideurs publics, dans des branches distinctes mais complémentaires, ont décidé d'unir leurs forces pour accompagner les collectivités locales (régions, départements, agglomérations, communes rurales).

**THIERRY LASSAGNE**  
directeur général du groupe @com



**NADIA MOULI**  
directrice générale d'ECP Public et de CSMS



« En nous regroupant, nous sommes plus forts pour proposer une offre complète correspondant aux défis de demain, notamment l'environnement et son mur d'investissement. Le côté innovant d'In Citeum, c'est que chacun garde son identité et son domaine d'expertise tout en apportant collectivement des réponses aux enjeux des collectivités », résume Thierry

Lassagne, directeur général du groupe @com et d'In Citeum. Il souhaite ainsi créer une « culture d'entreprise » et répondre aux besoins conjoncturels et structurels des collectivités territoriales à l'heure où ces dernières font face à des enjeux comme le ZAN, les budgets verts, performance énergétique des bâtiments[IK1], énergies renouvelables, le patrimoine...

### EXPERTS EN SANITAIRE ET HOSPITALIER

Directrice générale d'ECP Public (société d'expertise comptable dédiée aux secteurs publics) et de CSMS (spécialiste du conseil sanitaire et médico-social), Nadia Mouli accompagne depuis des décennies les acteurs du service public dans l'aide au pilotage et à l'élaboration des comptes et plans de trésorerie, le contrôle interne, la formation, les stratégies d'investissement ou bien encore la gestion et l'élaboration de la paie. Cette ancienne directrice financière d'une association médico-sociale dans le milieu du handicap s'appuie sur une grande connaissance du terrain pour partager son expérience. Son équipe est principalement constituée d'expertes chevronnées du domaine sanitaire et hospitalier, incluant une directrice d'Ehpad et une contrôleur de gestion dans le secteur public. Elles se sont immédiatement ralliées à ce projet collectif offrant des synergies et des compétences complémentaires.

### DES PETITES COMMUNES AU GRAND PARIS

À leurs côtés, Isabelle Kébé dirigeante de FCL Gérer La Cité depuis 20 ans, comptabilise plus de 30 années d'expérience dans le secteur public local, des petites communes jusqu'aux métropoles, départements et régions. Le champ d'action de FCL Gérer La Cité va de l'étude de la faisabilité au montage des projets (obtention de subventions ou d'emprunt, études des modèles économiques et montages, gestion de dettes...), en passant par les recherches de financements jusqu'à la mise en œuvre des contrats publics, de l'accompagnement à la gestion financière des budgets et de la stratégie financière et fiscale. Le développement des compétences de l'entreprise et des équipes s'est opéré en fonction des développements des compétences des collectivités territoriales et de leurs besoins.

### LE RÔLE CLÉ DES COLLECTIVITÉS

Isabelle Kébé a notamment travaillé, dans les années 90 sur le territoire des villes nouvelles, et à partir des années 2004 sur les projets urbains avec les

“ Le côté innovant d'In Citeum, c'est que chacun garde son identité et son domaine d'expertise tout en apportant collectivement des réponses aux enjeux des collectivités ”

PRU (projets de rénovation urbaine) ou plus récemment auprès de la commission Rebsamen de 2021 sur la crise du logement : « Nous avons réalisé une simulation de la suppression de la réforme de la taxe d'habitation sur les 35 000 communes afin d'étudier les conséquences sur les recettes et également le poids des collectivités locales dans le financement de la création du logement. On montre ainsi le rôle clé des collectivités locales... », souligne Isabelle Kébé. FCL Gérer La Cité s'appuie sur une équipe d'une trentaine de consultants spécialisés pouvant aussi bien travailler avec une petite intercommunalité souhaitant investir dans une piscine qu'avec la Société du Grand Paris pour la construction du Métro ou sur le plan école de la ville de Marseille. « Dans un environnement mouvant, cette union va nous permettre de pérenniser notre entreprise et d'élargir nos compétences », résume Isabelle Kébé.

### UN LOGICIEL DES DONNÉES CADASTRALES ET FISCALES

Acteur également engagé dans le projet In Citeum, Ecofinance compte plus de 8 000 missions de conseil en ressources publiques à son actif, réalisées auprès de 2 500 clients. Eric Tripodi, son directeur général, a rejoint ce projet collectif avec ses équipes afin qu'elles puissent y apporter leurs compétences en matière de fiabilisation des bases fiscales des collectivités locales. À l'aide d'un logiciel dédié (CMagic), Ecofinance est en capacité d'identifier précisément et d'exploiter, via la géolocalisation, les données cadastrales et fiscales d'un territoire. « Les relations financières entre les communes et leurs intercommunalités doivent évoluer au regard des investissements et des défis en jeu pour demain, liés en particulier à la transition écologique. Nos consultants ont le souci d'apporter leur expertise mais également de transférer la compétence aux clients », précise le directeur général d'Ecofinance ■



© Studio Chamss Arouise

© Studio Chamss Arouise

# Pau Le futur visage des Rives du Gave

**BÉARN** • Le projet pour les Rives du Gave, ce site de plus de 35 hectares partiellement en friche entre Pau et Bizanos, connaît une avancée : un plan guide dévoilé le 9 février dessine les contours d'un nouveau quartier.

Par Eustelle LOUSTALET-TURON



**D**epuis le boulevard des Pyrénées, le panorama sur les montagnes est l'une des richesses de la capitale béarnaise. Mais si « Pau est la plus belle vue de terre » selon Lamartine, en baissant les yeux vers le gave situé en contrebas, la réalité rattrape la poésie. Là, depuis plusieurs années, une friche industrielle s'étend sur quatre communes, entre la gare et le stade d'eaux vives. Une situation sur laquelle la Communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées (CAPBP) a décidé de se pencher, avec l'appui du studio d'architecture parisien Chamss Arouise. Après un an et demi de travail, le projet pour la revalorisation de ce site appelé à abriter le nouveau quartier Rives du Gave a été officiellement présenté. François Bayrou, le président de la CAPBP,

annonce « un projet phare » qui s'étendra sur « 20 à 25 ans » et estimé à « 60 millions d'euros ».

### CONSERVER LE VILLAGE ARTISAN

« C'est un nouveau chapitre du développement de la ville », s'est réjoui l'élu, après avoir évoqué la nécessité de « s'attaquer aux friches industrielles » dans le cadre de la réglementation de zéro artificialisation nette (ZAN). À ses côtés, l'architecte Chamss Arouise a détaillé le plan guide de ce projet voulu « cohérent » dans sa globalité et liant trois secteurs. Concernant le

## “C'est un nouveau chapitre du développement de la ville”

premier d'entre eux, autour de la gare, « la réflexion sur la notion du village et de l'artisanat sera déterminante », dans la lignée de ce que porte actuellement La Forge Moderne qui sera « mise en valeur ».

### LOGEMENTS, BUREAUX ET ESPACES DE VIE

Sur le secteur Dehousse, où se trouvent 4 halles industrielles à l'abandon qui seront réhabilitées, des espaces de vie ainsi que des habitations et constructions à usage mixte inspirées des clouques, ces maisons béarnaises aux toits pentus, émailleront ce lieu de vie. « Aujourd'hui, on constate que beaucoup de quartiers se spécialisent. Je le regrette », s'est épanché le maire de Pau. « Avec ce projet, nous allons insister sur la mixité des usages et la capacité à passer d'un commerce à des bureaux ou à des appartements. C'est un retour à la générosité de l'architecture du XVII<sup>e</sup> siècle ».

### 2 205 ARBRES PLANTÉS

Enfin, l'ambition pour le troisième secteur, qui englobe les rives du Gave, sera de valoriser ce patrimoine naturel selon Chamss Arouise : « Il est primordial que la population ne tourne plus le dos au Gave et redécouvre également les berges de l'Ousse. En ce sens, nous allons réaliser une vraie promenade depuis la gare jusqu'au stade d'eaux vives et créer une sorte de boucle ». La création d'entités paysagères comme celle-ci est par ailleurs l'un des socles de ce projet : « Avant même la construction, il faut préfigurer avec le paysage : 2 205 arbres vont être d'abord plantés ».

### LA PORTE DES PYRÉNÉES

Si la végétalisation sera privilégiée, la mobilité douce également, les deux étant liées. « Nous souhaitons que le paysage soit toujours intrinsèque à la mobilité », remarque ainsi l'architecte. Pour exemple, les places de stationnement ne seront pas visibles mais situées en étage dans les bâtiments, les transports en commun seront privilégiés et une grande esplanade a été imaginée comme « un support de circulation de tous types » qui reliera Pau à Bizanos. Une voie « perpendiculaire » aux montagnes, de plus de 3 hectares, officieusement baptisée par Chamss Arouise d'un nom évocateur : « la Porte des Pyrénées ». ■

### LES HABITANTS CONSULTÉS

Pour l'heure, aucun calendrier n'a été avancé sur ce projet. La prochaine étape concrète sera l'organisation dans les prochains mois d'une concertation destinée à recueillir les avis des habitants de l'agglomération.



# Loi de finances 2024 Quelles mesures pour les particuliers et les entreprises ?

**CYCLE DU DROIT DES AFFAIRES (4/4)** - La nouvelle loi de finances comporte 120 dispositions de nature fiscale. Tour d'horizon des mesures les plus importantes, de la transposition de la directive GloBE au champ d'application du Pacte Dutreil.

Par M<sup>e</sup> Cindy FILFILI,  
avocat droit des affaires et droit fiscal, Barreau de Bordeaux

**L**a loi de finances pour 2024, promulguée le 29 décembre dernier, entre en vigueur à compter de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2023 et de l'impôt sur les sociétés dû au titre des exercices clos après le 31 décembre 2023. Les autres dispositions fiscales (droits d'enregistrement, TVA, etc.), exception faite de celles pour lesquelles une date d'application différente est expressément prévue, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Cette nouvelle loi de finances est très dense et comporte plus de 120 dispositions de nature fiscale. Ne pouvant prétendre à l'exhaustivité, nous faisons ici le point sur les mesures fiscales les plus importantes, en distinguant celles qui vont intéresser particulièrement les entreprises, de celles qui s'adressent d'abord aux particuliers.

## MESURES DESTINÉES AUX ENTREPRISES ET AUX PROFESSIONNELS INDÉPENDANTS

On retiendra d'abord, la transposition de la directive GloBE. Ainsi, à compter de 2024, les groupes français

réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 750 millions d'euros pourront avoir à régler un complément d'impôt en France au titre des bénéfices réalisés dans des juridictions dans lesquelles elles subissent une imposition effective inférieure à 15 % de leurs bénéfices.

Le régime d'imposition des dividendes versés par des sociétés résidentes d'un État membre de l'Union européenne à une société mère établie en France est aussi élargi.

- Extension du statut de jeune entreprise innovante et suppression de l'exonération d'impôt sur les sociétés

Le dispositif applicable aux jeunes entreprises innovantes (JEI) est étendu à une nouvelle catégorie d'entreprise appelée « jeune entreprise d'innovation et de croissance » (JEIC). Ainsi, sous réserve de respecter les autres critères déjà applicables aux JEI, les entreprises qui affectent entre 5 % et 15 % de leurs charges totales en dépenses de recherche et développement, pourront bénéficier des avantages prévus par le dispositif des JEI.

Elles devront en outre satisfaire à des indicateurs de performance économique dont les modalités seront précisées ultérieurement par décret.



M<sup>E</sup> CINDY  
FILFILI



Mais cette extension du dispositif s'accompagne d'une suppression, pour les entreprises constituées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, de l'exonération d'impôt sur les bénéfices qui était jusqu'ici applicable aux JEI.

En revanche, les exonérations en matière d'impôts locaux continuent de s'appliquer dans les mêmes conditions.

- Suramortissement des véhicules et engins peu polluants

Pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2030, le dispositif de suramortissement en faveur des poids lourds et véhicules utilitaires légers peu polluants est étendu aux opérations dites de « rétrofit » (opérations qui consistent à retirer le moteur thermique ainsi que le réservoir du véhicule et à le remplacer par un moteur électrique et une batterie).

L'entreprise bénéficie alors d'une déduction exceptionnelle représentant un pourcentage des coûts de rétrofit électrique, défini comme suit :

- 20 % pour les véhicules d'un Poids Total Autorisé en Charges (PTAC) compris entre 2,6 et 3,5 tonnes ;
- 60 % pour les véhicules d'un PTAC compris entre 3,5 et 16 tonnes ;
- 40 % pour les véhicules d'un PTAC supérieur à 16 tonnes.

Ce dispositif bénéficie également aux entreprises :

- qui procèdent, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2030, à la première acquisition des mêmes véhicules s'ils ont fait l'objet d'un rétrofit électrique en vue de leur revente ;
- locataires des mêmes véhicules s'ils sont pris en crédit-bail ou en location avec option d'achat par contrat conclu entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2030.

- Cessions de locaux professionnels destinés à être transformés en logements

Le dispositif actuel qui prévoit l'application d'un taux d'impôt sur les sociétés réduit à 19 % en cas de plus-values de cession de locaux professionnels et de terrains à bâtir situés dans les zones les plus tendues en vue de la réalisation de logements, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2026.

Pour les cessions intervenues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, ce dispositif est par ailleurs assoupli sur les points suivants :

- les cessions de locaux mixtes sont désormais éligibles au taux réduit d'imposition à condition que le cessionnaire s'engage à réaliser un local d'habitation dont la surface habitable représente au moins 75 % de la surface totale des constructions. En pareil cas, le taux réduit d'impôt sur les sociétés est applicable au prorata de la surface d'habitation uniquement à l'exclusion de la surface affectée à une activité professionnelle ;

- le délai de production des logements est allongé de 4 à 6 années pour les opérations d'aménagement supérieures à 20 000 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

- Détermination du périmètre de groupe intégré en cas d'actionariat salarié

Pour l'application du régime d'intégration fiscale, il est désormais possible de calculer le taux de détention du capital d'une filiale en faisant abstraction, dans la limite de 10 % du capital, des titres émis ou attribués aux salariés par stock-options, attributions gratuites d'actions, ou augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise.

Il s'agit ici de favoriser l'actionariat salarié en permettant aux sociétés qui émettent des titres en faveur de leurs salariés, de continuer à se placer sous le régime de l'intégration fiscale, lequel requiert, pour la société tête de groupe, une détention minimale de 95 % du capital et des droits de vote des filiales.

- Bénéfices agricoles : revalorisations exceptionnelles en termes de plus-values et d'application du régime dit du micro-BA

Le seuil du régime micro-BA est revalorisé pour être porté à 120 000 euros pour les revenus perçus en 2024 et 2025.

Par ailleurs, les limites des recettes permettant de bénéficier d'une exonération totale ou partielle des plus-values professionnelles agricoles réalisées sur leurs cessions d'actifs, applicables aux entreprises individuelles sont portées à :

- 350 000 € de recettes pour une exonération totale,
- 450 000 € de recettes pour une exonération partielle (le ratio de plus-value exonérée se détermine en appliquant la formule : (450 000 euros – recettes annuelles) / 100 000 euros).

- Précisions concernant le champ d'application du Pacte Dutreil

S'agissant de l'application du dispositif dit « Dutreil-Transmission », l'article 23 de la loi de finances :

- Définit la notion d'activités commerciales éligibles par référence aux articles 34 et 35 du CGI tout en excluant expressément les activités de gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier.

Cette précision vient contrer la jurisprudence récente du Conseil d'État (29 sept 2023, n° 473972) et de la Cour de cassation (Cass. Com, 1<sup>er</sup> juin 2023 n° 22-15-152) qui avait jugé que les activités de location meublée ou de

locaux munis du matériel nécessaire à leur exploitation n'étaient pas exclues par principe du dispositif.

- Confirme l'applicabilité du régime aux holdings animatrices de leur groupe qui sont désormais définies comme étant les sociétés ayant « pour activité principale la participation active à la conduite de la politique de [leur] groupe constitué de sociétés contrôlées directement ou indirectement ».

- Rehaussement de l'abattement de droits de mutation applicables aux transmissions d'entreprises

La loi de finances porte à 500 000 euros, l'abattement applicable aux droits d'enregistrement qui sont dus lors de cessions ou donations aux salariés de fonds artisanaux, commerciaux, agricoles, de clientèle d'une entreprise individuelle ou encore de parts ou actions de sociétés.

Le même abattement est applicable en cas de rachat par des proches du cédant, sous réserve du respect de plusieurs conditions tenant tant à l'activité de l'entreprise qu'à l'acquéreur (salarié titulaire d'un contrat de travail depuis au moins 2 ans, ou conjoint, partenaire de PACS, ascendants, descendants en ligne directe, frères ou sœurs).

## MESURES DESTINÉES AUX PARTICULIERS

Comme chaque année, la loi de finances indexe les tranches de revenus du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation (soit l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac). Il en ressort une revalorisation globale du barème de l'impôt sur le revenu et des seuils correspondants de 4,8 %.

Bénéficient également de cette indexation : l'abattement en faveur des personnes âgées ou invalides, l'abattement de 10 % sur les pensions, le montant de la déduction forfaitaire pour frais professionnels, ou encore le plafonnement des effets du quotient familial qui passe à 1 759,00 euros pour chaque demi-part additionnelle.

Les limites des tranches des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source (PAS) sont revalorisées dans les mêmes proportions. Ainsi, lorsque la base mensuelle de prélèvement est inférieure à 1 591 euros, aucun PAS n'est effectué, le taux du PAS pouvant atteindre 43 % lorsque la base mensuelle de prélèvement est supérieure à 54 088 euros.

On notera enfin que, sauf option contraire, chaque membre d'un couple soumis à imposition commune bénéficiera d'un taux individualisé de PAS.

- Prorogations de dispositifs de faveur et réductions d'impôt

Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 2026 :

- la réduction d'impôt pour souscription au capital de SOFICA (réduction de 48 % plafonnée à 18 000 €),

- le crédit d'impôt pour dépenses de travaux de protection contre les risques technologiques,

- le plafond majoré pour les dons ouvrant droit à la réduction d'impôt « Coluche » (plafond majoré à 1 000 €).

La réduction d'impôt Malraux est prorogée jusqu'au 31 décembre 2024.

Les dons aux organismes concourant à l'égalité entre les femmes et les hommes bénéficient d'une réduction d'impôt au taux de 66 %.

- Prorogation des exonérations de revenus de LMNP d'une partie de l'habitation principale

L'article 38 de la loi de finances proroge, pour les sommes perçues jusqu'au 31 décembre 2026, l'exonération d'impôt sur le revenu des sommes provenant de la location ou de la sous-location d'une pièce de l'habitation principale, à titre de résidence principale du locataire ou du sous-locataire, sous condition de loyer raisonnable.

Est également prorogée pour 3 ans, l'exonération d'impôt sur le revenu applicable aux produits issus de la location habituelle d'une ou plusieurs pièces de l'habitation principale à des personnes qui n'y élisent pas domicile, dès lors que les recettes sont inférieures à 760 € par an. ■

## LES LOCATIONS EN MEUBLÉ

Alors que la loi de finances pour 2024 semblait avoir épargné les loueurs en meublé, la proposition de loi n°231 visant à « Remédier aux déséquilibres du marché locatif », a été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 janvier 2024.

Cette proposition de loi prévoit notamment, pour le calcul des plus-values de cession de biens immobiliers, la réintégration des amortissements déduits depuis l'acquisition des locaux. Concrètement, il serait ici mis fin à une niche fiscale bien connue des loueurs en meublé non professionnels, grâce à laquelle les loyers, du fait de la déduction d'un amortissement sur le bien, étaient très peu taxés pendant la mise en location du bien. À la revente, le régime de calcul de la plus-value était là encore favorable au cédant, dans la mesure où les amortissements déduits n'étaient pas repris dans la détermination de la valeur d'acquisition du bien.

Si cette proposition de loi n'a pas encore été définitivement adoptée, elle est actuellement en discussion au Sénat, et méritera d'être suivie attentivement.



VINCENT  
MAYMO

# Préserver le patrimoine agricole

## notre responsabilité sociale

**TRIBUNE** • La colère des agriculteurs qui a secoué l'Hexagone ces dernières semaines a crûment révélé l'urgence de garantir un avenir durable à l'agriculture française. La question de l'aménagement foncier est centrale afin d'accompagner les nombreuses transitions auxquelles le secteur doit faire face.

Par Vincent MAYMO,  
professeur des universités, IAE Bordeaux

**D**ans sa deuxième note d'ouverture de 2020, François Bayrou, haut-commissaire au Plan positionnait l'agriculture comme la priorité stratégique de la France avec l'agroalimentaire et la santé. Au-delà de son rang de premier pays agricole en Europe, avec ses 16 % de la surface agricole utile européenne, il en va d'une identité agricole décrite au siècle dernier par un Roger Dion ou un Fernand Braudel. François Bayrou y soulignait aussi les tensions pesant sur le secteur agroalimentaire français, situé en troisième position des exportations de biens agricoles de la zone euro derrière les Pays-Bas et l'Allemagne. Une telle priorité lui vaut d'ailleurs un ministère dédié dont l'intitulé a

évolué pour intégrer l'enjeu de souveraineté alimentaire, car l'objectif est bien de répondre à ce besoin fondamental.

### RÉTABLIR UNE FORME DE JUSTICE SOCIALE

L'actualité est venue rappeler notre pays à sa responsabilité agricole et alimentaire en questionnant bruyamment les évolutions d'un secteur nourricier et pourtant délaissé. Ce détail n'aura échappé à personne, ce petit pourcentage des Français qui est en charge de nos estomacs est sorti dans la rue, a bloqué des ronds-points et des entrées de ville. Pourrait-on lui reprocher ce zèle vindicatif ? Jusqu'à 82 % des Français soutiennent ce mouvement et reconnaissent l'urgence de la situation quand on sait qu'un suicide d'agriculteur est recensé en France tous

les deux jours et que les agriculteurs exploitants gagnent en moyenne moins de 1 000 euros par mois sur leur exploitation tout en travaillant 53 heures par semaine. Encore faut-il avec cela attirer des jeunes sur un métier exigeant à tous points de vue. On se souvient combien la France se nourrit de ses campagnes, combien ces hommes engagés au cœur des territoires en constituent la force vitale.

Dans ces conditions, l'aménagement du territoire et de ses espaces agricoles est, plus que jamais, un levier de rétablissement d'une forme de justice sociale. Il serait ce vecteur de la compétitivité et de transformation du secteur agricole orienté vers la durabilité et la responsabilité. Autour des Safer, les sociétés d'Aménagement foncier et des espaces ruraux, les acteurs du territoire travaillent de concert à cette rénovation des espaces. Qu'il s'agisse d'optimiser l'utilisation des ressources et des compétences, de tenir compte des changements climatiques ou de l'accès à l'eau, de trouver des solutions d'aménagements au service des grandes infrastructures comme de basculer vers une agriculture plus respectueuse de la vie, les défis de l'aménagement sont nombreux.



## LE REVENU, CONDITION D'ATTRACTIVITÉ

« Le revenu, c'est la condition d'attractivité du métier », précisait Bruno Le Maire, ministre de l'Économie au salon de l'agriculture de mars 2023. Et pour cause ! La paupérisation est un vrai sujet en région Nouvelle-Aquitaine où le taux de pauvreté localisé peut atteindre près d'un agriculteur sur trois dans le piémont pyrénéen, les confins girondins, une partie du Périgord, ou sur le plateau de Millevaches selon l'Insee.

Avec 14 589 euros de revenus agricoles en moyenne par an, les ménages agricoles vivent mal de leurs exploitations et diversifient leurs ressources par une activité salariée complémentaire (Insee, 2017). Les revenus sont dramatiquement faibles chez les éleveurs

d'un million de moins de 50 ans dont 117 000 15-24 ans en 1982 et ne compte plus que 184 000 moins de 50 ans et 5 000 15-24 ans.

Ces tensions mettent à jour l'évidence d'un partage de la valeur dont le quidam a oublié l'injustice. Elles nous rappellent avec fracas que les transitions en cours, et notamment écologiques, ne peuvent balayer des pratiques dont les évolutions se font dans le temps long, tant chez les consommateurs finaux que chez les producteurs. Ces derniers doivent engager des investissements protéiformes : en capital humain lorsqu'il s'agit de se former à de nouveaux modes de production ; en capital matériel, lorsqu'il s'agit d'adapter l'outil de production et d'accompagner l'adaptation des terres ; enfin en capital immatériel, lorsqu'il s'agit de redorer une image de marque.

Un second défi est évidemment réglementaire pour répondre à la multiplication des injonctions et s'approprier une transition dont personne n'est prêt à supporter le coût. La transition écologique et la distanciation attendue des produits phytosanitaires notamment sont autant de mutations vécues comme insurmontables tout particulièrement lorsqu'elles achoppent avec un dérèglement climatique nécessitant lui aussi une réinvention des modes de production.

L'enjeu est bien un soutien aux exploitations les plus modestes pour préserver la diversité des modèles de production. Dans ce cadre, le renouvellement du secteur et l'accompagnement des plus jeunes supposent un accès à des exploitations dont les tailles permettent d'atteindre une rétribution plus juste.

## “ Accéder à des exploitations dont les tailles permettent d'atteindre une rétribution plus juste ”

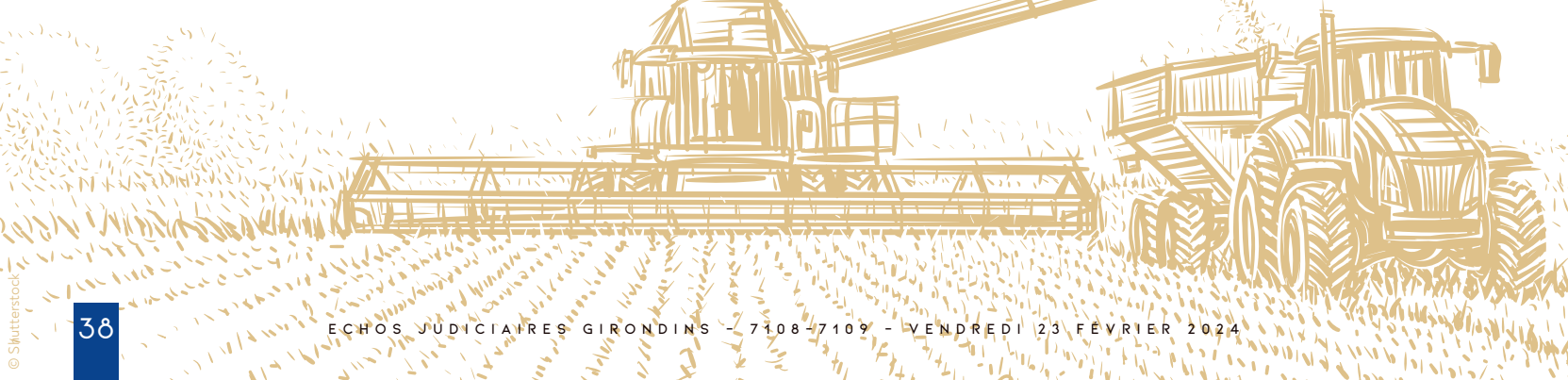
soumis aux aléas des maladies et des contraintes sanitaires. Mais au-delà du revenu, les conditions de travail restent peu attractives : près de 90 % des exploitants travaillent le samedi, 70 % le dimanche et un agriculteur sur deux travaille le soir après 20 heures. En 40 ans, on a vu le nombre de femmes exploitantes divisé par 6 et celui des hommes par plus de 3. Pire, entre 1955 et 2020, le nombre d'agriculteurs a chuté de 2,5 millions à 496 000 actifs. La situation est urgente quand on sait que lors du recensement de 2020, 25 % des agriculteurs exploitants avaient plus de 60 ans. Il convient aussi de composer avec un désintérêt de la jeunesse : le métier comptait près

## CHOC INFLATIONNISTE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Ces tensions humaines sont d'autant plus importantes que le secteur doit faire face à des défis majeurs. Ce sont tout d'abord des défis économiques pour absorber un choc inflationniste alors que les marges étaient déjà très faibles, voire inexistantes. Que l'on parle de l'augmentation du prix des matières premières comme du matériel agricole, l'inflation pèse lourd sur le résultat et il faut négocier avec des partenaires souvent mieux armés pour négocier et faire jouer une concurrence internationale.

## LES MISSIONS DES SAFER

En France le sujet de l'aménagement du territoire est brûlant au sortir de la Seconde Guerre mondiale lorsque Charles de Gaulle et Edgard Pisani cherchent une solution de sécurité alimentaire. Ce contexte est bien différent de celui que nous connaissons même si nos équilibres nous montrent que la question est encore pleine d'actualité. Ce contexte est celui qui a donné naissance aux Safer, les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, dont le législateur a régulièrement fait évoluer les missions depuis 1960 « pour passer d'un opérateur agricole à un opérateur de l'espace rural », précise Philippe Tuzolet, directeur de la Safer NA.





La loi n° 2023-1322 du code rural et de la pêche maritime en précise les 4 missions principales dont la première est « la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers ». En particulier, « leurs interventions visent à favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières afin que celles-ci atteignent une dimension économique viable... (et) concourent à la diversité des systèmes de production, notamment ceux permettant de combiner les performances économique, sociale et environnementale et ceux relevant de l'agriculture biologique au sens de l'article L. 641-13 ». Ces sociétés anonymes à but non lucratif rassemblent un actionariat organisé en 3 collèges représentant le monde agricole (chambre d'agriculture et syndicats agricoles), les collectivités locales (région, départements, EPCI) et les acteurs du monde rural et l'État (financeurs, acteurs de l'environnement, propriété rurale et forestière...).

## UNE CONCENTRATION NÉCESSAIRE

Ce modèle de régulation appuyé par la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) pour les locations/fermages a permis à toutes les exploitations de s'agrandir. Le nombre d'exploitations a été divisé par quatre passant de 1,6 million d'exploitations en 1970 à 390 000 en 2020, avec une SAU moyenne multipliée par plus de 3. Un contexte de concentration nécessaire pour permettre des économies d'échelle aux exploitants : « Toutes les exploitations ont grandi », continue Philippe Tuzolet avant de préciser que « d'autres États membres ont connu une concentration où les petites et les moyennes ont disparu ».

Ce rôle de gardien de la règle a limité la casse spéculative en France avec des prix moyens de 5 000 euros l'hectare (ha) quand aux Pays-Bas, ils sont passés de 52 000 euros en 2012 à 78 000 euros l'ha et qu'ils ont bondi en 20 ans de +474 % au Québec. En



LE CERCLE DES EXPERTS

France, les terres restent l'apanage des agriculteurs.

La politique des Safer accompagne l'installation de jeunes agriculteurs en aménageant les territoires et en s'associant à leurs projets pour qu'ils soient les plus supportables possible. Les micro et petites exploitations, de moins de 20 ha représentent encore 40 % des exploitations mais elles ne pèsent que 3,7 % de la SAU selon l'Agreste en 2016 pour une surface moyenne de 60 ha (Eurostat 2019). La transparence au travers d'une publication officielle à l'ensemble des acteurs du territoire joue alors un rôle fondamental dans la régulation du marché par la Safer.

## INNOVER POUR REVITALISER LES TERRITOIRES

« La problématique reste qu'il est difficile pour un jeune de s'installer et de reprendre une exploitation de centaines d'hectares nécessitant un apport de plusieurs centaines de milliers d'euros, avec une rentabilité faible » explique Fabien Joffre, le nouveau président de la Safer NA. L'objectif est d'accompagner un métier en transition poursuit Fabien Joffre qui recherche « un bon équilibre pour éviter la surconsommation des terres agricoles » tout

en accompagnant l'innovation du monde agricole.

Les Safer innovent pour faciliter les échanges, accompagner les cédants et mobiliser une ingénierie juridique et financière éprouvée de nombreuses fois. Si le financement ne relève pas des missions des Safer, elles considèrent être dans « l'obligation de (se) préoccuper de ce sujet faute de quoi, certains projets ne verront jamais le jour ». Certes, les acteurs peuvent compter sur le soutien d'un écosystème bien rodé et notamment des banques. Pour autant, les apports d'un jeune agriculteur ne sont pas suffisants pour atteindre une taille critique. Des coopérations sont à l'œuvre entre la SAFER, la Région Nouvelle-Aquitaine et les banques du territoire. Des montages avec des foncières comme Ferme en vie ou Terre de liens où l'exploitant acquiert le matériel pendant 5 à 7 ans. D'autres perspectives sont ouvertes par le fonds « Élan demain » mis en place par les Safer avec l'appui du ministère de l'Agriculture. Il faut aujourd'hui trouver des leviers financiers à la hauteur des enjeux. Les années à venir devront orienter massivement des fonds pour accompagner l'aménagement et la transmission des terres. ■



# Alerte rouge sur la construction neuve

**LOGEMENT** • Chute de la production de logements, des ventes... Pour la FPI, qui rassemble les promoteurs immobiliers, les très mauvais résultats du marché résultent d'abord d'une crise de la demande, à laquelle les récentes annonces du Premier ministre n'apportent pas une réponse adéquate.

Par Anne DAUBRÉE

**E**ncore une marche plus bas. Jusqu'où ? Le 15 février, lors d'une conférence de presse, à Paris, la FPI, Fédération des Promoteurs Immobiliers, présentait le bilan de la profession pour 2023. D'un mot, ils sont mauvais. Et ce, y compris lorsqu'on les replace dans une perspective de long terme. Tout d'abord, les autorisations de logements collectifs ont baissé de 23 %, passant de 240 000 en 2022 à 186 200 en 2023. Et, cette fois-ci, la réticence des maires à accorder des permis de construire (explication avancée l'an dernier par la FPI) n'est plus la seule en cause. S'y ajoute « la friabilité des promoteurs. Ils essaient de vendre ce qu'ils ont déjà à l'offre, déposent beaucoup moins de demandes de permis, achètent moins de foncier », explique Pascal Boulanger, président de la FPI.

Étape suivante dans la chaîne de l'immobilier neuf, les mises en vente aussi ont drastiquement diminué en 2023 avec 70 374 lançements commerciaux, contre 104 578 en 2022 (-32,7 %). En outre, en 2023, la chute s'est accélérée au fil de l'année. Au quatrième trimestre, le nombre de logements neufs mis



à la vente (12 102) s'est réduit de moitié par rapport à la même période en 2022. Sur l'année, les chiffres des ventes sont également historiquement bas, avec des tendances diverses (mais quasiment toutes négatives) sur chacun des segments du marché. Au global, en 2023, les ventes sont passées sous la barre des 100 000 (94 828), soit 41,4 % de moins qu'en 2021. C'est très en dessous du niveau moyen annuel de ventes observé par la FPI entre 2017 et 2023, soit 146 296.

Le seul chiffre en hausse est celui des ventes en bloc – auprès des institutionnels et des bailleurs sociaux. Elles ont augmenté de 11,5 %, passant de 29 614 en 2022 à 33 028 unités en 2023. Les programmes de rachats en bloc de CDC Habitat et d'Action Logement devraient faire sentir leurs effets essentiellement au premier trimestre 2024, selon la FPI.

## LES VENTES AUX PARTICULIERS S'EFFONDRENT

En revanche, « nous assistons à une forte chute de la vente au détail », pointe Didier Bellier-Ganière, délégué général de la FPI. En 2023, ces ventes aux particuliers ont chuté de plus du tiers (-38,4 %) par rapport à l'année d'avant, (56 900 contre 92 380). En moyenne, le chiffre observé annuellement par la FPI entre 2017 et 2023 s'élève à 104 094. L'an dernier, le premier des deux segments du marché des particuliers, les ventes aux investisseurs ont carrément diminué de moitié (-50,9 %) passant de 41 014 à 20 140. Pour la FPI, ce phénomène est lié à plusieurs phénomènes : la nouvelle formule du Pinel moins convaincante, l'annonce de son extinction, la hausse des taux d'intérêt. Le second segment, celui des ventes en accession à la propriété, s'est réduit de 28,4 % (36 760 contre 51 366). Résultat, le marché des particuliers, habituellement équilibré entre les deux segments est à présent très majoritairement constitué de ventes en accession à la propriété.

## UNE CRISE ET DES RÉPONSES MAL CALIBRÉES

Pour la Fédération, les tendances observées en 2023 ont des répercussions déjà tangibles pour la profession et elles promettent une crise d'ampleur. Manifestation d'une baisse de la demande, « les promoteurs vendent de plus en plus difficilement, les délais de vente s'allongent », constate Didier Bellier-Ganière. Ces délais sont désormais de l'ordre de 21,5 mois, soit environ le double de celui considéré comme viable pour la profession. Certaines métropoles atteignent des pics, comme Lille (40,3 mois), Nantes (37,1) et Bordeaux (35,3). Pour l'instant, la PFI n'observe pas, ou en tout cas ne communique pas, sur les défaillances du secteur. Toutefois, « nous savons que cela ne va pas. Aucun promoteur n'est en mode embauche (...)

On est en train de réduire la voilure », explique

Pascal Boulanger. Et il pointe un phénomène inquiétant : « les promoteurs ne remplacent pas les départs à la retraite. Or, former un monteur d'opération, cela prend du temps ; c'est un métier qui s'apprend sur le terrain. Le jour où il faudra redémarrer, non seulement les permis de construire n'auront pas été déposés, mais en plus il y aura eu une perte de savoir-faire ».

C'est en effet l'une des autres conséquences du ralentissement du marché. « Nous sommes en train de construire la pénurie de demain. Lorsque les ménages seront à nouveau solvables, les logements ne seront pas disponibles », met en garde Didier Bellier-Ganière. Sept mois plus tôt, déjà, lors d'une conférence de presse, il avertissait : « si rien n'est fait nous allons vers une crise majeure du logement ». Le nouveau gouvernement sera-t-il à la hauteur des attentes des promoteurs ? Le CNR, Conseil national de la Refondation consacré au logement, sous le gouvernement d'Élisabeth Borne, avait été « de la poudre aux yeux », selon Pascal Boulanger. Ce 15 février, la FPI reste prudente vis-à-vis du nouveau gouvernement de Gabriel Attal. Au début du mois, celui-ci a assuré qu'il irait chercher du logement pour les Français « avec les dents », fixé un objectif de produire 30 000 logements d'ici à la fin du quinquennat et promis « un choc d'offre ». « Ma réponse est très mitigée », commente Pascal Boulanger. « Merci

“ Nous sommes en train de construire la pénurie de demain ”

le gouvernement de prendre le sujet à bras-le-corps. Cela fait longtemps que nous disons que le logement est le grand oublié. Mais aujourd'hui, le problème n'est pas l'offre, c'est la demande. Cela fait un an et demi que nous le disons, et aujourd'hui, on entend qu'on va faciliter l'offre », précise-t-il. Une stratégie qui mise sur une baisse des prix de l'immobilier est « totalement erronée », complète Didier Bellier-Ganière. Selon la FPI, les prix du neuf ne peuvent baisser, car ils sont « techniques », contraints par des normes, et que la marge des promoteurs est limitée (autour de 5 %). *A contrario*, la Fédération préconise des mesures qui favorisent la demande, à commencer par une mesure temporaire « électrochoc », indolore sur le court terme pour les finances publiques : l'exonération de droits de succession pour l'achat d'un logement neuf destiné à devenir un logement principal. À défaut d'une telle politique, la FPI s'attend à ce que l'activité descende une marche supplémentaire en 2024. ■

# Métiers en croissance

**ENTREPRISES** • Courtier en énergie, responsable RSE, ingénieur IA... LinkedIn vient de publier son dernier classement des 25 métiers qui ont connu la plus forte croissance en France ces cinq dernières années\*. Focus sur les professions en plein essor et sur les dernières tendances du marché du travail.

Par Charlotte DE SAINTIGNON

« **L**es talents de la tech sont toujours aussi convoités, tandis que les métiers de la vente et du marketing font toujours recette et que les enjeux de la transition écologique et énergétique gagnent du terrain », signale Gaëlle Coursel de LinkedIn Actualités. Malgré des postes traditionnels dans le commerce, le marketing et les RH qui restent toujours très recherchés, le monde du travail est en pleine évolution, note le réseau professionnel. En cause ? L'essor de l'intelligence artificielle, la prise de conscience des enjeux environnementaux et la hausse du coût de l'énergie. Des enjeux qui créent à la fois de nouveaux défis pour les entreprises et de nouvelles opportunités pour les professionnels.

Selon LinkedIn, « 25 % des compétences demandées en 2015 par les recruteurs sont aujourd'hui obsolètes. Une proportion qui devrait atteindre 65 % d'ici 2030 ».

## LES TALENTS DE LA TECH TIENNENT LE HAUT DU PAVÉ

Dans le détail du classement des 25 métiers qui ont connu la plus forte croissance en France, les métiers de la tech semblent de plus en plus plébiscités. « Ce sont des postes à forte valeur ajoutée sur le marché », commente Matthieu Imbert-Bouchard, directeur général du cabinet de recrutement Robert Half international France. Par exemple, le métier d'architecte cybersécurité, chargé de « détecter, réparer les failles de

sécurité du système informatique d'une entreprise et de sensibiliser les employés aux bonnes pratiques, afin d'éviter les risques de piratage, les attaques de logiciels malveillants et violations de bases de données » ; ou de responsable data, chargé de « structurer la collecte et l'analyse des données d'une entreprise, d'en assurer la fiabilité et de veiller au respect des règles en matière de protection des données personnelles » sont des profils très largement recherchés. Autres métiers convoités, les ingénieurs en fiabilité de sites. Inventé par Google au début des années 2000, le métier consiste à s'assurer de la robustesse d'un site Internet, d'une application ou d'un logiciel. Au quotidien, cet ingénieur « mesure la performance du système informatique et répond aussi aux urgences, notamment aux problèmes de sécurité ».

Enfin, « même si les métiers de l'IA ne sont pas encore très développés pour l'instant, en France », constate Matthieu Imbert-Bouchard, les ingénieurs en intelligence artificielle, qui « développent des

programmes informatiques capables de raisonner « comme un humain » et donc de réaliser des tâches complexes », apparaissent pour la première fois dans le classement LinkedIn, à la 23<sup>e</sup> position.

## ET LES FONCTIONS SUPPORT TOUJOURS RECHERCHÉES

Certains métiers restent indispensables au développement des entreprises. Il s'agit notamment des « responsables de développement commercial », numéro un du classement. Ils sont chargés d'« identifier de nouveaux leviers de croissance pour une entreprise ». Ou celui de technico-commercial, qui « assure la vente de produits qui nécessitent des connaissances techniques ou technologiques, à la différence du simple commercial classique » ; ou encore de growth marketing manager. Son rôle ? « Attirer de manière rapide de nouveaux clients grâce à un ensemble de techniques marketing digitales ».

Outre ces fonctions commerciales clés pour les entreprises qui restent donc très convoitées, les fonctions support, comme les chargés de recrutement, qui s'occupent « des différentes phases du processus d'embauche », le sont tout autant. Ou encore les chargés de clientèle. « Il y a une vraie demande sur ce type de profils qui vont arriver avec un portefeuille clients et avoir un vrai impact sur l'augmentation du chiffre d'affaires, mais également sur l'acquisition de parts de marché », signale Matthieu Imbert-Bouchard. Ce d'autant plus qu'il y a « une appétence pour grossir les parts de marché et chercher plus de chiffre d'affaires » dans les entreprises aujourd'hui davantage focalisées sur la rentabilité.

## RSE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Outre ces métiers plus classiques, de nouveaux métiers, liés notamment à la transition écologique et énergétique, ont fait leur apparition et sont également

plébiscités. Par exemple, celui de courtier en énergie qui aide particuliers et entreprises à « trouver le contrat d'électricité ou de gaz le plus adapté à leurs besoins et le moins cher. Il compare les différents fournisseurs et accompagne ensuite ses clients dans le processus de résiliation et de souscription d'un nouveau contrat » ; l'energy manager, qui a pour mission de mettre en place une stratégie visant à réaliser des économies d'énergie au sein des bâtiments ; le responsable RSE, chargé de veiller à ce que son entreprise « respecte les lois et réglementations en vigueur en matière de développement durable. Il élabore aussi une stratégie pour réduire l'impact environnemental de son organisation ». Ou encore le consultant développement durable, qui « aide les entreprises ou les collectivités à améliorer leur bilan environnemental (empreinte carbone, pollution, gestion des déchets et de l'eau...). Il commence par établir un diagnostic, puis rédige un plan d'actions qui tient compte des contraintes économiques et techniques de son client ».

## 88 % DES ENTREPRISES VONT RECRUTER

La sortie de ce classement des métiers en croissance est également l'occasion de tirer un bilan global sur le marché du travail. « On sort d'une année 2023 globalement bonne mais en demi-teinte, avec un petit ralentissement de la croissance et des créations d'emploi et un taux de chômage qui commence à remonter au troisième trimestre. La Banque de France prévoit un retournement, avec un chômage qui continuera à augmenter jusqu'à 8 % jusqu'en 2025 », décrit Matthieu Imbert-Bouchard.

Si 88 % des chefs d'entreprise prévoient des recrutements en CDI en 2024, il justifie ces prévisions par un effet rattrapage, un décalage des recrutements, du remplacement de postes et un investissement sur de nouveaux, après « un marché pénurique en 2023 avec énormément de dirigeants qui n'avaient pas réussi à recruter, même si on est sorti de l'euphorie des recrutements de 2022 : le marché commence à se rééquilibrer entre l'offre et la demande », précise-t-il.

Sur les difficultés de recrutement, le directeur général de Robert Half international France affirme que les entreprises les éprouvent dans tous les secteurs. « Il n'y en a pas un qui est épargné, même si certains sont un peu moins attractifs et donc très impactés, comme le BTP et les activités liées à l'immobilier ». Dès lors, les entreprises sont, selon lui, en train de « repenser leur modèle de recrutement et la façon dont elles recrutent pour être attractives ». ■

\* Source : intitulés de poste des membres LinkedIn. Les chercheurs de LinkedIn Economic Graph ont examiné des millions de nouveaux emplois occupés par des membres de LinkedIn entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 juillet 2023, afin de calculer un taux de croissance pour chaque intitulé de poste.



# Sortir en Gironde En bref



## Bordeaux EXPOSITION INCANDESCENTE

Les feux de forêt de La Teste et de Landiras de l'été 2022 ont traumatisé les Girondins, en raison de son ampleur, de sa durée et de sa violence. Ils font l'objet d'une exposition intitulée 600°. Ce projet documentaire a été mené par le collectif Les Associés qui réunit 7 photographes : Alban Dejong, Alexandre Dupeyron, Hervé Lequeux, Élie Monferier, Olivier Panier des Touches, Michaël Parpet et Joël Peyrou. Chacun y développe des techniques différentes : couleur, noir et blanc, argentique ou numérique, lumières artificielles, etc. Ils ont ainsi rencontré les principaux acteurs, des habitants et parcouru ces paysages sacrifiés et en ruine. Après Arles et Berlin, l'exposition fait étape à l'Espace Saint-Rémi. Par la diversité de ses approches, 600° a la particularité de mêler création artistique et réflexion profonde sur un événement qui marque encore notre quotidien.

**600° à l'Espace Saint-Rémi jusqu'au 17 mars**

## Bordeaux UN APPEL À CANDIDATURES POUR LES MERCREDIS PHOTOGRAPHIQUES

Plus qu'une semaine pour participer à l'appel à candidatures des mercredis photographiques 2024 ! Cdanslaboite propose en effet aux amateurs de photographies de présenter leur production (jusqu'au 3 mars) pour exposer lors des mercredis photographiques qui s'intègrent dans plusieurs événements. Le temps d'une soirée, le travail de plusieurs photographes y est présenté, qu'ils soient professionnels ou amateurs, confirmés ou non. Les photographes sélectionnés pourront présenter leurs clichés en projection lors du mois de la photo de Bordeaux (3 au 28 avril, musée Jean-Moulin), en exposition lors du 60<sup>e</sup> mois photographique et pour les 15 ans de Cdanslaboite (26 au 30 juin, hôtel de Ragueneau), lors du septembre de la photo de La Réole, ainsi que le mercredi photographique de septembre (hôtel Bourbon). À noter également

que Cdanslaboite organise chaque mois, d'avril à novembre 2024, un atelier création série photographique en groupe, avec accompagnement individualisé de chaque projet.

Une manière de développer une démarche artistique personnelle tout en approfondissant ses compétences techniques.

[www.cdanslaboite.com](http://www.cdanslaboite.com)



## Bordeaux ATELIERS DE PÂTISSERIE BILINGUES

« J'aime tellement la pâte à chou », sourit Sarah Lévy, créatrice de Moss Pâtisserie, « avec on peut fabriquer des paris-brest, des chouquettes, des éclairs ou des religieuses ! » Après une première carrière de communicante, Sarah Lévy a décidé en arrivant à Bordeaux en 2016 de se consacrer à la pâtisserie. Elle passe alors un CAP et continue en parallèle à se former auprès de grands chefs français ou internationaux. Tablant un premier temps sur une gamme sans gluten, elle développe également une activité de formation en pâtisserie, en anglais et en français, aussi bien auprès des particuliers, parents/enfants, que des entreprises.

Des sessions corporates et de team building qu'elle propose dans son atelier bordelais, pouvant accueillir jusqu'à 20 personnes. « À travers ces ateliers sur mesure, je transmets non seulement les techniques, mais aussi les bonnes pratiques pour réduire le gaspillage », souligne-t-elle. Avec sa société Moss, cette pâtissière passionnée continue également de fabriquer des gâteaux sur demande pour toutes sortes d'événements et différents food tours.

<https://moss-patisserie.fr>



SARAH  
LÉVY  
créatrice de  
Moss Pâtisserie

## Bordeaux UNE APPLI POUR AIDER LES MAMANS

Lancée en décembre 2023 par Marine Cordier, une créatrice de contenu bordelaise, l'application « Maman Astuces » a pour ambition de proposer des bons plans aux jeunes mamans. Elle propose ainsi des astuces ménage, des conseils d'organisation, des astuces beauté, des références de produits à éviter, etc. Marine Cordier diffuse des techniques concrètes et des outils d'organisations. Elle propose également des accompagnements personnalisés sous forme de séances de coaching.

Château Siran

# Le temps en mouvement

**MARGAUX** · Cette semaine, notre chroniqueur vin Philippe Maurange vous fait voyager dans l'Espace, à la découverte d'un château Siran 2021 à l'étiquette évocatrice.

**N**ul ne sait vraiment encore ce que sera le tourisme spatial dans les prochaines décennies ! Mais nul ne peut dire que cette destination ne sera pas un jour une réalité. Le millésime 2021 en marque les prémices avec l'exploration de la planète Mars et la confirmation par la NASA de la présence d'eau liquide. Une avancée de caractère vitale, si l'on peut dire, pour les volontaires à un tourisme en quelque sorte planétaire. Séverine et Édouard Mialhe ont donc choisi d'illustrer l'étiquette du château Siran 2021 de l'œuvre





« Siran X » signée de l'artiste franco-américain Peter Soriano, ami de longue date de la famille Mialhe. Une approche artistique et symbolique avec pour thème le rapport de l'homme au système solaire, à l'espace et plus largement à l'univers. C'est ainsi que ce dessin lyrique et séduisant des planètes capture la relation complexe entre l'espace, le temps et le mouvement d'un univers ambigu et de plus en plus fragilisé.

C'est d'autant plus vrai avec ce millésime 2021, une année atypique, où les effets du réchauffement climatique ne se sont pas fait sentir par sa chaleur, mais *a contrario* par sa fraîcheur avec un gel de printemps sans équivalence. De style classique, d'un équilibre d'alcool raisonnable, ce margaux est sensible, délicat. Il ravira les palais des amateurs de grands bordeaux classiques. ■

[chateausiran.com](http://chateausiran.com)



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins

Par Philippe  
MAURANGE,  
Directeur de l'agence  
OZCO BORDEAUX



# L'Empire

## LA GUERRE DES ÉTOILES CH'TI

**D**ans une modeste bourgade du Nord de la France. La jolie Line rencontre le rugueux Jony, simple ferrailleur en apparence. Il est en réalité le chevalier d'un empire extraterrestre s'apprêtant à asservir la population terrienne ! Il soumet la jeune femme à sa volonté comme d'autres êtres humains devenus membres de sa mini-armée. Pour contrer cette menace se dresseront sur son chemin la fière guerrière Jane et son allié humain Rudy. En attendant le combat final entre la Reine des 1 qui veut sauver l'Humanité et le Roi des 0 qui veut la dominer, une lutte commence entre leurs hérauts... Bruno Dumont impressionne dans sa capacité à créer un univers original malgré les références évidentes à l'imaginaire de George Lucas avec sa princesse courageuse, ses affrontements aux sabres laser colorés ou une troupe impériale où costumes rigides et véhicules ultra-technologiques sont remplacés par des cavaliers en guenilles ! Une vraie référence pour lui, avec des ramifications profondes :

« Les odysées spatiales, avec plus ou moins de bonheur, sont un grand spectacle très cinématographique où se jouent métaphoriquement les grandes questions métaphysiques irrésolues de l'humanité : la quête de l'Absolu, l'origine et la fin du monde, la lutte du Bien et du Mal, l'Apocalypse, l'exil, l'invasion, les mystères de la vie, de l'amour le tout avec des héros mythologiques et légendaires sous les dehors et les ressorts inépuisables des lieux et des temps, du passé, du présent, de l'avenir. L'espace intergalactique au cinéma est ainsi un paysage naturellement fort méditatif, propice à la poussée de leurs vaisseaux à de grandes spéculations



voire à de vrais trips. L'infini n'y est même plus une abstraction. Beaucoup de questions et de mystères, inconcevables sur la Terre, trouvent dans l'espace au cinéma des réponses, ou au moins des équivalences. C'est donc un vrai lieu de connaissances et d'explorations pour que les mystères s'y pointent, ainsi que les échos de notre âme, dont l'univers infini est le berceau. Cela peut être vraiment fabuleux. »

L'auteur de *La Vie de Jésus* revisite ce classique avec une dérision qui ne l'empêche pas de mettre en scène un univers futuriste crédible. Le cérémonial martial de *Star Wars* reste présent mais désacralisé par une





© D. R.

**En salle depuis  
le 21 février**

Un film de Bruno Dumont  
Avec Lyna Khoudri,  
Anamaria Vartolomei, Camille  
Cottin, Fabrice Luchini  
**Comédie, Comédie  
dramatique, Drame,  
Science-Fiction**

touche bien gauloise, les discours sentencieux étant adaptés au patois local. Anamaria Vartolomei passe avec aise de double d'Annie Ernaux dans *L'Événement* à apprentie Leïa. La guerre n'excluant pas le désir, le Dark Vader ch'ti (Brandon Vlieghe, mécanicien dans la vie et parfait en presque Jedi) séduira la Skywalker de la Côte d'Opale, une évolution inattendue !

« **Le Bien et le Mal n'existent pas en soi. Dans le réel, c'est juste l'humain qui se dresse ou s'abaisse, ici et là. La conduite morale n'est pas une balance, c'est une bascule. Elle est souvent si imperceptible que nous avons besoin de la représenter, pour nous prémunir et au risque sinon que le réel en fasse l'office. Les représentations du Mal sont celles d'entités imaginaires qui en forcent artificiellement le trait parce qu'elles n'existent pas sous cette forme dans la réalité, où elles sont mêlées à notre nature, dans sa banalité, et que nous devons combattre et extirper. Jony et Jane sont les Roméo et Juliette de cette histoire. Il y a une très belle évolution entre leur première scène, purement sexuelle, et leur dernier baiser, qui est vraiment une scène d'amour. Cette condition terrestre bouleverse extraordinairement leur vocation surnaturelle pour les plonger dans le tumulte de l'humanité. Ces forces pures du Bien et du Mal subissent à la fois leur répulsion intestinale mais aussi l'attraction de leurs corps humains et des désirs qui découlent et brouillent leurs desseins. »**

Bruno Dumont entretient ainsi volontairement le flou, la frontière entre bons et méchants n'étant jamais aussi nette dans la réalité que dans la science-fiction hollywoodienne. Au-delà de la blague du projet, le cinéaste glisse des interrogations sur des conflits de civilisations et de religion d'actualité, Daesh étant même cité. Ce n'est pas un des moindres exemples de la dimension naturaliste d'une intrigue qui s'inscrit tout de même dans le registre fantastique où les vaisseaux antagonistes sont un château et une église, transformés en objets volants de l'espace non identifiés. Après *Ma Loute*, Bruno Dumont retrouve Fabrice Luchini qui s'en donne à cœur joie en empereur cruel, s'agitant avec démesure dans un étonnant costume de bouffon. Il entraîne également dans ces aventures fantastico-fantaisistes ses fidèles gendarmes du *P'tit Quinquin*, Van der Weyden et Carpentier, déjà confrontés au paranormal dans *Coincoin et les Z'inhumains* et toujours aussi perdus face à des situations si bizarres.

« **Je dirige les acteurs à l'oreillette ! Et Fabrice Luchini marche droit à l'oreillette ! Son costume théâtral l'a vite fait monter aux rideaux et, perché si haut, il a magistralement interprété l'oiseau. Le sérieux confine si naturellement au burlesque chez cet homme qui monte en spirale et descend en piqué telle une alouette au-dessus d'un champ agricole. »**

Une comédie intergalactique jubilatoire, cocasse, rafraîchissante ! ■



© D.R.

## Une vie La liste du Schindler britannique

1938. Nicholas Winton, banquier londonien, se rend en Tchécoslovaquie alors que les nazis sont aux portes du pays. Il se lance dans une course contre la montre pour organiser l'évacuation de centaines d'enfants juifs vers l'Angleterre. Cinquante ans plus tard, il se demande encore s'il aurait pu en sauver plus. Une émission de télévision répondra à son angoissante question... Anthony Hopkins incarne un homme hanté par la culpabilité alors qu'il cherche à partager son témoignage pour entretenir le devoir de mémoire. Les démarches en 1988 de cet Oskar Schindler anglais alternent avec la recréation d'un passé lointain qui fait revivre ce que lui et d'autres (dont sa mère au caractère piquant douée pour amadouer les cadres d'une administration figée) ont entrepris au péril de leur vie pour pallier l'inaction de leur gouvernement. Montrer ce que cela implique de sinistrement banal de devenir un héros n'est pas le moindre mérite d'un film certes académique mais enrichissant dans son rappel pédagogique de l'importance du moindre geste pour aider des populations en danger. L'hommage lors d'une version british de *Sacrée soirée* fait naître de beaux frissons d'émotion.



© D.R.

## Au fil des saisons Trois femmes à la ferme

Laura gère seule un élevage de poules. Lorsqu'elle tombe malade, sa fille, Charlie, vingt ans, vient à contrecœur l'aider à entretenir sa modeste ferme mais elles n'ont pas grand-chose en commun. À ce duo contraint de se redécouvrir en urgence s'ajoute vite Solange, la mère française de Laura que Charlie croyait morte avant sa naissance ! La cohabitation entre ces femmes aux caractères tranchés ne sera pas de tout repos... Après un démarrage qui laisse craindre un mélo lacrymal, l'arrivée de Catherine Deneuve apporte une légèreté qui dédramatise les enjeux de la réunion de ces trois générations de femmes peinant à communiquer posément sans se disputer. Elle joue une féministe excentrique qui refuse le statut de sage mamie, prône la consommation de vin pour supporter les pépins de la vie et fume du cannabis pour des motifs prétendument thérapeutiques ! Andrea Riseborough est sobre en ermite qui, affaiblie par un cancer, ne voit pas que sa mère et sa fille lui cachent la menace d'une épidémie de grippe aviaire. Cet élément narratif n'est pas traité de façon crédible mais permet un clin d'œil hilarant à *OSS 117* ! Une comédie charmante avec de jolis instants de solidarité.

# Cinéma En bref

## DEUX FACES DE LA CORÉE

Avec *Walk up*, Hong Sang-Soo nous embarque dans un étrange voyage au sein d'un petit immeuble, les déplacements se faisant uniquement à travers le temps. Chaque étage représente une période de la vie de Byungsoo, réalisateur célèbre en crise d'inspiration. Venu visiter un appartement avec sa fille qu'il n'a pas vue depuis des années, il est comme happé dans les lieux. La structure est quasi expérimentale mais ludique, avec une scène inédite au cinéma lorsque le personnage central, allongé dans un lit, est témoin d'une scène logiquement impossible. Malgré un contexte mélancolique, on s'amuse beaucoup, avec les intrusions d'une propriétaire trop curieuse et le goût pour l'ivresse du Rohmer coréen, l'alcool ayant chez lui le pouvoir de consoler et de libérer la parole, sur les regrets, l'amour et le 7<sup>e</sup> Art, avec une forme d'auto-critique. Curieux hasard, deux de ses acteurs fétiches, la charmante Jung Yu-mi et le tendu Lee Sun-kyun (qui s'est récemment suicidé après un scandale autour de consommation de drogue) forment un couple en danger dans *Sleep* de Jason Yu, Grand Prix du Festival fantastique de Gérardmer. Le comportement de plus en plus terrifiant du mari somnambule pousse sa femme dans la folie. Le climat d'effroi très angoissant est hélas amoindri par des rebondissements confus.

## DES MOUSQUETAIRES AU FÉMININ !

Houda Benyamina va s'approprier le classique d'Alexandre Dumas dans une version 100 % féminine, avec sa sœur Oulaya Amamra qui fut l'interprète principale de *Divines* et sera la nouvelle d'Artagnan ! Elle sera une jeune morisque en fuite qui va démasquer les trois mousquetaires qui protègent la reine de France et décide de s'accrocher à ces femmes et à leur brillante idée de se déguiser pour être libre. *Toutes pour une* réunira également Daphné Patakia (*Sur la branche*), Deborah Lukumuena (César du second rôle pour *Divines*) et Sabrina Ouazani (*L'Esquive*).

## CÉSARS D'HONNEUR POUR AGNÈS JAOUÏ ET CHRISTOPHER NOLAN

Deux artistes populaires seront honorés durant la 49<sup>e</sup> cérémonie des César ce vendredi 23 février. Agnès Jaoui, déjà la femme la plus récompensée de l'histoire du

prix, ajoutera un 7<sup>e</sup> trophée sur sa cheminée pour accompagner les quatre reçus en tant que scénariste, tous partagés avec le regretté Jean-Pierre Bacri, pour *Smoking/No Smoking* et *On connaît la chanson* d'Alain Resnais, *Un air de famille* de Cédric Klapisch et *Le Goût des autres* qu'elle a réalisé, auxquels s'ajoutent ceux du meilleur film pour ce dernier et du second rôle pour *On connaît la chanson*. À ses côtés sur la photo souvenir, le réalisateur britannique Christopher Nolan qui a marqué l'année 2023 avec *Oppenheimer*, nommé en film étranger. *Interstellar*, *Inception*, *Dunkerque*, *Tenet* et la trilogie *Dark Knight* ont eux aussi marqué les cinéphiles.

## TOUT SIMPLEMENT DANS LA RUE

Jean-Pascal Zadi (*Tout simplement noir*) et Raphaël Quenard (*Yannick*) vont faire équipe dans la comédie *Pourquoi tu souris ?* de Christine Paillard et Chad Chenouga. Le premier sera Wisi, brave type en galère mais toujours le sourire aux lèvres. Lorsqu'il débarque à Bordeaux pour refaire sa vie, il se fait passer pour un migrant auprès de Marina (Emmanuelle Devos), qui compense sa solitude en s'impliquant dans l'humanitaire. Ils rencontrent Jérôme, lui aussi à la rue et atteint de phobie du travail. Il va entraîner en secret Wisi dans une inavouable entreprise... ■

**LAURE CALAMY** reviendra à *La Source* pour Marion Laine. Delphine revient en France après plus de vingt ans d'absence pour vendre la maison de son père décédé l'année précédente. Mais elle découvre, furieuse, qu'un groupe de jeunes la squatte depuis des mois...

Dans *Gloria !* de Margherita Vicario, **GALATEA BELLUGI**, nommée au César du second rôle pour *Chien de la casse*, sera une jeune visionnaire qui inventera un nouveau style de musique au sein d'un groupe de femmes dans un pensionnat à Venise à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

**KE HUY QUAN** (oscarisé en 2023 pour *Everything Everywhere all at once*) tiendra le premier rôle du film d'action *With Love* de Jonathan Eusebio, produit par David Leitch qui a réalisé *John Wick* (dont il signe aussi la chorégraphie agitée) et *The Fall Guy*, version cinéma avec Ryan Gosling de la série *L'Homme qui tombe à pic*. Pas de synopsis pour le moment...

## BORDEAUX VENTES DU 14 MARS 2024, À 15 H

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
	www.echos-judiciaires.com	M <sup>e</sup> Dominique LAPLAGNE	IMMEUBLE	MONGAUZY	4 lieudit Les 100 Jours Ouest	310 000 €

## BORDEAUX RÉSULTATS DES VENTES DU 15 FÉVRIER 2024, À 15 H

N° ROLE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX	ADJUGÉ
23/93	REDLINK NOUVELLE-AQUITAINE	MAISON À USAGE D'HABITATION	LATRESNE	4 chemin de Tanesse	50 000 €	266 000 € M <sup>e</sup> PRAMIL-MARRONCLE
23/94	SAS MAXWELL - MAILLET - BORDIEC - Maître William MAXWELL	MAISON D'HABITATION	CANÉJAN	3 place de la Sablotte	95 000 €	M <sup>e</sup> MICHON 226 000 €
	Cabinet FORZY - BOCHE-ANNIC - MICHON	CHAI EN BOIS À USAGE D'HABITATION AVEC DÉPENDANCE	LA TESTE-DE-BUCH	24 avenue du Carrousel	89 100 €	M <sup>e</sup> ANDRÉ 180 000 €

E-mail : [annonces-legales@echos-judiciaires.com](mailto:annonces-legales@echos-judiciaires.com)  
Plateforme : [annoncelegale.echos-judiciaires.com](http://annoncelegale.echos-judiciaires.com)

Les ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS, magazine d'informations économiques habilité à publier les annonces légales et judiciaires sur le département de la Gironde. Le site echos-judiciaires.com est également habilité par arrêté préfectoral à publier les annonces légales et judiciaires pour le département de la Gironde.

Selon l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048680411>), le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0,183 euro HT le caractère pour le département de la Gironde.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2024 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des constitutions de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 2 alinéa 2 ;
- Le tarif des annonces relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 € HT ; le tarif lié à la clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 € HT ;
- Les tarifs des annonces légales relatives aux procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce sont mentionnés dans l'article 2 alinéas 5 et 6 ;
- Les tarifs des annonces relatives aux modifications de société sont mentionnées dans l'article 2 alinéa 8 ;
- Les tarifs des annonces relatives au changement de nom patronymique est de 56 € HT ;

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

**POUR VOTRE  
COMMUNICATION PUBLICITAIRE**

TÉL. 05 56 52 32 13  
[publicite@echos-judiciaires.com](mailto:publicite@echos-judiciaires.com)

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

**ABONNEMENT**

**PAPIER + WEB**

6 MOIS = 48 € TTC     1 AN = 79 € TTC     2 ANS = 119 € TTC

**WEB**

6 MOIS = 24 € TTC     1 AN = 39 € TTC     2 ANS = 59 € TTC  
SOIT 26 NUMÉROS    SOIT 52 NUMÉROS    SOIT 104 NUMÉROS

NOM .....

PRÉNOM .....

ENTREPRISE .....

ADRESSE .....

EMAIL .....

TEL .....

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS  
ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

**Maître Eric ASSOULINE - Cabinet ETHIC ALL,**  
 Avocat au Barreau de PARIS  
 demeurant à PARIS 8<sup>ème</sup> - 176 Boulevard Haussmann - T. : 01.42.89.31.39

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES  
 EN UN LOT DE VENTE**

Au plus offrant et dernier enchérisseur - A l'audience du JEX Ventes Immobilières du Tribunal Judiciaire de PARIS, Parvis du Tribunal de PARIS 75859 PARIS

**L'ADJUDICATION AURA LIEU LE  
 JEUDI 4 AVRIL 2024 À 14 H**

Aux requêtes, poursuites et diligences de la SCP BTSG<sup>2</sup> prise en la personne de **Me Stéphane GORRIAS** - Mandataires Judiciaires inscrits sur la liste nationale, demeurant 15 rue de l'Hôtel de Ville - CS 70005 - 92522 NEUILLY SUR SEINE, agissant en qualité de Liquidateur de M. Jacques LUCAS, de la SCI CHINON JL, de la SCI SAINT-EMILION JNL et de la SCI NIMES JL., par jugement du TJ de PARIS des 18/11/2021 et 29/09/2022. Ayant pour avocat **Me Eric ASSOULINE**, Avocat au Barreau de PARIS.

**DESIGNATION DES BIENS A VENDRE**

**A SAINT EMILION (33)  
 21 rue André Loiseau**

**UN IMMEUBLE A USAGE MIXTE D'HABITATION  
 ET COMMERCE**

Cadastré section AP 184 rue André Loiseau pour une contenance de 7 a 78 ca comprenant un rez-de-chaussée élevé de deux étages, chais, cour, suite de caves.

Ledit immeuble se compose, sans qu'il ait été fait de mise en copropriété, de 8 logements et d'un local commercial définis comme suit :

**LOT 1 :** au rez-de-chaussée : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 73,47 m<sup>2</sup> comprenant : séjour, cuisine, dégagement, wc, deux chambres, salle de bains, avec terrasse privative - **Loué**

**LOT 2 :** au rez-de-chaussée : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 87,80 m<sup>2</sup> comprenant : une pièce principale, coin cuisine, une chambre, un bureau, wc, salon, une petite pièce intermédiaire, salle de bains, une pièce annexe à la salle de bains, avec terrasse privative - **Loué**

**LOT 3 :** au premier étage : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 150,25 m<sup>2</sup> comprenant : entrée, petit couloir de dégagement, une chambre avec salle de bains, wc, une grande pièce de vie avec partie cuisine, deux chambres, une salle d'eau - **Loué**

**LOT 4 :** au premier étage : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 91,22 m<sup>2</sup> comprenant : couloir de distribution, entrée, deux chambres, coin-bureau, une petite chambre, une salle de bains, wc et local lingerie, pièce de vie, cuisine donnant accès sur une petite terrasse - **Loué**

**LOT 5 :** au deuxième étage : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 66,98 m<sup>2</sup> comprenant : une pièce de vie, cuisine, mezzanine, wc, une chambre, une salle de bains - **Loué**

**LOT 6 :** au deuxième étage : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 56,65 m<sup>2</sup> comprenant : entrée, une pièce principale, mezzanine, cuisine, salle de bains, deux chambres - **Inoccupé**

**LOT 7 :** au deuxième étage : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 44,94 m<sup>2</sup> comprenant : entrée, cuisine, wc, pièce de vie, mezzanine, une chambre, salle d'eau - **Loué**

**LOT 8 :** au deuxième étage : **UN APPARTEMENT** d'une superficie de 65,87 m<sup>2</sup> comprenant : sas de dégagement, salle de bains, une chambre, wc, pièce de vie, petit coin cuisine, grande mezzanine, une pièce aménagée en coin-chambre - **Loué**

**LOT 9 :** au rez-de-chaussée : **UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL** d'une superficie de 61,28 m<sup>2</sup> avec cour extérieure - local sanitaire - caves et carrières - **Loué**

**UNE CAVE VOÛTÉE AMENAGÉE EN BOX**

Rue de la Madeleine

**UN AUTRE BATIMENT**

à usage de hangar et garage

**UN PETIT BATIMENT**

composé de deux niveaux

Le tout cadastré section AP 172 pour une contenance de 4 a 02 ca sis rue de la Madeleine et AP 173 pour une contenance de 1 a 47 ca sis rue de la Madeleine.

**MISE À PRIX : 1.200.000 €**

Sans faculté de baisse de prix

Consignation pour enchérir : chèque de banque à l'ordre du Batonnier Séquestre de 120.000 €.

On ne peut porter des enchères que par le ministère d'un Avocat au Barreau de PARIS, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

Fait et rédigé à PARIS, le 12 février 2024 signé, **Maître Eric ASSOULINE**

RENSEIGNEMENTS : - **Me Eric ASSOULINE - Cabinet ETHIC ALL,** Avocat, 176 Boulevard Haussmann 75008 PARIS, Tél. 01.42.89.31.39 - **vente.assouline@orange.fr.** Le cahier des conditions de vente peut être consulté en original au Greffe du JEX du Tribunal Judiciaire de PARIS ou au Cabinet de l'avocat poursuivant.

Renseignements sur sites Internet : www.avocats-ventes.com et www.licitor.com

**VISITE SUR PLACE LE : 15 MARS 2024 DE 14H30 A 16H30**

L24EJ08527

**SELARL RODRIGUEZ & CARTRON**

Avocat à la Cour  
 18 rue Jules Ferry  
 33500 LIBOURNE

Tél. : 05.57.50.10.50 - Fax : 05.57.24.36.51  
 marjorie.rodriguez@avocavance.fr

**VENTE AUX ENCHERES**

A L'AUDIENCE PUBLIQUE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LIBOURNE  
 AU PALAIS DE JUSTICE - 22 RUE THIERS

**MAISON D'HABITATION**

Commune de SAINT DENIS DE PILE (33910)

«12 route du Port Gabeau»

cadastré dite commune section BP n°58 - Section BP n°59 et Section BP n°60

**MISE A PRIX : 50 000 €**

avec une seule faculté de baisse du quart à défaut d'enchère

**ADJUDICATION LE VENDREDI 05 AVRIL 2024 À 14 H**

IMPORTANT : Le cahier des conditions de la vente fixant les clauses et conditions de cette adjudication peut être consulté au greffe des ventes du Tribunal Judiciaire de LIBOURNE et au cabinet de l'avocat poursuivant. Avis rédigé par la SELARL RODRIGUEZ & CARTRON représentée par Maître Marjorie RODRIGUEZ poursuivant la vente laquelle comme tous les avocats inscrits au Barreau de LIBOURNE pourra être chargée d'enchérir pour toute personne solvable RG n°23/00165.

VISITE : se renseigner auprès de Maître Arnaud PAILLES Commissaire de Justice à BORDEAUX (05 56 48 11 15)

L24EJ08476

**SELARL RODRIGUEZ & CARTRON**

Avocat à la Cour  
 18 rue Jules Ferry  
 33500 LIBOURNE

Tél. : 05.57.50.10.50 - Fax : 05.57.24.36.51  
 marjorie.rodriguez@avocavance.fr

**VENTE AUX ENCHERES**

A L'AUDIENCE PUBLIQUE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LIBOURNE  
 AU PALAIS DE JUSTICE - 22 RUE THIERS

**IMMEUBLE  
 À USAGE D'HABITATION**

Commune de LIBOURNE (33500) «7 impasse de Barreau»

cadastré dite commune section AM n°92 pour une contenance de 02 a 96 ca.

**MISE A PRIX : 55 000 €**

**ADJUDICATION LE VENDREDI 05 AVRIL 2024 À 14 H**

IMPORTANT : Le cahier des conditions de la vente fixant les clauses et conditions de cette adjudication peut être consulté au greffe des ventes du Tribunal Judiciaire de LIBOURNE et au cabinet de l'avocat poursuivant. Avis rédigé par la SELARL RODRIGUEZ & CARTRON représentée par Maître Marjorie RODRIGUEZ poursuivant la vente laquelle comme tous les avocats inscrits au Barreau de LIBOURNE pourra être chargée d'enchérir pour toute personne solvable RG n°23/00028.

VISITE : se renseigner auprès de la SCP BOUSSARD - ADO Commissaires de Justice à BLAYE (05.57.42.63.40)

L24EJ07585

**POUR RECEVOIR  
 LE SERVICE RÉGULIER DE NOTRE JOURNAL  
 ABONNEZ-VOUS !**

**SERVICE ABONNEMENT**

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com



**AVIS  
COMMUNE DE CADAUJAC**

**Institution du droit de préemption urbain au titre du dispositif  
zéro artificialisation nette**

Par délibération N°03/2024 du 31 janvier 2024 le Conseil Municipal institué au titre de l'article L211-1-1 du code de l'urbanisme le droit de préemption urbain dans le cadre de l'objectif zéro artificialisation nette.

Le dossier est tenu à la disposition du public en mairie et en préfecture.

Le Maire, Francis GAZEAU.

L24EJ10026

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

1. Organisme qui passe le marché :

**SIAEPA de la région de La Brède** - 4 avenue de la Gare - 33650 St Médard d'Eyrans.

2. Mode de passation du marché :

Procédure adaptée en application du Code de la Commande Publique

3. **Objet et Caractéristiques des travaux :**

**Travaux d'assainissement des eaux usées - Réseaux - Travaux de réhabilitations collecteurs, regards et branchements - marché à bon de commande sur 4 ans**

Montant maximal sur 4 ans : 2 000 000 € H.T.

4. Obtention de dossiers :

Dossier de Consultation téléchargeable sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage disponible sur le site : <http://siaepa-brede.e-marchespublics.com>

5. Critères de sélection des candidatures et des offres :

Les critères figurent dans le règlement de consultation téléchargeable sur le profil d'acheteur

6. Date d'envoi de l'avis à la publication :

20/02/2024

7. Date limite de remise des offres :

Jeudi 21 Mars 2024 à 12h00

L24EJ10176

**AVIS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL**

**LORMONT**

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial de la Gironde du 14/02/2024 a autorisé par avis du 20/02/2024, la SCI GFDI 165 dont le siège social est situé 685 rue Juliette Recamier immeuble le Quebec à CHAPONNAY (69970), représentée par M. Olivier GUINET son gérant, pour la création d'un ensemble commercial par la création d'un magasin à l'enseigne «GRAND FRAIS» de 996,99 m<sup>2</sup> de surface de vente demandé, pour une surface de vente totale de 14 996,99 m<sup>2</sup> après projet, situé La Gardette Sud à Lormont (33310). Le texte de cet avis est publié au recueil des actes administratifs de la gironde et peut être consulté à la DDTM 33/SUPEM secrétariat CDAC.»

L24EJ10146

**DÉCISION DE LA COMMISSION  
DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT  
COMMERCIAL**

**HOURTIN**

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial de la Gironde du 14/02/2024 a autorisé par décision du 20/02/2024, la SAS IMMALDI ET COMPAGNIE dont le siège social est situé 13 rue Clément Ader Parc d'activités de la Goelle à DAM-MARTIN-EN-GOELLE (77230), représentée par son Responsable du Développement M. Frédéric AMBLARD, pour l'extension d'un supermarché à l'enseigne «ALDI» d'une surface de vente demandée de 238,06 m<sup>2</sup>, portant la surface de vente totale du supermarché à 1238 m<sup>2</sup> après projet, situé 58 rue d'Aquitaine à HOURTIN (33990). Le texte de cet avis est publié au recueil des actes administratifs de la gironde et peut être consulté à la DDTM 33/SUPEM secrétariat CDAC.

L24EJ10140



**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

**MAIRIE DE LACANAU**  
M. Le Maire  
31 avenue de la Libération  
33680 Lacanau  
Tél : 05 56 03 83 08  
SIRET 21330214400018

L'avis implique un marché public

**Objet : Réfection voirie et assainissement pluvial - Rues Beausite, Pierre de Coubertin et avenue Marie Curie**

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 14/03/24 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 19/02/2024

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

L24EJ09913



**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

**MAIRIE DE LACANAU**  
M. Le Maire  
31 avenue de la Libération  
33680 Lacanau  
Tél : 05 56 03 83 08 - SIRET 21330214400018

L'avis implique un marché public

**Objet : Mission de maîtrise d'oeuvre - Création d'un pôle d'échanges multimodal**

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 22/03/24 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 19/02/2024

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

L24EJ09708



**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

**MAIRIE DE LACANAU**  
M. Le Maire  
31 avenue de la Libération  
33680 Lacanau  
Tél : 05 56 03 83 08 - SIRET 21330214400018

L'avis implique un marché public

**Objet : AEP 2024 - RENOUELEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - AVENUE DE LA PLAGE A LACANAU**

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 11/03/24 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 16/02/2024

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

L24EJ09443



## MAIRIE DE LACANAU

M. Le Maire  
31 avenue de la Libération  
33680 Lacanau

Tél : 05 56 03 83 08 - SIRET 21330214400018

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

**Objet : Conception, réalisation, organisation, surveillance et tir de feux d'artifices - 2024 à 2027**

Procédure : Procédure adaptée

Forme de la procédure : Prestation divisée en lots : non Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 15/03/24 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 16/02/2024

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

L24EJ09450

## CRÉANCES SALARIALES



## AVIS DE DÉPÔT D'ÉTAT DE CRÉANCES SALARIALES

Conformément aux dispositions des articles L. 625-1 & R. 625-1 du Code de commerce, la SELARL EKIP, Mandataire Judiciaire des affaires suivantes :

Greffe n° NOM de l'Affaire - Adresse : Date Jugt :

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

2023 J01233 **SARL REDZONE**, 4 Rue Louis Daguerre 33470 LE TEICH 29/11/2023

### LIQUIDATION JUDICIAIRE

2023 J00988 **SAS WEST GARDEN PISCINES**, 20 Chemin de la Tuilerie, 33160 ST AUBIN DE MEDOC 04/10/2023

2022 J00724 **STE JF SERVICE**, 4 Iles Brandarts, 33580 COUTURES 02/11/2022

2017 J00553 **SA CUISINE AS**, ZI de Frimont, 33190 LA REOLE 30/10/2019

2024 J00084 **SARL ETINCELLE**, Lieu dit Biscaye Zone Commerciale l'Aire du Temps 33560 SAINTE EULALIE 17/01/2024

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE LIQUIDATION JUDICIAIRE

2022.48 **SARL CAMINADE ET FILS**, 1758 Route de Moulon Lieudit Guerin, 33420 GENISSAC 30/10/2023

2022.78 **SARL SIVILAY**, 39 Avenue du Général de Gaulle 33500 LIBOURNE 12/09/2022

### LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

2033.119 **SAS VFH**, 49 Avenue de Verdun, 33500 LIBOURNE 10/07/2023

2023.87 **Mr AUGUIN Jean-Pierre**, 73 Rue des Barres 33620 CAVIGNAC 22/05/2023

2023.97 **SARL QUINCAILLERIE GAUDIN**, Place de la Poste 33920 SAINT SAVIN 12/06/2023

2023.206 **SARL BPG SURGELES**, 180 Avenue de Paris 33620 CAVIGNAC 04/12/2023

2023.135 **SARL ED RENOV**, 1 La France 33126 FRONSAC 24/07/2023

Vous informe que l'ensemble des relevés de créances salariales a été déposé au Tribunal de Commerce de Bordeaux et au Tribunal de Commerce de Libourne.

Rappelle que le délai de forclusion prévu à l'article L.625-1 du Code de Commerce court à compter de la présente publicité. Le salarié dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur un relevé, peut saisir, à peine de forclusion, le Conseil des Prud'hommes dans un délai de deux mois à compter de la publicité.

L24EJ09134

[WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM](http://WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM)

## CONSTITUTIONS

### AVIS DE CONSTITUTION

TCBV ELEC.

Par ASSP du 24/01/2024 constitution de SAS : TCBV ELEC.

Capital : 1000 €.

Siège social : 241 C Avenue du Taillan-Médoc, 33320 Eysines, France.

Objet : La réalisation de tous travaux d'installation, de dépannage, de maintenance, d'entretien et de rénovation dans les domaines de l'électricité; La négoce de tous les produits nécessaires à la réalisation des travaux envisagés cidessus; et généralement, la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou à tout objet similaire, connexe ou complémentaire. Président : Thibault CECILLE, 241 c avenue du Taillan Médoc 33320 Eysines.

Cession soumise à agrément de la collectivité des associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Bordeaux.

L24EJ04713

Aux termes d'un acte SSP en date du 20 novembre 2023, il a été constitué une société par actions

Simplifiée ayant pour

- Dénomination : NSDGN

- Siège social : 1 Avenue Neil Armstrong - Bat C - Clément Ader - 33700 MERIGNAC

- Durée : 99 ans

- Capital : 1000 €

- Objet :

La participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle des filiales exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou libérale ; et, le cas échéant et à titre purement interne, la fourniture à ces filiales & participations des services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers, immobiliers ; commerciaux,

d'administration et de direction générale, et de mandataire social ; La détention, la prise de participation directe ou indirecte dans le capital de sociétés, groupements ou entités juridiques de tout type.

- Président: Enes DOGAN, ), demeurant au 79 Quai Queyries, Résidence RIVEO, Hall H Porte D21, 33100 Bordeaux

- Actions et droits de vote : chaque action donne droit à une voix

- Agrément : Les cessions d'actions sont soumises à agrément

L24EJ04915

AG BOIS

Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 1 000 euros

29 rue des Graves

33185 LE HAILLAN

En cours d'immatriculation au

RCS BORDEAUX

## CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 01/02/2024, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : AG BOIS

Objet social : Bardeur enduiseur travaux d'étanchéification isolation revêtement des murs menuiserie ameublement

Siège social : 29 rue des Graves, 33185 LE HAILLAN

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Président : M. DE ALMEIDA GOMES Antonio Jorge, demeurant 29 rue des Graves, 33185 LE HAILLAN

Les actions sont librement cessibles entre associés mais ne peuvent être cédées à un tiers qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. - Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

La société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

L24EJ07570

# ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

SE CHARGENT  
DE VOTRE  
PUBLICITÉ

LA PARUTION  
DANS NOTRE JOURNAL  
TOUS LES VENDREDIS



POUR VOTRE  
COMMUNICATION PUBLICITAIRE

Tél. 05 56 52 32 13  
[publicite@echos-judiciaires.com](mailto:publicite@echos-judiciaires.com)



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**SDN-AL**  
Société par actions simplifiée  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social : 9 rue de Condé, Bureau 3,  
33000 BORDEAUX

Aux termes d'un acte sous signature  
privée en date à BORDEAUX du 12 février  
2024, il a été constitué une société pré-  
sentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée  
Dénomination : SDN-AL  
Siège : 9 rue de Condé, Bureau 3,  
33000 BORDEAUX

Durée : 99 ans à compter de son im-  
matriculation au Registre du commerce et  
des sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : Toute activité de conseil de tous  
types dans le domaine de la construction  
et du bâtiment en général aux particuliers  
et entreprises, toute activité de direction  
technique, de travaux ; Toutes activités  
liées aux Diagnostics et Expertises  
techniques et économiques du bâtiment,  
structures et infrastructures, gros uvre  
et second uvre, intérieur et extérieur et  
évaluations de préjudices, indemnités,  
travaux, sinistres et activités liées à l'ar-  
bitrage dans tous litiges, d'assistance à  
la médiation ; Toute expertises et avis  
techniques concernant les aspects géo-  
technique et hydrologique des infrastruc-  
tures : tassements, anomalies liées à la  
sécheresse, humidité et condensation  
dans les ouvrages ; Toutes prestations  
intellectuelles relatives aux domaines  
techniques et réglementaires du bâti-  
ment : gros uvre et second uvre, assis-  
tance technique durant toutes les phases  
de la construction (conception, pilotage,  
travaux, réception) ; Toutes activités  
connexes relatives à la construction, à  
savoir et de manière non exhaustive l'ac-  
tivité de contractant général, de maîtrise  
d'oeuvre, direction de travaux, obtention  
et dépôt de permis de construire ; Toutes  
activités immobilières et plus particu-  
lièrement toutes opérations d'achat, de  
vente, de location en matière immobi-  
lière, de transactions sur immeubles et  
fonds de commerce pour le compte de  
tiers ; Le conseil en immobilier, l'activité  
d'apporteur d'affaires, la commercialisa-  
tion de tous biens immobiliers ; Toutes  
autres prestations de services, quel qu'en  
soit l'objet dans le domaine immobilier ;  
Toutes activités de marchand de biens,  
à savoir l'achat de biens immobiliers ou  
terrains en vue de leur revente, ainsi que  
toutes actions de promotion immobilière,  
ainsi que toutes opérations de maîtrise  
d'oeuvre et de construction-vente ; La lo-  
cation, l'exploitation sous quelque forme  
que ce soit de tous immeubles bâtis ou  
non bâtis, immeubles à construire, parts  
ou actions de sociétés immobilières ou  
sociétés dont l'actif comprend un im-  
meuble ou un fonds de commerce, pro-  
grammes immobiliers, droits immobiliers,  
fonds de commerce et de tous droits et/  
ou obligations y afférent, en qualité de  
marchand de biens ; L'animation des fi-  
liales de la Société ; L'acquisition, la dé-  
tention de tous titres de participation ou  
de placement, parts et actions de toutes  
autres sociétés et généralement de toutes  
valeurs mobilières ; La gestion de ces  
titres et valeurs mobilières ; L'exécution  
de travaux d'assistance aux entreprises  
et de prestations de services en général  
dans les domaines administratif, finan-  
cier, commercial, informatique ; Toutes  
opérations de négoce, prestation de ser-  
vices aux particuliers ; La prise, l'acqui-  
sition, l'exploitation ou la cession de tous  
procédés, brevets et droits de propriété  
intellectuelle concernant ces activités,

Exercice du droit de vote : Tout associé  
peut participer aux décisions collectives  
sur justification de son identité et de l'in-  
scription en compte de ses actions au jour  
de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales,  
chaque associé dispose d'autant de voix  
qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions, à  
l'exception des cessions aux associés,  
sont soumises à l'agrément de la collec-  
tivité des associés.

Président : Monsieur Stephen DU-  
RAND-NIZAN, demeurant 32 rue Ba-  
rennes, 33000 BORDEAUX

Directrice générale : Madame Agathe  
LAPIERRE, demeurant 32 rue Barennes  
33000 BORDEAUX

La Société sera immatriculée au Re-  
gistre du commerce et des sociétés de  
BORDEAUX.

L24EJ08209



19 Route de Montfort (40100) DAX

**NAPA** Société civile immobilière au  
capital de 500 euros Siège social : 22 Al-  
lée des Fragnons, lot 300, (33470) GUJAN  
-MESTRAS Aux termes d'un acte sous  
seing privé en date à GUJAN-MESTRAS  
(33470) du 13 février 2024, il a été consti-  
tué une société présentant les caractéris-  
tiques suivantes : Forme : société civile  
immobilière Dénomination : NAPA Siège  
social : 22 Allée des Fragnons, lot 300,  
(33470) GUJAN-MESTRAS Capital social  
: 500 euros Objet social : l'acquisition,  
la construction, la gestion, l'administra-  
tion et l'exploitation par bail, location ou  
autrement de tous biens immobiliers dont  
elle pourrait devenir propriétaire Durée :  
99 ans à compter de l'immatriculation au  
Registre du commerce et des Sociétés  
Gérance : Madame Nathalie LAFON,  
demeurant à GUJAN-MESTRAS (33470),  
22 Allée des Fragnons, lot 300, Agrément :  
l'agrément d'un ou plusieurs associés  
représentant au moins les deux tiers du  
capital social est requis pour toutes les  
cessions ou transmissions de parts socia-  
les Immatriculation de la Société au  
Registre du commerce et des sociétés de  
BORDEAUX. Pour avis, La Gérance  
L24EJ08845



AVOCATS

Parc d'activités Kennedy  
19 avenue Becquerel  
33700 MERIGNAC

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé  
en date du 10 février 2024 il a été consti-  
tué la Société présentant les caractéris-  
tiques suivantes :

Dénomination : **LA GUINGUETTE DU  
TUQUET**

Forme : SAS

Siège social : 16, rue Muscadelle,  
33650 SAINT-MEDARD-D'EYRANS.

Objet : Toute activité de restauration  
sur place ou à emporter, de brasserie,  
de bar, de guinguette, et plus largement  
d'épicerie ; Toute prestations de services  
et notamment d'organisation d'évène-  
ments, de salons, de foires.

Durée : 99 ans

Capital : 1.000 euros

Président : Monsieur Damien HIRI-  
BARNE demeurant 16, rue Muscadelle,  
33650 SAINT-MEDARD-D'EYRANS.

Directeur Général : Monsieur Eric BAN-  
QUIER demeurant au 255, rue le Hillot,  
33720 ILLATS.

Agrément : La transmission à un tiers  
est soumise à l'agrément de la collectivité  
des associés statuant à la majorité des  
voix des associés

Immatriculation au RCS de BOR-  
DEAUX

Le Président  
L24EJ08952

Suivant acte reçu par Me Daniel  
CHAMBARIERE, notaire à BORDEAUX,  
le 14 février 2024, a été constituée la  
société civile immobilière dénommée  
«L'Apolline», siège social : BORDEAUX  
(33000), 12 rue Fondaudège.

Capital social : MILLE EUROS  
(1.000,00 €), divisé en 100 parts sociales  
de DIX EUROS (10,00 €) chacune, numé-  
rotées de 1 à 100,

Constitué d'apports en numéraire.

Objet social : L'acquisition, l'adminis-  
tration et l'exploitation par bail, location  
ou autrement, de tous les immeubles bâ-  
tis ou non bâtis, dont la société pourrait  
devenir propriétaire par voie d'acqui-  
sition, d'apport, d'échange ou autrement.

Durée : 99 ans à compter de son imma-  
triculation au R.C.S. de BORDEAUX

Cessions de parts soumises à l'agré-  
ment des associés.

Nommées premiers gérants de ladite  
société :

- Monsieur Jean-François LASSERRE,  
chirurgien-dentiste, demeurant à BOR-  
DEAUX (33000), 75 rue Fondaudège.

- Mademoiselle Héliane Ophélie LA-  
FARGUE, chirurgien-dentiste, demeurant  
à LE BOUSCAT (33110), 67 bis rue Emile  
Zola.

L24EJ08957

Cabinet BAEC PARIExpertise-comp-  
table209 Rue St Honoré 75001 PARIS Tel:  
0140150491 muriel.h@baecparis.fr Par  
acte SSP du 14/02/2024, il a été consti-  
tué une société présentant les caractéris-  
tiques suivantes : Forme sociale : Société  
civile immobilière Dénomination sociale :  
VENICECapital social : 100 euros, consti-  
tué uniquement d'apports en numéraire  
Siège social : 24 rue du Tronc du Pinson,  
33320 EYSINES. Objet social : L'acqui-  
sition, l'administration et la gestion par bail,  
la mise à disposition, la location ou toute  
autre forme, la vente de tous biens et  
droits immobiliers, de tous biens et droits  
pouvant constituer l'accessoire, l'annexe  
ou le complément des biens et droits im-  
mobiliers en question dans l'intérêt de la  
société. Gérance : Madame Virginie BE-  
MER, née le 18 février 1972 à MOYEUVRE  
GRANDE demeurant 24 rue du Tronc du  
Pinson 33320 EYSINES. Monsieur Arnaud  
SERRE, né le 3 décembre 1972 à MEAUX  
(77) demeurant 24 rue du Tronc du Pinson  
33320 EYSINES. Clauses relatives aux  
cessions de parts : agrément requis dans  
tous les cas - agrément des associés  
représentant au moins les 2/3 des parts  
sociales Durée de la Société : 99 ans à  
compter de la date son immatriculation au  
RCS de BORDEAUX. Pour avis  
L24EJ09053

## AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte  
sous seing privé, en date du 1 février  
2024, à SAINTE FOY LA GRANDE.

Dénomination : **1000 et 1 BORNES.**

Forme : Société par actions simplifiée  
unipersonnelle.

Siège social : 24 Bis Boulevard Gratio-  
let, 33220 SAINTE FOY LA GRANDE.

Objet : Ecole de conduite tous vé-  
hicules, toute activité de formation et  
d'animation sécurité routière ou lié à la  
conduite de véhicules, toutes prestations  
de services ou de vente liées à ces acti-  
vités.

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 1000 euros

Cession d'actions et agrément : Ces-  
sion libre des actions.

Admission aux assemblées générales  
et exercice du droit de vote :

Dans les conditions statutaires et lé-  
gales.

Ont été nommés :

Président : Madame Emmanuelle GUI-  
CHARD 1403 Route du Dry 24130 Le Fleix.

La société sera immatriculée au RCS  
LIBOURNE.

Pour avis.

L24EJ09055

Par acte SSP du 11/02/2024 il a été  
constitué une SAS dénommée: SAIM-  
PLY Nom commercial: SAIMPLY Siège  
social: 168 rue mandron 33000 BOR-  
DEAUX Capital: 1.000 € Objet: La société  
a pour objet en France et à l'étranger :  
Développement et Mise en Place de  
Solutions d'Automatisation Basées sur  
l'Intelligence Artificielle: Concevoir, dé-  
velopper, et implémenter des solutions  
automatisées personnalisées pour divers  
secteurs d'activité, utilisant l'intelligence  
artificielle pour optimiser les processus  
et tâches opérationnels de nos clients.  
Consultation, Audit et Analyse des Be-  
soins Clients : Fournir des services de  
consultation et d'audits pour analyser et  
comprendre les besoins spécifiques des  
clients en matière d'automatisation et  
d'intégration de l'IA dans leurs processus  
opérationnels. Création de Chatbots et  
Autres Outils d'Automatisation : Dévelop-  
per et intégrer des chatbots et autres ou-  
tils d'automatisation pour améliorer l'effi-  
cacité opérationnelle, la satisfaction client  
et la disponibilité des services (24/7) pour  
les entreprises dans divers secteurs, no-  
tamment la restauration, l'éducation, l'e-  
commerce, l'immobilier, et d'autres. For-  
mation et Support Technique : Offrir des  
services de formation et de support techni-  
que pour assurer le bon déploiement et  
fonctionnement des solutions d'automati-  
sation. Recherche et Développement  
dans le Domaine de l'IA : Participer à des  
activités de recherche et développement  
pour rester à la pointe de la technologie  
en matière d'intelligence artificielle et  
d'automatisation, et adapter continue-  
llement nos services aux dernières innova-  
tions technologiques. Collaboration avec  
Divers Secteurs et Industries : Établir des  
partenariats et collaborer avec divers  
secteurs et industries pour étendre l'ap-  
plication de l'automatisation et de l'IA, et  
offrir des solutions sur mesure répondant  
aux défis uniques de chaque secteur. Et,  
plus généralement, toutes opérations in-  
dustrielles, commerciales, financières,  
mobilières ou immobilières, pouvant se  
rattacher directement ou indirectement à  
l'objet social ci-dessus ou à tous objets  
similaires ou connexes, de nature à favori-  
ser son extension ou son développement  
Président: M. DUMAS DE LA ROQUE Noé  
168 rue mandron 33000 BORDEAUX Di-  
recteur Général: M. CLOGENSON Carel  
23 rue de marseille 33700 MERIGNAC  
Transmission des actions: Modalités de  
transmission des actions Les actions de  
la société sont négociables entre asso-  
ciés sous réserve de respecter toutes les  
dispositions extra statutaires. Leur trans-  
mission s'opère à l'égard de la société et  
des tiers par un virement du compte du  
cédant au compte du cessionnaire, sur  
production d'un ordre de mouvement. Ce  
mouvement est préalablement inscrit sur  
un registre coté et paraphé, tenu chro-  
nologiquement dit «registre des mouve-  
ments». La société est tenue de procéder  
à cette inscription et à ce virement dès  
réception de l'ordre de mouvement et,  
au plus tard, dans les 30 jours qui suivent  
celle-ci. L'ordre de mouvement, établi  
sur un formulaire fourni ou agréé par la  
société, est signé par le cédant ou son  
mandataire. Admission aux assemblées  
et exercice du droit de vote: Droits de vote  
Les droits de vote attachés aux actions  
de capital est proportionnel à la quotité  
de capital qu'elles représentent et chaque  
action donne droit au moins à une voix.  
Durée: 99 ans à compter de l'immatricula-  
tion au RCS de BORDEAUX  
L24EJ09065

POUR RECEVOIR  
LE SERVICE RÉGULIER  
DE NOTRE JOURNAL  
ABONNEZ-VOUS !





**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**LA CAVE DES TONTONS**  
Société par actions simplifiée au capital de  
20 000 euros  
Siège social : Centre Commercial  
ZAC Eyrialis Avenue du Médoc, 33114  
LE BARP

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature  
privée en date à LE BARP du 15 Février  
2024, il a été constitué une société pré-  
sentant les caractéristiques suivantes :  
Forme : Société par actions simplifiée  
Dénomination : LA CAVE DES TON-  
TONS  
Siège : Centre Commercial ZAC Eyria-  
lis Avenue du Médoc, 33114 LE BARP  
Durée : 99 ans à compter de son im-  
matriculation au Registre du commerce et  
des sociétés  
Capital : 20 000 euros  
Objet : La vente au détail de vin et spi-  
ritueux, bar à vins et à bière  
consommation sur place, dégustation  
accompagnée de produits alimentaires  
Exercice du droit de vote : Tout associé  
peut participer aux décisions collectives  
sur justification de son identité et de l'ins-  
cription en compte de ses actions au jour  
de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales,  
chaque associé dispose d'autant de voix  
qu'il possède ou représente d'actions.  
Transmission des actions : La cession  
des actions de l'associé unique est libre.  
Agrément : Les cessions d'actions, à  
l'exception des cessions aux associés,  
sont soumises à l'agrément de la collectivité  
des associés.

Président : Monsieur David-Alexandre  
RIVAUD, demeurant 2 chemin rural n° 79,  
33114 LE BARP  
La Société sera immatriculée au Re-  
gistre du commerce et des sociétés de  
BORDEAUX.  
POUR AVIS  
Le Président

L24EJ09206

Aux termes d'un acte SSP en date du  
14/02/2024 il a été constituée une société

Dénomination sociale :

**8CTOPUS GROUP**

Siège social : 4 bis chemin de la Croi-  
sière 33550 LE TOURNE

Forme : Société par actions simplifiée

Capital : 500 €

Objet social : Conseil pour les affaires  
et autres conseils de gestion ; Prise de  
participation dans toutes sociétés, ani-  
mation de groupe de sociétés, gestion  
commerciale et administrative, animation  
de la communication ; la gestion de struc-  
tures sportives

Président : LORENZO Franck demeu-  
rant 30 Corniche fleurie 06200 NICE

Durée : 99 ans à compter de son imma-  
triculation au RCS de Bordeaux

L24EJ09290

Aux termes d'un ASSP en date du  
15/02/2024, il a été constitué une SCI  
ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : IMMO BIME

Objet social : La propriété, l'adminis-  
tration, l'entretien et l'exploitation par bail  
ou autrement de tout immeuble

Siège social : 850 route des Bernardes,  
33670 SAINT GENES DE LOMBAUD  
Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son imma-  
triculation au RCS de BORDEAUX

Gérance : M. BIHEL Nicolas, de-  
meurant 850 route des Bernardes, 33670  
SAINT GENES DE LOMBAUD

Clause d'agrément : agrément obtenu  
à l'unanimité des associés

Pour avis  
Le Gérant

L24EJ09306

## AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du  
8 février 2024, il a été constitué une so-  
ciété présentant les caractéristiques sui-  
vantes :

DENOMINATION : «WAGUE NET-  
TOYAGE»

FORME : Société à responsabilité limi-  
tée unipersonnelle

CAPITAL : 500 Euros

SIEGE : 11 rue Galin - 33100 BOR-  
DEAUX

OBJET : en France et à l'étranger, di-  
rectement ou indirectement :

Le nettoyage, l'entretien et la mainte-  
nance de bâtiments à usage d'habitation  
ou professionnel, industriel et/ou com-  
mercial, tels que des bureaux, industries,  
centres commerciaux, magasins, grandes  
surfaces et espaces publics ou privés.

Toutes opérations industrielles, com-  
merciales et financières, mobilières et  
immobilières pouvant se rattacher direc-  
tement ou indirectement à l'objet social et  
à tous objets similaires ou connexes pou-  
vant favoriser son développement ;

La participation de la Société, par tous  
moyens, à toutes entreprises ou sociétés  
créées ou à créer, pouvant se rattacher  
à l'objet social, notamment par voie de  
création de sociétés nouvelles, d'apport,  
commandite, souscription ou rachat de  
titres ou droits sociaux, fusion, alliance  
ou association en participation ou grou-  
pement d'intérêt économique ou de loca-  
tion gérance.

DUREE : 99 ans

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : L'As-  
socié unique exerce les pouvoirs et pré-  
rogatives de l'assemblée générale dans  
la société unipersonnelle. En cas de  
pluralité d'associés, tout associé a le droit  
de participer aux décisions collectives et  
dispose d'un nombre de voix égal à ce-  
lui des parts sociales qu'il possède. Les  
décisions collectives des associés sont  
prises en assemblées. Ces assemblées  
sont convoquées et délibèrent conformé-  
ment aux dispositions légales et régle-  
mentaires en vigueur.

TRANSMISSIONS DES PARTS SO-  
CIALES : Les cessions de parts doivent  
être constatées par écrit. Les cessions ou  
transmissions sous quelque forme que ce  
soient des parts sociales appartenant à  
l'associé unique sont libres.

GERANT : Monsieur Sidi WAGUE, né  
le 25 octobre 1977 à AUBERVILLIERS  
(93), demeurant Résidence MAOU, 11 rue  
Bacibey 33320 LE TAILLAN MEDOC, de  
nationalité française, nommée pour une  
durée illimitée ;

IMMATRICULATION : R.C.S. BOR-  
DEAUX

L24EJ09362



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

Alpha Grizzly

Société à responsabilité limitée à associée  
unique

au capital de 53 297 euros

Siège social : 7 quater F Impasse du

Capitaine Louis du Cheyron  
33260 LA TESTE DE BUCH

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature  
privée en date à LA TESTE DE BUCH  
du 09/02/2024, il a été constitué une  
société présentant les caractéristiques  
suivantes :Forme sociale : Société à res-  
ponsabilité limitée à associée uniqueDé-  
nomination sociale : Alpha GrizzlySiège  
social : 7 quater F Impasse du Capitaine  
Louis du Cheyron, 33260 LA TESTE DE  
BUCHObjet social : L'activité de société  
Holding ;L'exercice de tout mandat so-  
cial, notamment au sein des filiales de  
la Société;Toute prestation de conseils  
et de services aux entreprises ; notam-

ment dans les domaines du management  
d'entreprise et de l'animation à carac-  
tère financier, commercial, technique  
et stratégique et administratif;L'apport  
d'affairesDurée de la Société : 99 ans à  
compter de la date de l'immatriculation  
de la Société au Registre du commerce  
et des sociétésCapital social : 53 297  
eurosGérance : Madame Stéphanie DE-  
CAY DARRITCHON, demeurant 7 quater  
F Impasse du capitaine Louis du Cheyron  
33260 LA TESTE DE BUCH, assure la gé-  
rance.Immatriculation de la Société au  
Registre du commerce et des sociétés de  
BORDEAUX.Pour avisLa Gérance  
L24EJ09412



## AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué par acte sous seing  
privé, en date du 16/02/2024 à TRESSES,  
une société présentant les caractéris-  
tiques suivantes :

- Forme : Société par actions simpli-  
fiée.

- Dénomination : REUSSIR SANTE.

- Objet : La commercialisation et la  
réalisation de prestations de formation  
d'enseignement supérieur, en présentiel  
ou à distance, et de coaching, princi-  
palement dans le domaine de la santé ;  
La fourniture de prestations de services  
s'adressant notamment aux particuliers,  
dans le domaine du soutien scolaire à  
domicile ou sous forme de stages dis-  
pensés hors domicile, et de la formation,  
la préparation aux concours ou examens  
et de l'enseignement sous toutes ses  
formes y compris livres, formats numé-  
riques ou autres ; L'édition, l'affiliation  
et la commercialisation de supports  
pédagogiques et de livres, ainsi que de  
produits et contenus pédagogiques ;  
L'élaboration et la diffusion d'une plate-  
forme d'information et de services dans  
le domaine de l'enseignement supé-  
rieur ; Le conseil aux entreprises et aux  
professionnels de santé en matière d'or-  
ganisation, de gestion administrative, de  
conduite du changement, de réduction  
des coûts, de politique en matière de  
ressources humaines ; La prise d'intérêt  
sous quelque forme que ce soit, notam-  
ment par voie d'apports, participations  
ou souscriptions ou encore sous forme  
de commandite, dans toutes sociétés,  
collectivités ou entreprises créées ou à  
créer.

- Durée de la société : 99 année(s) à  
compter de son immatriculation au Re-  
gistre du Commerce et des Sociétés.

- Siège social : 10 allée du Bassin,  
33370 TRESSES.

- Capital social fixe : 1.000 euros.

- Présidente de la Société : la société  
PAD INVEST, siège social : 10 allée du  
Bassin 33370 TRESSES, identifiée sous  
le numéro 891 834 947 RCS BORDEAUX,

- Directrice Générale de la Société :  
Madame Leslie FRANÇOIS, demeurant  
12 allée du Bassin 33370 TRESSES,

- Cession des actions : Les Cessions  
d'Actions sont librement cessibles entre  
associés. La cession d'Actions à un Tiers  
par un associé à quelque titre que ce soit  
est soumise à l'agrément préalable de la  
collectivité des associés.

- ADMISSION AUX ASSEMBLEES  
ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut  
participer aux assemblées sur justifia-  
tion de son identité et de l'inscription en  
compte de ses actions. Chaque associé  
dispose d'autant de voix qu'il possède  
ou représente d'actions.

- La Société sera immatriculée au RCS  
de BORDEAUX.

Pour avis, le Président

L24EJ09421

Aux termes d'un ASSP en date du  
13/02/2024, il a été constitué une SAS à  
capital variable ayant les caractéristiques  
suivantes :

Dénomination : RÉSEAUX HOME BU-  
SINESS

Objet social : Vente de services

Siège social : 92 Avenue Charles de  
Gaulle, 33650 LA BREDE

Capital minimum : 100 €

Capital maximum : 10 000 €

Capital initial : 100 €

Durée : 99 ans à compter de son imma-  
triculation au RCS BORDEAUX

Président : Madame TORRES VIRGI-  
NIE, demeurant 8 LOTISSEMENT MORIS-  
SON, 33650 SAUCATS

Directeur général : Madame VAL-  
LADON DYLANIE, demeurant 33 RUE  
REMBRANDT, 33650 SAINT MEDARD D  
EYRANS

Directeur général délégué : Monsieur  
VALLADON NATHAN, demeurant 149  
RUE ALEXIS LABRO, 33130 BEGLES

Admission aux assemblées et droits  
de votes : Tout associé peut participer  
aux assemblées sur justification de son  
identité et de l'inscription en compte de  
ses actions. Chaque associé dispose au-  
tant de voix qu'il possède ou représente  
d'actions.

Clause d'agrément : Les actions ne  
peuvent être cédées qu'avec l'agrément  
préalable de la collectivité des associés.

Réseaux Home Business

L24EJ09455



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

CLEMNAIL'S

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 10 rue du Docteur Aristide  
Ichard  
33260 LA TESTE DE BUCH

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature  
privée en date à LA TESTE DE BUCH  
du 16 février 2024, il a été constituée une  
société présentant les caractéristiques  
suivantes :

Forme sociale : Société à responsabi-  
lité limitée à associée unique

Dénomination sociale : CLEMNAIL'S

Siège social : 10 rue du Docteur Aris-  
tide Ichard - 33260 LA TESTE DE BUCH

Objet social : Prothésiste ongulaire,  
Technicienne de cils, Microblading

Durée de la Société : 99 ans à com-  
pter de la date de l'immatriculation de la  
Société au Registre du commerce et des  
sociétés

Capital social : 1 000 euros

Gérance : Madame Clémentine  
ZEDDE, demeurant 46 rue Gustave Loude  
33260 LA TESTE DE BUCH, assure la gé-  
rance.

Immatriculation de la Société au Re-  
gistre du commerce et des sociétés de  
Bordeaux.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ09517

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

**POUR VOTRE  
COMMUNICATION  
PUBLICITAIRE**

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com

Aux termes d'un ASSP en date du 12/02/2024, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **LE PUMA IMMOBILIER BORDELAIS**

Sigle : **LP/M**

Objet social : L'administration de biens immobiliers (gestion immobilière et location, location de tous biens immobiliers, Syndic de copropriété)

Siège social : 17 RUE DE RIVIERE, IMMEUBLE LE TIVOLI, BATIMENT B, 33000 BORDEAUX

Capital : 5 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS BORDEAUX

Président : Madame LE PUIL Sonia, demeurant 17 rue de Rivière, Bâtiment B, 33000 BORDEAUX

Directeur général : Madame MARIN-HAS Kelly, demeurant 17 rue de Rivière, Bâtiment B, 33000 BORDEAUX

Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque action donne droit à une voix ; tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives personnellement ou par mandataire.

Clause d'agrément : Il existe des clauses relatives à l'agrément des cessionnaires d'actions en cas de cession entre vifs, par décès et liquidation de communauté. Les actionnaires sont habilités à statuer sur les demandes d'agrément.

Sonia LE PUIL, Président

L24EJ09568



**Guillaume HARPILLARD**

AVOCAT À LA COUR  
26 rue de Poitiers  
33000 BORDEAUX  
05 34 96 55 79

Avis est donné de la constitution, par acte ssp du 05 février 2024, de la SASU « **LINK** » capital : 1.000 euros, siège social : 28 avenue Henri IV 33000 BORDEAUX. La société a pour objet l'activité de holding, l'organisation d'événements et spectacles vivants, la réalisation de prestation de services de conciergerie, la réalisation de massages, toutes activités annexes et connexes pouvant se rapprocher à cet objet. Elle sera immatriculée au RCS de BORDEAUX. Sa durée est de 99 années.

Monsieur Alexis TAUZIN demeurant 44 avenue de l'Europe 33930 VENDAYS MONTALIVET, a été nommé Président pour une durée illimitée.

L24EJ09576



## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14/02/2024, il a été instituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société civile

DENOMINATION : **SC SKYE**

SIEGE SOCIAL : 47 rue de Lyon, 33000 Bordeaux

Objet social :

- L'acquisition, la propriété, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation par bail, la location ou autrement de tous immeubles, droits et biens immobiliers bâtis ou non bâtis, situés en France ou à l'étranger, dont elle pourrait devenir propriétaire, usufruitière ou nue propriétaire par voie de construction, acquisition, échange, apport ou autrement ;

- La propriété et la gestion de tous biens mobiliers de nature monétaire ou autres tels que meubles meublants ou véhicules.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou suscep-

tibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

DUREE : 99 années

CAPITAL : 912 EUROS

GERANCE :

- SEZE Laurence, née le 10/07/1976 à Talence (33), demeurant 47 RUE DE LYON 33000 BORDEAUX, de nationalité française.

- DURAND Julien, née le 08/01/1976 à Paris (75), demeurant 47 RUE DE LYON 33000 BORDEAUX, de nationalité française.

IMMATRICULATION : au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux (33)

Pour avis, les Gérants

L24EJ09585



148, rue Sainte-Catherine  
33000 BORDEAUX  
Tél 05 47 50 06 07

## AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 19 février 2024 est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée

Dénomination : **KCY**

Siège Social : 27, chemin de la Franque 33590 GRAYAN-ET-L'HOPITAL

Capital social : 10.000 euros

Objet :

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'exploitation de tous fonds de commerce de restauration sur place ou à emporter, traiteur,

- Organisation d'événements, prestations de services,

- Vente et location de matériels et mobiliers.

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus,

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités,

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Durée : 99 années

Co-Gérants :

Monsieur Mickael, Gérard, Grégory GODEFROY Demeurant 27, chemin de la Franque 33590 GRAYAN-ET-L'HOPITAL

Monsieur Cyril LUMET Demeurant 1, bis rue du 19 mars 1962 33590 TALAIS

Pour avis immatriculation au RCS de Bordeaux

L24EJ09616

Suivant acte reçu par Me Mathieu CALVEZ, notaire à BORDEAUX, le 13 février 2024, a été constituée la société civile dénommée «**SCI LANDS**», siège social : BORDEAUX (33000), 34 rue David Johnston.

Capital social : MILLE EUROS (1.000,00 €), divisé en 100 parts sociales de DIX EUROS (10,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100. Entièrement libéré.

Objet social : - la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, l'acquisition, la prise à bail, la location-vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meubles, et à titre exceptionnel la vente. La construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte. La réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination. L'administration, la mise en valeur et plus généralement l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux. L'obtention de toutes ouvertures de crédits, prêts et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire, destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de Bordeaux.

Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.

Nommé(s) premiers gérants de ladite société : - Monsieur NASSER Nicolas, gérant de société, demeurant à BORDEAUX (33000), 7 rue Albert De Mun.

La société sera immatriculée au R.C.S. de BORDEAUX

Pour avis Me CALVEZ

L24EJ09629

## SOGECA BORDEAUX

68 avenue Jean Jaurès  
33150 CENON  
05.57.77.90.00

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à EYSINES du 16/02/2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : **FACTURE'S PRO**

Siège : 25 rue de Cantelaude, 33320 EYSINES

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 500 euros

Objet : Fournitures de prestations administratives aux entreprises, toutes activités s'y rattachant

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Emriye YESILBAG

Née le 30/04/1987 à BORDEAUX (33)

Demeurant 26 allée du Champ de Course, 33320 EYSINES

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ09705



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

AUGÉ PLOMBERIE  
Société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 100 euros  
Siège social : 6 rue St François d'Assise 33120 ARCACHON

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ARCACHON du 19 février 2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée à associé unique  
Dénomination sociale : AUGÉ PLOMBERIE

Siège social : 6 rue St François d'Assise, 33120 ARCACHON

Objet social : Travaux de plomberie et chauffage ; Installations thermiques et sanitaires ; Installation de réseaux d'alimentation et évacuations d'eau ; Rénovation de salles de bain ; Pose de carrelage

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 100 euros

Gérance : Monsieur Maxime AUGÉ-MASSIAS, demeurant 6 rue St François d'Assise 33120 ARCACHON, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis La Gérance

L24EJ09925



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BORDEAUX du 19/02/2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : **CAMP SOLUTIONS**

Siège social : 62 Rue Jules Delpit, 33800 BORDEAUX

Objet social : Toutes opérations d'exploitation de tous campings, restauration, bar, commerces annexes alimentaires et bazar, toute activité de para-hôtellerie ; Conseils relatifs à la mise en valeur, la construction, la rénovation, l'achat, la vente, la représentation, la commercialisation de tous biens immobiliers et mobiliers ; Conseil et assistance, mise en relation d'affaires auprès des entreprises, des organismes privés ou publics, collectifs ou toutes autres personnes publiques ou privées, ainsi que toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social,

Durée de la Société : 99 ans  
Capital social : 2 000 euros

Gérance : Rémy ROGER, demeurant 62 Rue Jules Delpit 33800 BORDEAUX, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis La Gérance

L24EJ10028

## IPR-TECH

Société à responsabilité limitée  
au capital de 152 500 euros  
Siège social : Z.I La Prade  
Rue des Giroles  
33650 ST MEDARD D EYRANS

Suivant ASSP du 20/02/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : IPR-Tech

Siège social : Z.I La Prade - Rue des Giroles - 33650 ST MEDARD D EYRANS

Objet social : L'activité de bureau d'études ; L'injection plastique ; La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS

Capital social : 152 500 euros

Gérance :

Monsieur Kévin Guillaume CHAUVÉ, né le 25 octobre 1990 à PESSAC (33), de nationalité française, demeurant 8 rue du Maréchal Joffre - 33150 CENON,

Monsieur Nicolas Sébastien CHAUVÉ, né le 24 février 1990 à BESANCON (25), de nationalité française, demeurant 36 Chemin de Baudes - 33650 SAUCATS,

Immatriculation de la Société au RCS de BORDEAUX

L24EJ10091

## AVIS DE CONSTITUTION

### ANNE HUGUET INVEST

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 20 février 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : ANNE HUGUET INVEST

Siège : 11 rue Charlevoix de Villiers - 33260 LA TESTE DE BUCH

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Capital : 2 000 Euros

Objet : L'acquisition de toutes valeurs mobilières ou de créances, gestion de ces valeurs mobilières.

Exercice du droit de vote : Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions de titres de capital et de valeurs mobilières sont libres.

Président : Madame Anne HUGUET - 11 rue Charlevoix de Villiers - 33260 LA TESTE DE BUCH

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis - Le Président

L24EJ10108



GROUPE  
**CAEC**  
CONSEIL-AUDIT-EXPERTISE COMPTABLE  
AUTOURS-BORDEAUX-LANGON-MEDANON

www.groupecaec.fr

NACD  
SARL à associé unique au capital de 1 500€  
Siège social : 133 Route de la Petite Lande, 33570 Petit-Palais-et-Cornemps

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date à Petit-Palais-et-Cornemps du 20/02/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société à responsabilité limitée à associé unique Dénomination sociale : NACD Siège social : 133 Route de la Petite Lande, 33570 Petit-Palais-et-Cornemps  
Objet social : activités d'un chef de culture ; tous travaux viticoles et vinicoles, activité de chauffeur d'engins et machines viticoles et agricoles, et notamment des véhicules Poids Lourds (PL) Super Poids Lourds (SPL) et les chariots élévateurs ; conseils d'utilisation et démonstration de conduite desdits engins, machines et véhicules ; achat et vente de vins, activités de jardinier d'espaces verts, paysagiste. Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS Capital social : 1 500 euros Gérant : Nicolas AUBARET, demeurant 133 Route de la Petite Lande, 33570 Petit-Palais-et-Cornemps Immatriculation de la Société au RCS de Libourne. Pour avis

L24EJ10151



**Yves MOUNIER**  
Avocat à la Cour  
6 bis, rue de la Croix de Seguey 33000 BORDEAUX  
Tél : 05.56.52.74.60

BASE DE LOISIRS DES LACS BLEUS

## CONSTITUTION

Suivant acte sous-seing privé signé le 14 février 2024 à Bordeaux, il a été constitué la société suivante : Forme : SARL Dénomination sociale : BASE DE LOISIRS DES LACS BLEUS Siège social : 2 boulevard Ludovic Trarieux, appartement 27, 33100 BORDEAUX  
Objet social : restauration et pizzeria sur place et à emporter, organisation de soirées et événements, traiteur, salon de thé, vente à emporter, sur place et en livraison, vente de boissons chaudes et froides, centre nautique, base de loisirs et jeux, mini-golf, jeux divers, activités sportives, récréatives et de loisirs, location de matériels  
Capital : 500,00 €  
Durée : 99 ans  
Date de clôture de l'exercice social : 31 décembre  
Gérants : Monsieur Jacques, Mamadou THIAM-BEUGNIOT, 2 boulevard Ludovic TRARIEUX, Appartement 27, 33100 BORDEAUX, Monsieur Idrissa GÏSSE, 13 Résidence Les Sables 33230 LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES La société sera immatriculée au RCS de Bordeaux.

L24EJ10217

POUR ÉCOURTER LES DÉLAIS,  
PENSEZ À NOTRE SUPPORT NUMÉRIQUE :

echos-Judiciaires.com

## MODIFICATIONS

### TRANSFERT DE SIEGE MÊME RESSORT

#### SB MENUISERIE BORDELAISE

SASU au capital de 1000 €  
Siège social : 3 Rue Du Guesclin 33400 TALENCE  
RCS Bordeaux 851 344 630

Par décision de l'associé unique en date du 01/08/23, le siège social est transféré du 3 Rue Du Guesclin 33400 TALENCE au 8 Rue Du Guesclin 33400 TALENCE. Les statuts ont été modifiés et la modification sera enregistrée au RCS de Bordeaux.

Pour avis, la présidence

L24EJ04869



**Compagnie Fiduciaire**  
Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

SCEA CHATEAU RIGAUD BELLEVUE  
SCEA au capital de 205 000€  
Siège social : 5 avenue des Châteaux 33350 MOULIETS ET VILLEMARTIN 812749125 RCS LIBOURNE

La collectivité des associés de la société civile d'exploitation agricole dénommée «SCEA CHATEAU RIGAUD BELLEVUE» réunis en assemblée générale extraordinaire le 29/12/2023, a décidé :

De nommer en qualité de nouveau gérant sans limitation de durée à compter de ce jour Monsieur Teng WANG demeurant 50 Boulevard Anatole France 33500 LIBOURNE en remplacement de Madame Angélique BOUVILLAIN, ancien gérante démissionnaire, et de modifier en conséquence l'article 13 des statuts.

Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de LIBOURNE.

L24EJ05697



**Compagnie Fiduciaire**  
Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

LACOSTE COURTAGE, SAS au capital de 5000€, 109 bis rue Mestre, 33200 BORDEAUX, 899856744 RCS BORDEAUX

En date du 31/12/2023, l'associé unique a décidé de transformer la société en Société à Responsabilité Limitée, sans création d'un être moral nouveau, à compter du 31/12/2023 et a nommé en qualité de gérant M. LACOSTE David, demeurant 17 rue Raze, 33000 BORDEAUX. Du fait de la transformation, il est mis fin aux fonctions de président.

Modification au RCS BORDEAUX

L24EJ06153



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

PPHC  
SARL au capital de 10 000€  
Siège social : 15 Rue de Grassi 33000 BORDEAUX  
519867113 RCS BORDEAUX

Le 01/09/2023, la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérante Madame Sidonie PLACET, demeurant 64 rue Buscaillet 33110 LE BOUSCAT, pour une durée illimitée à compter de ce jour. Pour avis, la Gérance

L24EJ08620



**ACTUARIEL EXPERTISE**  
Société d'expertise comptable  
Conseil en création d'entreprises  
Lormont - Tél. 05 57 54 4984  
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32  
www.actuariel-expertise.com

## MODIFICATION FORME JURIDIQUE

L'assemblée générale des associés de la société civile immobilière BLANQUEFORT, au capital de 1000 Euros, dont le siège social est situé 8 RUE DE L'HERMITE 33520 BRUGES, immatriculée 893274332 RCS BORDEAUX a, en date du 06 février 2024, décidé la transformation de la Société en société à responsabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, sa durée, son capital, son siège social, son objet social et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Monsieur Alexandre HENRI demeurant 8 RUE DE L'HERMITE 33520 BRUGES est nommé gérant, et ce, sans limitation de durée.

L24EJ08653

Aux termes d'une assemblée générale en date du 24 mai 2023, les associés de la société ORMEO, Société civile Immobilière dont le siège est à PRIGNAC ET MARCAMPES (33710), 20 chemin des Moulinots, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LIBOURNE, sous le numéro 421 749 623, ont décidé de transférer le siège social à BAYON -SUR-GIRONDE (33710) 9 Impasse du Port. Formalités exécutées au RCS de LIBOURNE

L24EJ08881

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

POUR VOTRE  
COMMUNICATION  
PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com

**SCOL**

Société Civile  
au capital de 525 000,00 euros  
Siège social : 11, chemin du Port de Cour-  
rejean - 33140 VILLENAVE D'ORNON  
RCS BORDEAUX 978 170 835

**AVIS DE REDUCTION  
DE CAPITAL**

Aux termes d'une délibération en date du 21/12/2023, l'Assemblée Générale a décidé une réduction du capital social d'une somme de 26 250,00 euros par voie de rachat de 2 625 parts sociales de 10,00 euros de nominal.

Cette réduction du capital social entraîne la publication des mentions suivantes :

- Ancienne mention
- Capital social : 525 000,00 euros
- Nouvelle mention
- Capital social : 498 750,00 euros
- Pour avis, la Gérance

L24EJ08902



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**HME RESEAUX**  
Société par actions simplifiée  
en cours de transformation en société à  
responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 8 Route de Cantenac 33710  
LAN SAC  
829 658 236 - RCS LIBOURNE

**AVIS DE  
TRANSFORMATION**

Suivant délibération en date du 01/01/2024, l'AGE statuant aux conditions prévues par la loi, a décidé la transformation de la Société en société à responsabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 1 000 euros, divisé en 100 parts sociales de 10 euros chacune.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Sous sa forme de société par actions simplifiée, la Société était dirigée par :  
Président : Monsieur Harris MERIT, demeurant 8 route de Cantenac 33710 LANSAC

Sous sa nouvelle forme de société à responsabilité limitée, la Société est gérée par : Monsieur Harris MERIT, demeurant 8 route de Cantenac 33710 LANSAC

**POUR AVIS**  
Le Président

L24EJ08935



**SERVICE  
ANNONCE LÉGALE**

TÉL. 05 56 52 32 13

annonces-legales@echos-judiciaires.com

**S.G.I**

Société Civile Immobilière  
au capital de 104 200,00 euros  
Siège social : 25, rue Dubessan  
33100 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX 509 067 849

**AVIS DE REDUCTION  
DE CAPITAL**

Aux termes de délibérations en date du 18/12/2023, l'Assemblée Générale a décidé une réduction du capital social d'une somme de 16 561,00 euros par voie de rachat et d'annulation de 144 parts sociales de 115,01 euros de nominal.

Cette réduction du capital social entraîne la publication des mentions suivantes :

- Ancienne mention
- Capital social : 104 200,00 euros
- Nouvelle mention
- Capital social : 87 639,00 euros
- Mention au RCS de BORDEAUX
- Pour avis, la Gérance

L24EJ08936



**IMAGORI  
ARCHITECTURE**

Société par actions simplifiée  
au capital de 1 000,00 euros  
Siège social : 26, rue des Platanes  
33600 PESSAC  
RCS BORDEAUX 851 267 419

Aux termes de décisions en date du 01/02/2024 l'Assemblée Générale des associés de la Société a décidé de transférer le siège social et de modifier corrélativement l'article 4 des statuts.

A compter du 01/02/2024 le siège social :

Qui était à : 26, rue des Platanes - 33600 PESSAC

Est désormais à : 51, route du Poulindu - 56610 ARRADON

En conséquence, la Société, qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX, sous le n°851 267 419, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de VANNES, désormais compétent à son égard.

L24EJ08938



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**DEWEMO**  
SARL au capital de 1 000 €  
Siège social : 3 allée Henri Navarre Appt  
51 33700 MERIGNAC  
890 867 526 RCS BORDEAUX

Par décision du 8/02/2024, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social aux activités d'acquisition et de gestion de tous biens et droits mobiliers et immobiliers concernant les activités civiles, commerciales, industrielles et agricoles, notamment toutes participations dans le capital de toutes sociétés françaises ou étrangères, constituées ou en cours de constitution, quels qu'en soient la

forme et l'objet, par achat, souscription, échange, fusion, alliance, société en participation ou autrement, et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.  
L24EJ09031

**ITALROMFR**

Société à responsabilité limitée  
au capital de 2500 euros  
Ancien Siège social : 183 Quai de Brazza  
33100 BORDEAUX  
Nouveau siège social :  
23 cours Edouard Vaillant  
33070 BORDEAUX CEDEX CS 10060  
RCS BORDEAUX B 879 712 818

Aux termes d'une décision du 1<sup>er</sup> février 2024 l'AGE a décidé de transférer le siège social au 23 cours Edouard Vaillant 33070 BORDEAUX CEDEX CS 10060

à compter du 1<sup>er</sup> FEVRIER 2024

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence

Pour avis

Le gérant

L24EJ09045

**EY Société d'Avocats**  
Hangar 18 - CS 20052 - Quai de Bacalan  
33070 Bordeaux Cedex

Par décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2023 de la société **BUREAU PORTAIL & BERTRAND**, SARL au capital de 5.000 €, 34 quai de Numa Sensine - 33310 LORMONT, 813 599 727 RCS BORDEAUX, il a été décidé de transformer la société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'une personne morale nouvelle et il a été adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.

Le capital social de la société, sa dénomination, son objet, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangés.

La société PHB HOLDING SARL au capital de 250 €, 34 quai de Numa Sensine - 33310 LORMONT, 824 632 673 RCS BORDEAUX, est nommée Président pour une durée illimitée.

La société SMAC HOLDING SARL au capital de 250 €, 34 quai de Numa Sensine - 33310 LORMONT, 824 678 304 RCS BORDEAUX, est nommée Directeur Général de la société pour une durée illimitée.

L24EJ09051



**EQUATION**

Société par actions simplifiée  
au capital de 1000 €  
93B Rue Fernand Lzer 33400 Talence  
RCS Bordeaux n°953 520 301

Par décision du 31/01/24, les associés ont pris acte de la démission de M. Damien Cambassédès de ses fonctions de Directeur Général de la société à compter de cette date et décidé de ne pas le remplacer.

L24EJ09091

**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**ATL CONCEPT**  
Société par actions simplifiée au capital de 80 000 euros  
Siège social : 189 rue du Président René Cassin 33600 PESSAC  
893 629 501 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 08 février 2024, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

**POUR AVIS**  
La Présidente

L24EJ09115



**SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE  
MOYBERT BARALE ET ASSOCIES**  
Société d'Avocats  
27 Cours Estrad de Fayolle  
33006 BORDEAUX  
Tél. 05 56 01 98 77

**MAISON LACOSTE**

Société par actions simplifiée  
au capital de 27 976 euros  
Siège social : MIN de Brienne, 110 quai de Paludate, 33800 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX B 300 702 396

Aux termes d'une délibération du 1<sup>er</sup> février 2024, l'AGE a décidé de proroger de quatre-vingt-dix-neuf (99) années la durée de la Société, soit jusqu'au 5 février 2123 et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

**POUR AVIS - Le Président**  
L24EJ09145



**Société d'Expertise Comptable**  
Andernos - Cenon - Langon - Mérignac - Portets.  
www.a3caudit.com

**J R M SERVICES**  
SARL au capital de 10 000 €  
Siège social : 1, avenue René Cassagne  
33270 FLOIRAC  
814 060 034 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 14 février 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée J R M SERVICES a décidé de transférer le siège social du 1, avenue René Cassagne, 33270 FLOIRAC au 19 Avenue des Mondaults 33270 FLOIRAC à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

L24EJ09159

PUBLIER VOTRE  
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE SUR :  
[annoncelegale.echos-judiciaires.com](https://www.annoncelegale.echos-judiciaires.com)

## TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : **VDL DESIGN.**

Forme : SAS.

Capital social : 1 euros.

Siège social : 78 Rue DES TROIS COLNLS, 33000 BORDEAUX.

840701460 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'AGM en date du 6 décembre 2023, les associés ont décidé, à compter du 6 décembre 2023, de transférer le siège social à 89 bis Quai de Seine, 95530 La Frette sur Seine.

Radiation du RCS de Bordeaux et immatriculation au RCS de Pontoise.  
L24EJ09170



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

### VB VOILES

Société à responsabilité limitée au capital de 119 000 euros porté à 200 000 euros  
Siège social : 9 avenue de l'Actipole  
33470 GUJAN MESTRAS  
803 903 129 RCS BORDEAUX

Par décision du 22/01/2024, l'associé unique a décidé une augmentation du capital social de 81 000 euros par incorporation de réserves, le capital étant porté de 119 000 euros à 200 000 euros. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence. Pour avis. La Gérance  
L24EJ09186

## «HOBO ARCHITECTURE»

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'ARCHITECTES  
AU CAPITAL DE 380 000 EUROS PORTE A 427 5000 EUROS  
SIEGE SOCIAL : 150 AVENUE DE THIERS  
33100 BORDEAUX  
514 818 913 R.C.S. BORDEAUX  
Inscrite au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Nouvelle Aquitaine sous le numéro S13430

Aux termes d'une AGEX en date du 21 12 23 et des décisions du Président du 29 12 23, le capital social a été augmenté et porté de la somme de 380 000 euros à la somme de 427 500 euros, par apports en numéraire.

L'article 7 Capital social des statuts a été modifié en conséquence.

Modification sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ09198

Aux termes d'une assemblée générale en date du 24 mai 2023, les associés de la société **SCI DES COTES DE BOURG**, dont le siège est à PRIGNAC ET MARCAMPES (33710), domaine des Hugons, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LIBOURNE, sous le numéro 792 261 828, ont décidé de nommer, à compter rétroactivement du 25 mai 2015, Madame Brigitte ORMEO née RE-NAUD demeurant à 9 Impasse du Port à BAYON-SUR-GIRONDE (33710), comme unique gérante de la société, en remplacement de Monsieur Lionel ORMEO. Aux termes de la même assemblée, les associés ont décidé de transférer le siège social à BAYON-SUR-GIRONDE (33710) 9 Impasse du Port, Formalités exécutées au RCS de LIBOURNE  
L24EJ09289

## SA DENAUD ET ASSOCIES

SAS au capital de 20 000 €  
Siège Social : 102 Boulevard du Pyla  
33260 LA TESTE DE BUCH  
En cours de transfert  
R.C.S. Bordeaux 897 435 889

L'assemblée générale des associés en date du 10 février 2024 a décidé de transférer, à compter du même jour, le siège social à La Teste de Buch (33115) 18, avenue de la Chapelle Forestière

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour Avis  
L24EJ09313



**Cocerto**  
Experts-comptables  
accompagnateurs des créateurs  
et repreneurs d'entreprises  
www.cocerto.fr

ATELIER DU BOIS TARGONNAIS  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 7 500 euros  
Siège social : 3 Chemin le Bos  
33760 LADAUX  
524 453 339 RCS BORDEAUX

## AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 01/01/2024, il a été décidé de transférer le siège social du 2 CHE DE BARRICOT, 33760 TARGON au 3, Chemin le Bos 33760 LADAUX à compter du 01/01/2024, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis  
La Gérance  
L24EJ09318

## FIDAL AVOCATS

19 Avenue du Président JF Kennedy  
CS 60073  
33692 MERIGNAC

DE MESSOMA  
Société par actions simplifiée à associé unique  
au capital de 2.500 €  
siège social : 41 rue Professeur Calmette  
BP 50145  
33151 CENON CEDEX  
891 992 182 RCS BORDEAUX

Aux termes des décisions de l'Associé unique prises le 15 février 2024, le siège social a été transféré du 41 rue Professeur Calmette BP 50145 33151 CENON CEDEX au 23 chemin d'Arcins - parc d'activité TANESSE - Lot n°16 - 33360 LATRESNE, à compter de ce jour. L'article 4 des statuts a été corrélativement modifié.  
L24EJ09344



## FCS BORDEAUX LAC

Société à responsabilité limitée au capital de 300 euros  
Siège social : 6 Route du Grand Verger  
33290 LUDON MEDOC  
981 557 523 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 12/02/2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée FCS BORDEAUX LAC a décidé de transférer le siège social du 6 Route du Grand Verger, 33290 LUDON MEDOC au Centre Commercial

Bordeaux Lac, Avenue des 40 Journaux, 33300 BORDEAUX, à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis, La Gérance  
L24EJ09372



## SCI VERCOGNAC 2

Société civile immobilière au capital de 120 euros  
Siège social : 114 Avenue du Général de Gaulle BP 253  
33506 LIBOURNE CEDEX  
981 496 268 RCS LIBOURNE

Aux termes du procès-verbal d'une AGE du 15/02/2024 :

- le capital social a été réduit d'une somme de 40 € pour le ramener à 80 € par voie de rachat et d'annulation de 40 parts sociales,

- il a été pris acte de la démission de M. Thomas VERGNE de ses fonctions de co-gérant à compter du même jour.

Les articles 7 et 13 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis  
L24EJ09384



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

### JUSTE

Société par actions simplifiée au capital de 210 000 euros  
Siège social : 119, cours de la République,  
33470 GUJAN MESTRAS  
825 208 994 RCS BORDEAUX

L'AGO du 31/12/2023, actant de la fin des mandats de de la SAS D.S.L., commissaire aux comptes titulaire, et de M. Jérôme MARTIN, commissaire aux comptes suppléant, a décidé de ne pas renouveler leurs mandats. POUR AVIS. La Présidente  
L24EJ09385



## SCI VERCHATTEL

Société civile immobilière au capital de 120 euros  
Siège social : 114 Avenue du Général de Gaulle BP 253  
33506 LIBOURNE  
953 439 064 RCS LIBOURNE

Aux termes du procès-verbal d'une AGE en date du 15/02/2024 :

- le capital social a été réduit d'une somme de 40 € pour le ramener à 80 € par voie de rachat et d'annulation de 40 parts sociales,

- il a été pris acte de la démission de M. Thomas VERGNE de ses fonctions de co-gérant à compter du même jour.

Les articles 7 et 13 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis  
L24EJ09392

## SCI HAUTEFORT

SCI au capital de 1.600€  
Siège 1 au Dron, 33430 CUDOS  
450 786 447 RCS BORDEAUX

## TRANSFERT DE SIÈGE ET CHANGEMENT DE GERANT

Suivant PV du 29.10.2022, l'AG mixte a

\*décidé de transférer le siège social de la SCI HAUTEFORT à l'adresse sise 2 chemin de Jaugut, LE BARP (33114) à compter du même jour et de modifier ainsi l'article 4 des statuts ;

\*constaté la démission de Madame Maria FONSECA MARTINS de ses fonctions de gérante et a désigné Monsieur Emmanuel HAUTEFORT en remplacement.

L24EJ09411

## SAS RC HOSPITALITY

Société par actions Simplifiée au capital de 36000 euros  
Siège social : 31 Avenue de la République  
17150 MIRAMBEAU  
898 426 895 RCS SAINTES

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17/02/2024, il résulte que :

- Monsieur CHARENTON Quentin, demeurant 7 Rue du Canton Guérin, 17520 ARCHIAC a démissionné de son poste de directeur général et n'a pas été remplacé.

L'article 32 a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de SAINTES.

Pour avis,  
L24EJ09424



## KOH LIPÉ

Société à responsabilité limitée au capital de 300 000 euros porté à 800 000 euros  
Siège social : Centre Commercial Leclerc Les Océanides  
33260 LA TESTE DE BUCH  
828 305 243 RCS BORDEAUX

## AVIS DE MODIFICATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 15/09/2023 a décidé d'augmenter le capital social de 500 000 euros par l'incorporation directe de réserves au capital, ce qui rend nécessaire la publication des mentions ci-après relataées.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention :

Le capital social est fixé à 300 000 euros

Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à 800 000 euros

Pour avis, la Gérance

L24EJ09430

POUR ÉCOURTER LES DÉLAIS,  
PENSEZ À NOTRE SUPPORT NUMÉRIQUE :

echos-Judiciaires.com



SELARL LNCA

Me Pierre-Jean LARBODIE,  
1, Rue du Stade  
33350 PUJOLS

Aux termes d'une assemblée générale en date du 16 février 2024, et par suite du décès de Monsieur Régis CIRA, co-gérant, survenu le 22 juillet 2022, les associés du **GFA DU BERGEY**, société civile dont le siège social est à MERIGNAS (33350), Lieudit Le Bergey, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 333.425.650, ont nommé en qualité de co-gérant Monsieur Quentin CIRA, demeurant à MERIGNAS, 12 Le Bergey, pour une durée illimitée.

Pour avis. Me Pierre-Jean LARBODIE,  
L24EJ09475



Société d'Expertise Comptable  
Andernos - Cenon - Langon - Mérignac - Portets.  
www.a3caduit.com

JRM PLOMBERIE  
SAS au capital de 6 000 €  
Siège social : 1, Avenue René Cassagne,  
33270 FLOIRAC  
821 690 351 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 15 février 2024 a décidé de transférer le siège social du 1, Avenue René Cassagne, 33270 FLOIRAC au 19 Avenue des Mondaults 33270 FLOIRAC à compter du 15 février et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.  
L24EJ09488

FJF (FJF) Société à responsabilité limitée, au capital de 1500 €, Siège : 6 collet darbousson 06560 Valbonne, RCS : GRASSE 879060838. Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16/02/2024, le siège social a été transféré au 33 rue Barreyre 33300 Bordeaux, et ce à compter du 16/02/2024. Gérant : Isabelle Favaron, 6 collet de Darbousson 06560 Valbonne. Formalités au RCS BORDEAUX.  
L24EJ09529



Fertilisateurs d'Entreprises  
21 Rue Georges Mégnac  
Résidence Le Neuilly  
63020 Thauriac  
Tel: 05 62 93 47 90

## PYLÔNE TÉLÉCOMS

Société par actions simplifiée  
Capital : 27 000 €  
Siège social :  
2 impasse du Maréchal Lyautey  
33850 LEOGNAN  
843 973 074 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision du 30/12/2022, il résulte qu'à effet du 01/01/2023 :

- la société PYLÔNE, Société par action simplifiée, capital de 824 840 €, siège au 23 rue Ambroise Croizat 65320 BORDÈRES SUR L'ECHEZ, RCS TARBES 889 553 459, Jean-Baptiste FONTAN, président, a été nommée en qualité de nouveau Président en remplacement de Jean-Baptiste FONTAN, démissionnaire,

- Guillaume DUCLOS a démissionné de son mandat de Directeur Général, sans qu'il soit procédé à son remplacement.  
L24EJ09540

SAS EMJCS Société par actions simplifiée au capital de 52.500 € sise Pa Château Rouquey 33700 MERIGNAC 829186972 RCS de BORDEAUX, Par décision de l'AGE du 20/07/2023, il a été décidé de réduire le capital social de 22.500 €, le portant ainsi à 30.000 € à compter du 30/05/2023. Mention au RCS de BORDEAUX  
L24EJ09554

## HEXAGONE REAL ESTATE

Société par actions simplifiée  
au capital de 5.000 €  
Siège social : (33000) BORDEAUX  
153 Rue de Turenne  
SIREN 907 732 978  
RCS BORDEAUX

Par décisions de l'associée unique du 14/02/2024, il a été décidé de :

- Nommer en qualité de nouveau Président, en remplacement de Mr Ludovic LEFEBVRE, démissionnaire, Mr Frédéric GUILLON demeurant à : (33000) BORDEAUX - 14 rue COTREL - en qualité de Président de la Société HEXAGONE REAL ESTATE, à compter du 14/02/2024 et pour une durée indéterminée.

- Supprimer certaines activités et adjoindre de nouvelles activités et modifier en conséquence l'article 2 Objet social des statuts à savoir :

Suppression :

• Activités d'agence immobilière :

- Intermédiation en vente, achat et location de biens et/ou droits immobiliers pour le compte d'un tiers ;

- Conseil en vente, achat et location de biens et/ou droits immobiliers pour le compte d'un tiers ;

- Évaluation en vente, achat et location de biens et/ou droits immobiliers pour le compte d'un tiers ;

- Expertise immobilière pour le compte d'un tiers ;

- Vente de listes de vente, achat et location de biens et/ou droits immobiliers pour le compte d'un tiers.

Adjonction de nouvelles activités :

• Conseil en investissement immobilier, conseil en gestion de patrimoine (CGP) applicable à tout investissement touchant à l'immobilier tant pour les personnes morales que les personnes physiques :

- Analyser les tendances économiques en matière d'investissement immobilier.

- Analyser les aspects juridiques et environnementaux liés à toute opération immobilière.

- Encadrer les entreprises de construction par l'accompagnement dans le cadre de délégations de maîtrise d'œuvre avec suivi de réalisation des opérations de travaux.

- Conseiller en matière de stratégie de diversification, d'opportunités d'investissement et planification fiscale.

- Déterminer tout cahier de charges patrimonial par actif immobilier : évaluation financière, analyse de l'investissement immobilier, élaboration d'un plan d'investissement immobilier, suivi des investissements.

Mentions en seront faites au RCS de BORDEAUX

Pour avis, L24EJ09570

## ND ANIMATIONS

EURL au capital de 1 000 €  
Siège social : 4 Route du Fort de Castillon  
33340 SAINT CHRISTOLY MEDOC  
RCS BORDEAUX 809 742 463

L'AGO du 01/02/2024 a décidé de procéder à l'extension de l'objet social en ajoutant à l'article Article 2 - Objet les activités suivantes : Les autres activités de poste et de courrier, la levée, le tri, l'acheminement et la distribution (nationale ou internationale) de lettres et de colis et petits paquets (assimilés à du courrier)....

La décision sera effective à compter du 01/02/2024, l'article Article 2 - Objet des statuts a été modifié en conséquence.

Le reste est sans changement.

Modification au RCS BORDEAUX.

DAVID NEGRE L24EJ09592

## FIDUCIAIRE D'ANALYSE DE REVISION ET D'EXPERTISE COMPTABLE DU SUD OUEST

« FIDAREC S.O. »  
Société par Actions Simplifiée  
au capital de 30 000 €  
Siège social : 40, rue Victor HUGO  
33400 TALENCE  
RCS Bordeaux 380 428 953

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie au siège social le 30 novembre 2023 a décidé :

- de changer la dénomination sociale de la société qui devient à compter de ce jour : OZONS

- de modifier l'objet social de la société qui devient, à compter de ce jour :

- Holding animatrice ;

- Gestion et prise de participation sous quelque forme que ce soit et notamment par souscription ou rachat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts ou titres cotés ou non cotés dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit, industrielle, commerciale, financière, agricole, immobilière ou autre.

- Réalisation de toutes prestations administratives, financières, commerciales, comptables, informatiques, de gestion et de direction, tant par elle-même que pour toutes sociétés au sein de laquelle elle détient, directement ou indirectement, une participation.

- Prêts financiers et avances de trésorerie au profit de sociétés filiales, ainsi que toutes garanties au profit desdites sociétés dans les limites légales et réglementaires en vigueur.

la refonte totale des statuts et plus particulièrement les articles OBJET, DENOMINATION, EXERCICE SOCIAL.

Pour avis. L24EJ09611



## NFC-INTERACTIVE

Société par actions simplifiée  
au capital de 250 000 euros  
Siège social : 105 rue du Jardin Public  
33000 BORDEAUX  
803 084 524 RCS BORDEAUX

Il résulte de l'AGE du 24 novembre 2023 et des décisions du Président du 16 janvier 2024 que :

- le capital social a été réduit d'une somme de cent mille (100.000€) euros pour le ramener de 250.000€ à 150.000€ par voie de rachat et d'annulation de 100.000 actions,

- le capital social a été augmenté d'une somme de cent mille (100.000€) euros par incorporation de réserves et élévation du montant nominal des actions existantes pour le porter de 150.000€ à 250.000€.

Les articles 6 et 7 ont été modifiés en conséquence. Les mentions antérieures publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention : Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (250 000€).

Nouvelle mention : Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (250 000€). Il est divisé en 150.000 actions de même catégorie.

POUR AVIS- Le Président L24EJ09658

## BRAYDEN

Société civile immobilière  
au capital de 1000 euros  
Siège social : Lieu dit Le Gat  
17270 MONTGUYON  
983 583 543 RCS SAINTES

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 01/02/2024, il résulte que :

- Le siège social a été transféré de Lieu dit Le Gat, 17270 MONGUYON à 25 Rue du Collège, 33920 SAINT YZAN DE SOUDAC à compter du 01/02/2024.

L'article 5 a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de LI-BORNE et de SAINTES.

Pour avis, L24EJ09677



VJD Société à responsabilité limitée en cours de transformation en société civile immobilière au capital de 500 euros  
Siège social : 56 rue du Pradas, 33700 MERIGNAC 953 663 234 RCS BORDEAUX  
Suivant délibération en date du 15/02/2024, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du Code de commerce, la transformation de la Société en société immobilière à compter du 01/03/2024 sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 500 euros, divisé en 500 parts sociales de 1 euro chacune. Son objet devient l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou terrains dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement. Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes : Sous sa forme de société à responsabilité limitée, la Société était gérée par : Jérôme DROUILHET, demeurant 56 rue du Prada, 33700 MERIGNAC, Vincent DROUILHET, demeurant 16 ter rue Eugène Scribe 33700 MERIGNAC, Sous sa nouvelle forme de société civile immobilière la Société est gérée par : - M. Jérôme DROUILHET, demeurant 56 rue du Prada, 33700 MERIGNAC - M. Vincent DROUILHET, demeurant 16 ter rue Eugène Scribe 33700 MERIGNAC Pour avis, la Gérance L24EJ09684



Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 05/02/2024, les associés de la société **PILOTE DE DUNES BOCA, SARL**, Capital : 10.000 €, Siège social : 3 Avenue Henri Guérin - 33950 LEGE-CAP-FERRET, 848 137 550 RCS BORDEAUX, ont décidé de :

- transférer le siège social au 21 Avenue Gambetta - 33120 ARCACHON, à compter du 05/02/2024

- nommer, à compter du 15/02/2024, Madame Sylvie LUCAS, demeurant 5 rue des Génets d'Or, Clauouey - 33950 LEGE-CAP-FERRET, en qualité de gérante en remplacement de Monsieur Olivier CO THENET, en raison de sa révocation.

Les articles 4 et 11 des statuts de la Société ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

Pour avis, L24EJ09685



SERVICE  
ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

## BAILLET-VALENTIN PARTICIPATIONS

Société civile  
Au capital de 245 183 €  
Siège social : 249 RUE DU JARDIN PUBLIC  
33000 BORDEAUX FRANCE  
981 976 905 R.C.S. Bordeaux

Aux termes du procès-verbal de décision de l'assemblée générale du 28 décembre 2023 :

Le capital social a été augmenté de 244.183,00 € pour être porté à 245.183,00 €, par voie d'apport en nature. L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

- Ancienne mention

Le capital social est fixé à MILLE EUROS (1.000,00 €)

- Nouvelle mention

Le capital social est fixé à DEUX CENT QUARANTE-CINQ MILLE CENT QUATRE-VINGT-TROIS EUROS (245.183,00 €)

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX

Pour avis, L24EJ10138

SAS LAVIDEMAR

SAS au capital de 10000€

35 rte de Lacanau

33121 CARCANS

RCS BORDEAUX 805102092

CHANGEMENT DE DIRIGEANT

L'AGE du 16/02/2024 a nommé sans

limitation de durée Rémy HOUÉ demeurant

264 Impasse des Bruyères 06370

MOUANS-SARTOUX aux fonctions de

Président en remplacement de Claire

Marie FERET épouse ELIZALDE, démissionnaire,

et prend acte de la démission de Michel ELIZALDE de ses fonctions de Directeur Général sans remplaceant.

Modification au RCS de SAINT-NAZAIRE

L24EJ10269



**Guillaume HARPILLARD**  
AVOCAT à la Cour  
26 Rue des Rois  
33000 BORDEAUX  
05 36 06 66 70

Par AGEX du 12 février 2024, la SAS BORDEAUX PADEL EVENT, capital : 10.000 euros, siège social : 4 Place Jean Moulin 33000 BORDEAUX, RCS BORDEAUX 953 983 350, a décidé d'étendre son objet social pour y ajouter : « l'achat et la vente de tous articles de sport ». L24EJ10274

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 05/02/2024, les associés de la société **PILOTE DE DUNES**, SAS, Capital : 10.000 €, Siège social : 33 Allée des Thuyas - 33950 LEGE-CAP-FERRET, 817 828 411 RCS BORDEAUX, ont décidé de :

- transférer le siège social au 21 Avenue Gambetta - 33120 ARCAÇON, à compter du 05/02/2024.

- révoquer Monsieur Olivier COTHENET de ses fonctions de Directeur Général, à compter du 15/02/2024 sans nommer de remplaçant à cette fonction.

L'article 4 des statuts de la Société a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

Pour avis,

L24EJ09686



TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL Dénomination : **L.PROPRETE**. Forme : SARL. Capital social : 100 euros. Siège social : 6 LOTISSEMENT CLOS FLEURI, 33340 LESPARRE-MEDOC. 891428948 RCS de Bordeaux. Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1 février 2024, le gérant a décidé, à compter du 1 février 2024, de transférer le siège social à 58 TER CHEMIN DE TRÉMAN, 33340 LESPARRE-MEDOC. Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L24EJ09709



GROUPE  
**CAEC**  
CONSEIL-ALBERT-ESPIRITEL-COMPTABLE  
ARTIFERIE-BORDEAUX-LIMONUM-HIRIBONNE

## ESPACE INSIDE

Société à responsabilité limitée au capital de 100 000 €  
Siège social : 147 avenue d'Esyines  
33110 LE BOUSCAT  
443 435 821 RCS BORDEAUX

## AVIS DE FUSION SIMPLIFIEE

Le traité de fusion établi le 21/12/2023 avec la Société CAP CUISINE, société absorbée, SARL au capital de 8.000€, siège social : 20 Route de Bordeaux, Petit Piquey, 33950 LEGE CAP FERRET, 502 562 028 RCS BORDEAUX, a fait l'objet d'une publication au BODACC en date du 26/12/2023.

En application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce, la fusion n'a pas donné lieu à approbation par la société absorbante et il n'a été formulé aucune opposition à cette fusion qui a pris effet le 31/01/2024.

La société ESPACE INSIDE, absorbante, étant propriétaire de la totalité des parts composant le capital social de la société CAP CUISINE, absorbée, l'apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital et la société CAP CUISINE a été dissoute sans liquidation le 31/01/2024 du seul fait de la réalisation définitive de la fusion. Toutefois, fiscalement et comptablement, la fusion a pris effet rétroactivement au 01/07/2023. Le boni de fusion s'élève à 36.370,55 €.

Modification faite au RCS BORDEAUX.

Pour avis, la gérance

L24EJ09730

## SAINT JOSEPH

Société par actions simplifiée au capital de 500 euros  
Siège social : 17 RUE BAYARD  
33400 TALENCE  
953 741 659 RCS BORDEAUX

### AVIS DE MODIFICATION

Aux termes de l'AGE en date du 22/12/2023, les associés ont décidé de modifier le capital social en le portant de 500 euros à 86.328 euros par voie d'apport en nature.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Ancienne mention : Capital : 500 euros

Nouvelle mention : Capital : 86.328 euros

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

Pour avis

L24EJ09750

### OXYMETAL

Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 8.700.000 euros  
Siège social : 10 Place Ravezies  
33000 BORDEAUX  
529 637 951 RCS BORDEAUX

Le 2 octobre 2023, la société KONCENTRA GROUP AB, associée unique de la société OXYMETAL S.A.S. et représentée par Monsieur Staffan ENCRANTZ, constate la résiliation du mandat de Monsieur Ulrich HAAS du Conseil d'administration de la société OXYMETAL en date du 7 septembre 2023 ; et désigne en remplacement Monsieur Per ERIKSSON, membre personne physique, né le 1<sup>er</sup> Octobre 1964 à Karlsborg (Suède) et domicilié Sturegatan 3 - 54150 Skövde (Suède). L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales. Le présent acte sera consigné sur le registre des délibérations d'associés tenu au siège social.

Pour avis,

L24EJ09787

## COGIT LGC

Société par actions simplifiée au capital de 395 841 euros  
Siège social : 20 Avenue Pythagore  
Immeuble Galilée, 33700 MÉRIGNAC  
402 499 701 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 21 décembre 2023, l'associée unique a nommé

1. La société SPM CONSULTING

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros,

Dont le siège social est situé 22 Allée de l'Orée du bois, 26 800 Portes-lès-Valence,

Identifiées au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS sous le numéro 951 166 859,

Représentée par Monsieur Frédéric TORRENTE, dûment habilité à l'effet des présentes,

2. La société JDP

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000,00 euros,

Dont le siège social est situé 38 Rue de la liberté à SAINT-UZE (26240)

Identifiée au Registre du Commerce et des sociétés de ROMANS sous le numéro 951 735 000,

Représentée par Monsieur Philippe DEYGAS, Gérant, dûment habilité à l'effet des présentes,

en qualité de co Directrices Générales.

POUR AVIS

La Présidente

L24EJ09789

DOCTEUR CHRISTOPHE GRINFEDER  
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée à associé unique de médecin  
Au capital de 100 euros  
Porté à 112 000 euros  
Siège social : 25 rue Mably 33000 BORDEAUX  
981 289 424 RCS BORDEAUX

Par un PV en date du 01/01/2024 l'associé unique a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 111 138 euros par apports en nature et de 762 euros par apports en numéraire. En conséquence, les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés. Ancienne mention : Le capital social est fixé à cent euros (100 euros) Nouvelle mention : Le capital social est fixé à CENT DOUZE MILLE EUROS euros (112 000 euros)

L24EJ09836



**Guillaume HARPILLARD**  
AVOCAT à la Cour  
26 Rue des Rois  
33000 BORDEAUX  
05 36 06 66 70

Par AGEX du 17 janvier 2024, les associés de la SAS **BM DESIGN MENUISERIE**, capital 500 euros, RCS BORDEAUX 948 596 127 ont pris acte de la fin de ses fonctions de directeur général de Monsieur Benoît DUMAS à compter du 17 janvier 2024 et ont transféré le siège social du 7 Route de Jourdan lieu-dit Calama 33760 SAINT PIERRE DE BAT, au 1201 route de la Tour 33190 PONDAURAT. L24EJ09980

## CHATEAU GUGES 1785

SARL AU CAPITAL DE 1 137 200 EUROS  
PORTE A 560 000 EUROS  
SIEGE SOCIAL : 29 RUE DE LA CROIX  
DES GUNES - CHATEAU GUGES  
33250 CISSAC MEDOC  
823 745 294 BORDEAUX

L'AGEX réunie le 25/10/2022 a décidé de réduire le capital social de 1 137 200 euros à 577 200 euros par voie de réduction du nombre des parts. Les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis, La Gérance

L24EJ10029

## MODIFICATION GÉRANCE

Dénomination : **GARAGE ANGELINI PATRICK**.

Forme : SARL.

Capital social : 120000 euros.

## 24H/24H

PUBLICATION DE VOTRE  
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA  
NOTRE PLATEFORME WEB :

[annoncelegale.echos-judiciaires.com](https://www.annoncelegale.echos-judiciaires.com)



## CAP CUISINE

SARL au capital de 8 000 €  
Siège social : 20 Route de Bordeaux, Petit Piquey, 33950 LE GE CAP FERRET  
502 562 028 RCS BORDEAUX

## AVIS DE DISSOLUTION SANS LIQUIDATION

Le traité de fusion établi le 21/12/2023 avec la Société ESPACE INSIDE, société absorbante, SARL au capital de 100.000 €, siège social : 147 avenue d'Eysines 33100 LE BOUSCAT, 443 435 821 RCS BORDEAUX, a fait l'objet d'une publication au BODACC en date du 26/12/2023. Il n'a été formulée aucune opposition à cette fusion qui a pris effet le 31/01/2024.

La société ESPACE INSIDE, absorbante, étant propriétaire de la totalité des parts émises par la société CAP CUISINE, absorbée, depuis une date antérieure à celle du dépôt du projet de fusion au GTC de BORDEAUX, la société LGR CREON a été dissoute sans liquidation le 31/01/2024 du seul fait de la réalisation définitive de la fusion.

Pour avis, la gérance  
L24EJ09725

## DISSOLUTIONS



ACTUARIEL EXPERTISE  
Société d'expertise comptable  
Conseil en création d'entreprises  
Lormont - Tél. 05 57 54 4984  
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32  
www.actuariel-expertise.com

## DISSOLUTION

Aux termes d'une décision en date du 30 DECEMBRE 2023, l'Assemblée générale de la société PIZZARELLA, société par actions simplifiée au capital de 1500 Euros, dont le siège social est 4 Chemin de Salles, Lot B Lotissement le clos de salles 33450 SAINT-LOUBES, immatriculée 850 481 649 RCS BORDEAUX a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Enrique PÓRTILLO, demeurant 46 rue du Vigneau 33240 VAL DE VIRVEE, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 46 rue du Vigneau 33240 VAL DE VIRVEE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, le liquidateur.

L24EJ08517

## DOLLI BOX

SARL au capital de 1 000 €  
Siège social : 6 route de la mare  
33700 MERIGNAC  
RCS BORDEAUX 885 190 967

L'assemblée générale extraordinaire du 28/02/2024 a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 28/02/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur

CHAIN Jérôme, demeurant 6 route de la mare, 33390 CARTELEQUE et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce BORDEAUX.

Jérôme CHAIN  
L24EJ08749



## C2M GROUP

Société par actions simplifiée unipersonnelle en liquidation au capital de 100 €  
Siège social et de liquidation : 26 Chemin des Abbots - 33230 GUITRES  
895 169 993 RCS LIBOURNE

Par décision du 31/12/2022, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Mme Carla CARFAGNO, demeurant 26 Chemin des Abbots - 33230 GUITRES, associée unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social (adresse de correspondance et de notification). Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du TC de LIBOURNE, en annexe au RCS.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L24EJ09078



## BTPLUS

Société par Actions Simplifiée  
au capital de 8 000,00 euros  
Siège social :  
5, avenue de l'Escart  
33450 SAINT-LOUBES  
RCS BORDEAUX 897 775 631

## AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes des délibérations en date du 12 février 2024, l'Assemblée Générale des associés a décidé de la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour, et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel en conformité des dispositions statutaires et des articles L. 237-1 à L. 237-13 du Code de commerce.

Elle a nommé en qualité de liquidateur Madame Emmanuelle DUFFAUD, née le 17 septembre 1966 à BERGERAC (24100), de nationalité Française, demeurant au 29, rue Auguste Renoir à FLOIRAC (33270), et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé au 5, avenue de l'Escart - 33450 SAINT-LOUBES.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Pour avis, le Liquidateur  
L24EJ09181



## P'TIT DELICE

SAS au capital de 5 000 €  
Siège social : 43 RUE JEAN JAURES  
33250 PAULLAC  
RCS de BORDEAUX n°921 522 199

L'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/10/2023. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Mme EL HAMMOUTI Fatima, demeurant 16 Lotissement Les Gabarres, 33250 PAULLAC et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis  
le liquidateur  
L24EJ09327



Guillaume HARPILLARD  
Avocat à la Cour  
26 Rue de la Rue  
33000 BORDEAUX  
05 56 06 65 70

Par AGM du 15 décembre 2023, la société **OMBLINE DE V, SAS**, capital : 5.000 euros, siège social : 8 allée de la Pointe 33950 LE GE CAP FERRET, RCS BORDEAUX 891 314 742, a décidé de dissoudre la société par anticipation à compter du 15 décembre 2023. Il a été mis fin à la fonction de Président de Monsieur Thomas HENRY, demeurant 3 Moustelat 33890 PESSAC SUR DORDOGNE, qui a été désigné comme liquidateur. Le siège social de la liquidation a été fixé au siège social. Le dépôt des actes relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

L24EJ10090



Société d'Expertise Comptable  
Andernos - Genon - Langon - Mérignac - Portets.  
www.a3caudit.com

## ECODES

SARL Au capital de 1 000 €  
Siège social : 62, Route de Saint Caprais  
33670 SADIRAC  
500 466 941 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de cette date et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Michel COLLIN, demeurant 62, Route de Saint Caprais 33670 SADIRAC, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 62, Route de Saint Caprais 33670 SADIRAC. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L24EJ10172

## HM BUILDING

SCI au capital de 100 €  
Siège social : 4 bis chemin de la Croisière  
33550 LE TOURNE  
RCS de BORDEAUX n°883 091 001

L'Assemblée générale extraordinaire du 01/02/2024 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 01/02/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. HADI-DA Jonathan, demeurant 24 impasse des Asdeuilles, 33127 SAINT JEAN D'ILLAC et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L24EJ10189

## CLÔTURES

**GBH**, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 500 €. Siège social : 3 Lotissement le Vallon, 33240 VÉRAC, 905 353 355 RCS LIBOURNE. Par décision du 27 décembre 2023, l'associé unique, statuant au vu du rapport du liquidateur, Monsieur Damien CABOFIGUE demeurant 3 Lotissement le Vallon 33240 VÉRAC, a approuvé les comptes de liquidation au 30 septembre 2023, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation au 30 septembre 2023. Mention au RCS de LIBOURNE.

L24EJ04243



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

## LUKA

SC en liquidation  
Au capital de 100 euros  
Siège social et de liquidation : 50 Le Bourg  
33710 ST CIERS DE CANESSE  
831917976 RCS LIBOURNE

L'Assemblée Générale réunie le 02/01/2024 au 50 Le Bourg 33710 ST CIERS DE CANESSE a approuvé le compte définitif de liquidation arrêté au 31/12/2023, déchargé M. Nicolas CARVALHO demeurant 50 Le Bourg 33710 ST CIERS DE CANESSE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de LIBOURNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis, le Liquidateur  
L24EJ05650

**PERTINENS**, société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 1000 €, Siège social : 11 Avenue Carnot, 33200 BORDEAUX, 877 741 868 RCS BORDEAUX. Aux termes du PV de l'AGO du 5 décembre 2023, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport de la liquidatrice, Madame Laurie TESSIER demeurant 32 chemin des collines 33270 Bordeaux, ont approuvé les comptes de liquidation au 8 septembre 2023, donné quitus à la liquidatrice et l'ont déchargée de son mandat et ont prononcé la clôture des opérations de liquidation au 8 septembre 2023. Mention au RCS de BORDEAUX.

L24EJ05915

CRÉATEURS D'ENTREPRISES  
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS

ABONNEZ-VOUS !





**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**DES TABELLIONS**  
SCI en liquidation  
Au capital de 800 €

Siège social : 11 Rue Saint Romain -  
33540 SAUVETERRE DE GUYENNE  
Siège de liquidation : 11 Rue Saint Romain  
- 33540 SAUVETERRE DE GUYENNE  
793 852 948 RCS BORDEAUX

## AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'AGO le 15/10/2023 au 11 Rue Saint Romain 33540 SAUVETERRE DE GUYENNE a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Philippe LAVEIX de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au GTC de BORDEAUX, en annexe au RCS.

L24EJ07715



## C2M GROUP

Société par actions simplifiée en liquidation au capital de 100 €  
Siège social et de liquidation : 26 Chemin des Abbots - 33230 GUITRES  
895 169 993 RCS LIBOURNE

Par décisions du 31/12/2022, l'associée unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Mme Carla CARFAGNO, 26 Ch. des Abbots 33230 GUITRES, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du TC de LIBOURNE, en annexe au RCS et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis

Le Liquidateur

L24EJ09079

## SCI AHMITI IMMOBILIER

En liquidation au capital de 300 €  
Siège social : 2 BIS RUE DES ABBES  
COLLIN 33340 LESPARRÉ MEDOC  
RCS BORDEAUX 921 666 251

L'assemblée générale du 15/02/2024 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 15/02/2024.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce BORDEAUX.

AHMITI NOUREDDINE

L24EJ09104

## AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 12 décembre 2023 de la société civile immobilière dénommée **BARON EST**, au capital de 4.573.47€, dont le siège social est 62 Avenue de L'Épinette 33500 LIBOURNE, immatriculée au RCS de LIBOURNE sous le n° SIREN 350217048, les associés ont approuvés les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Madame Odette BESSE épouse de Monsieur Jacques Pierre BARSE demeurant

19 Route de Saint-Vivien 33590 VENSAC, et prononcé la clôture de liquidation de la société à compter du 12 Décembre 2023.

La société sera radiée au Registre du Commerce et des Sociétés de LIBOURNE.

Pour avis, Maître Caroline MARLIN PE-REIRA GASPAR Notaire

L24EJ09951



**DISTRI Avenir** Société en nom collectif en liquidation Au capital de 11 100 euros Siège social : 4 avenue Jean Jaurès 33600 PESSAC Siège de liquidation : 19 chemin de Berri, 33160 ST MEDARD EN JALLES 488 983 818 RCS BORDEAUX L'Assemblée Générale réunie le 22/01/2024 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Lynda POUVREAU, demeurant 19 chemin de Berri, 33160 ST MEDARD EN JALLES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, Le Liquidateur

L24EJ09953

**MB SASU** au capital de 1000 € Siège social : 49 chemin de la gare 33480 AVENSAN RCS BORDEAUX 520129214 Par décision de l'associé Unique du 31/01/2024 il a été décidé : d'approuver les comptes définitifs de la liquidation; de donner quitus au liquidateur, Mme BOUCHON Maryse demeurant 49 chemin de la gare 33480 AVENSAN pour sa gestion et décharge de son mandat; de prononcer la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2023. Radiation au RCS de BORDEAUX.

L24EJ09955

## SOCIÉTÉ CIVILE DE MOYENS LONGCHAMPS

En liquidation au capital de 500 €  
Siège social : 30 rue CLAUDE BERNARD  
33200 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX 750 561 656

L'assemblée générale extraordinaire du 30/04/2023 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 30/04/2023.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce BORDEAUX.

BREHIER LEGERON

L24EJ09987

## CLÔTURE DE LIQUIDATION

**Cdt.**, SAS en liquidation, capital de 1000 €. Siège social : 120 rue QUINTIN, 33000 BORDEAUX Siège de liquidation : 60 Allée Moulin d'Augey, 33650 LA BREDE, RCS BORDEAUX 890 520 463. Aux termes d'une décision en date du 6 février 2024 au 60 Allée Moulin d'Augey 33650 LA BREDE, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Thomas RIBERA, demeurant 60 Allée Moulin d'Augey 33650 LA BREDE, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre. Pour avis. Le Liquidateur

L24EJ10027



## BTPLUS

Société par Actions Simplifiée au capital de 8 000,00 euros  
Siège social : 5, avenue de l'Escart - 33450 SAINT-LOUBES  
Siège de la liquidation : 5, avenue de l'Escart - 33450 SAINT-LOUBES  
RCS BORDEAUX 897 775 631

## AVIS DE LIQUIDATION

Suivant délibérations en date du 12/02/2024, l'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport de Madame Emmanuelle DUFFAUD, Liquidateur, née le 17 septembre 1966 à BERGERAC (24100), de nationalité Française, demeurant au 29, rue Auguste Renoir à FLOIRAC (33270), a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Pour avis, le Liquidateur,

L24EJ10033

## FONDS DE COMMERCE



**Yves MOUNIER**  
Avocat à la Cour  
6 bis, rue de la Croix de  
Seguey 33000 BORDEAUX  
Tél : 05.56.52.74.60

SARL SAMPÀ

## CESSION FONDS DE COMMERCE

Suivant acte SSP en date à Bordeaux des 6 et 7 février 2024 enregistré au service des impôts de Bordeaux le 8 février 2024, dossier 2024 00005991, réf. 3304P61 2024 A 00831.

La Société SAMPÀ, SARL au capital de 1 000 €, dont le siège social est sis 12 Avenue Léonard de Vinci, 33600 PESSAC, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le n° 519 198 568, représentée aux présentes par la SELARL EKIP, Mandataire Judiciaire auprès des Tribunaux de la Cour d'Appel de BORDEAUX, élisant domicile en son étude sise 2 rue de Caudéran, CS 41176, 33001 BORDEAUX CEDEX

Agissant es qualité de Mandataire Judiciaire de la liquidation judiciaire de la SARL SAMPÀ dans le cadre des dispositions de l'article L 644-2 du Code de Commerce, nommée à cette fonction par jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Bordeaux le 27 septembre 2023, A CEDE A

Monsieur Shant KASSAR, né le 04/01/1985 à Alep (SYRIE), de nationalité syrienne, et Madame Marlène KESHISHIAN KORDI, née le 23/10/1989 à Téhéran (IRAN), de nationalité française, demeurant ensemble 2 rue Cora MORTON, 33290 BLANQUEFORT.

La société HLG, SAS au capital de 181 320 €, dont le siège social est situé 52 rue Fragonard, 33520 BRUGES, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le n° 913 940 607, représentée par M. Shant KASSAR, en sa qualité de Président.

La Société LETTUCE GARDEN, SARL au capital de 1 000 €, dont le siège social est sis 90 avenue des 40 journaux, 33300 BORDEAUX, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le n° 879 407 336, représentée par M. Shant KASSAR et Mme Marlène KESHISHIAN KORDI, en leur qualité de Gérants,

Agissant tant à titre personnel que pour le compte de la société LGP, SARL en cours de constitution, dont le siège social sera situé 2 rue Cora Morton, 33290 BLANQUEFORT

LES ELEMENTS D'UN FONDS DE COMMERCE de restauration rapide sur place et à emporter, sis 12 Avenue Léonard de Vinci, 33600 PESSAC, moyennant le prix de TRENTE DEUX MILLE EUROS (32 000 €) s'appliquant comme suit :

aux éléments incorporels, pour la somme de 19 000 €

aux éléments corporels, pour la somme de 12 000 €

au stock en sus, pour la somme de 1 000 €

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 15 janvier 2024.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales, et toutes les correspondances, à la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran CS 41176 33001 BORDEAUX CEDEX

Pour avis

L24EJ09050

## AVIS DE CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Au terme d'un acte sous signature privée en date du 14 décembre 2023, enregistré au Service de l'enregistrement de Bordeaux le 31 janvier 2024 (références 3304P61 2024A00691), la SAS **LA GRANDE MAREE**, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 409457694, ayant son siège social 14 cours de l'Intendance, 33000 BORDEAUX, représentée par sa Présidente la SAS PH-CONSULTING, elle-même représentée par son Président Monsieur Patrick HENRY, a cédé à la SAS **ARCILIA DETAIL**, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 982 173 361, ayant son siège social Criée d'Archacon, Case B, Quai du Capitaine Allègre, 33120 ARCHACON, représentée par son président Monsieur Patrick GOYER, un **fonds de commerce de poissonnerie situé 101 avenue du Périgord - 33370 YVRAC**, au prix d'1 190 000 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 900 000 €, et aux éléments corporels pour 290 000 €.

Entrée en jouissance au 14 décembre 2023.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales au siège social de la SAS ARCILIA DETAIL, où il a été fait à cette fin élection de domicile.

L24EJ09590

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé du 15 février 2024 à Bordeaux enregistré le 19 février 2024 au service des impôts de Bordeaux dossier 20240007236, réf. 3304P61 2024 A1067, la SARL **MLK**, capital 1000€, siège social 74 Cours Portal 33000 BORDEAUX, RCS BORDEAUX 522 332 477 a cédé à la SARL **PAN PAN**, capital 5000€, siège social 74 Cours Portal 33000 BORDEAUX, RCS BORDEAUX 983 511 742, son **fonds de commerce de restaurant, sandwicherie, restauration à emporter, fabrication de plats qu'elle exploitait au 74 Cours Portal 33000 BORDEAUX**. Cette vente a été consentie au prix de 58000€ ventilé à hauteur de 51500€ pour les éléments incorporels et 6500€ pour les éléments corporels, avec entrée en jouissance au 15 février 2024. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les formes légales dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, et toutes les correspondances, à Maître Maylis BROUAT demeurant 68 Cours de Verdun 33000 BORDEAUX.

Pour avis.

L24EJ09954

## SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

socié à BORDEAUX (Gironde), 1, Cours Georges Clémenceau, le 8 février 2024, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès de Me Stéphane COSTE, notaire à BORDEAUX, 1, Cours Georges Clémenceau, chargé du règlement de la succession, référence : 33014, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament, soit à compter du 14 février 2024.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ09128

Ayant conclu avec Madame France Claude BETILLE un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, le 8 avril 2013, enregistré au greffe du Tribunal Judiciaire d'ARCACHON le 8 avril 2013.

Décédé à GUJAN-MESTRAS (33470), le 30 janvier 2024.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Guillaume MOGA, Notaire membre de la Société à Responsabilité Limitée «Office Notarial B'A» à la résidence d'ARCACHON (Gironde), 14, Boulevard Général Leclerc, le 20 février 2024.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Guillaume MOGA, notaire à ARCACHON, référence CRPCEN : 33059, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ10281

## RECTIFICATIFS

**AZ BATI SASU** au capital de 1 000 €  
Siège social : 7 allée Jean Metayet, 7 allée Jean Metayet 33290 PAREMPUYRE RCS BORDEAUX Rectificatif de l'annonce parue sous le n°L240002852 dans l'édition du 12/02/2024. Il fallait lire : - A changer la date par 12/01/2024 - A enlever : le sigle AZ BATI - A enlever les lignes concernant les 3 points: Sigle Directeur général Admission aux assemblées et droits de votes ZIED ALIBI

L24EJ08915



MAITRE Luc Ambroise  
VINCENS de TAPOL,  
NOTAIRE  
ETUDE VINCENS de TAPOL,  
LEBLOND et JOUANDET  
notaires associés

## AVIS DE DEPOT DE TESTAMENT

Par testament olographe du 10 octobre 2012, **Monsieur Alban MAGNEN**, né à BERSON, le 13 février 1925, demeurant à PESSAC (33600), EHPAD Le Jardin des Provinces, 33 rue Sarah Bernhardt, veuf de Madame Marguerite Janine MILLON, décédé à PESSAC, le 24 septembre 2023, a institué un ou plusieurs légataires universels. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Me Luc Ambroise VINCENS de TAPOL, notaire à PESSAC (33600), 74, avenue Pasteur, notaire chargé du règlement de la succession.

Les oppositions sont à former en l'étude de Me Luc Ambroise VINCENS de TAPOL, notaire à PESSAC (33600), 74, avenue Pasteur, notaire chargé du règlement de la succession.

L24EJ10221



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

Additif à l'annonce L24EJ07923 du 16/02/2024 concernant la société **LA TORTUE DE FEURS**, il convient d'ajouter : Sigle : T.D.F.

L24EJ09214

Rectificatif à l'annonce parue le «16/02/2024», concernant la société «**A'GIL**», il a lieu de lire : 33000 Bordeaux et immatriculation au RCS Bordeaux

Pour avis.

L24EJ09360

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

OUVRETURE D'UNE PROCEDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 13 février 2024)

**Société coopérative de production par actions simplifiée BAM**, 18 Rue des Maraîchers, Résidence Green Station, appartement 21, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 814 634 135. Design, conseil, recherche. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 novembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585428

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Me Valérie LE-BRIAT, Notaire à BORDEAUX (33000), 1, Cours Georges Clémenceau, le 13 février 2024, enregistré au SDE DE BORDEAUX, le 14 février 2024, dossier 2024 7004, référence 2024 N 725, a été cédé un fonds de commerce par :

La Société dénommée **SASU ZAL**, dont le siège est à LE TAILLAN-MEDOC (33320) 14 rue de la Liberté, identifiée au SIREN sous le numéro 884935800 et immatriculée au RCS de BORDEAUX.

A :

La Société dénommée **SARL DU QUARTIER**, dont le siège est à LE BOUSCAT (33110) 10 rue Edmond Rostand, identifiée au SIREN sous le numéro 478434806 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

Désignation du fonds : fonds de commerce de restauration traditionnelle, traiteur, vente à emporter sis à LE TAILLAN MEDOC (33320), 14 rue de la Liberté, connu sous le nom commercial RESTAURANT ZAL.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CENT TRENTE MILLE EUROS (130 000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour CENT QUATORZE MILLE SIX CENT QUATRE EUROS (114.604,00 EUR),

- au matériel pour QUINZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-SEIZE EUROS (15.396,00 EUR)

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ10236

## REGIMES MATRIMONIAUX

## CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Edouard BENTEJAC, à BORDEAUX (Gironde) CRPCEN 33015, 23 Avenue du Jeu de Paume le 20 février 2024, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Hubert Bertrand **LATOUR**, gestionnaire de copropriété, et Madame Laure Corinne **PRUDENT-TOMAS**, mandataire judiciaire à la protection des majeurs, demeurant ensemble à BORDEAUX (33000) 4 rue de la Chapelle St Jean.

Monsieur est né à BORDEAUX (33000) le 20 octobre 1967,

Madame est née à BORDEAUX (33000) le 2 décembre 1969.

Mariés à la mairie de ASQUES (33240) le 11 juillet 1997 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-René LATOUR, notaire à PERIGUEUX (24000), le 11 juillet 1997.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion - Me Edouard BENTEJAC

L24EJ10227

ABONNEZ VOUS



## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 24 août 2022,

**Madame Pierrette LASSÉVILLE**, en son vivant retraitée agricole, demeurant à PRECHAC (33730) 3 rue de la Victoire EHPAD.

Née à CAZALIS (33113), le 26 janvier 1937.

Veuve de Monsieur Jean Michel PE-BAYLE et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Décédée à LANGON (33210) (FRANCE), le 24 janvier 2024.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Clément DUBOST, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « DUBOST NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à LANGON (Gironde), 53, Cours Sadi Carnot, le 15 février 2024, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Clément DUBOST, notaire à LANGON 53 cours Sadi Carnot, référence CRPCEN : 33136, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ09089



OFFICE NOTARIAL GAMBETTA-CLEMENCEAU  
ETUDE DE MAITRES  
STEPHANE COSTE ET VALERIE LEBRIAT,  
NOTAIRES ASSOCIES A BORDEAUX (GIRONDE),  
1, COURS GEORGES CLEMENCEAU.

## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 11 avril 2014,

**Madame Chantal Armande REILLA**, en son vivant retraitée, demeurant à LE BOUSCAT (33110) 3 rue Paul Claudel. Née à BORDEAUX (33200), le 18 avril 1951. Divorcée de Monsieur Bernard TAGINI, suivant jugement rendu par le tribunal judiciaire de BORDEAUX (33000) le 11 octobre 1977. Décédée à BORDEAUX (33000) (FRANCE), le 5 janvier 2024 a consenti un legs universel.

Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Stéphane COSTE, notaire as-



Etude de Maîtres Philippe JEAN, Johanne DELEGLISE, Guillaume MOGA et Joséphine BLANCHARD-MOGA  
Notaires associés à ARCACHON (Gironde)  
14 Boulevard Général Leclerc.

## DEPOT DE TESTAMENT - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 9 mars 2004,

**Monsieur Jean Robert BUCAU**, en son vivant retraité, demeurant à GUJAN-MESTRAS (33470) 34 Bis rue Dejean Castaing.

Né à LIBOURNE (33500), le 31 mai 1934.

**SARL ETABLISSEMENTS FRANCOIS**, 10 Avenue des Landes, 33680 Lacanau, RCS BORDEAUX 423 182 278. Vente en gros et demi-gros de boissons, produits Alimentaires et annexes. achat, vente, transformation et commerce sous toutes formes du bois. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585405

**SARL AU P'TIT MARCHÉ**, 7 Bis Bourg de Caillau, 33750 Beychac-Et-Caillau, RCS BORDEAUX 812 115 483. Commerce alimentaire et non alimentaire non réglementé, restauration à emporter sans vente d'alcool. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 24 décembre 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585408

**SARL LeT TENNIS**, 21 Avenue Gay Lussac, Local 7, 33370 Artigues-Près-Bordeaux, RCS BORDEAUX 823 192 216. Commercialisation de produits sportifs et dérivés. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 22 janvier 2024, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585411

**SAS TARCAF**, 42 Rue du Bocage, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 842 170 789. Activité commerciale de vente d'objets de décoration, prêt-à-porter, conseil en décoration, prise à bail commercial, acquisition de biens et droits immobiliers, acquisition de bail commercial, emprunt. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 22 janvier 2024, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585416

**SARL RMG**, 370 Avenue de l'Aérodrome, 33260 La Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 900 518 788. La vente, l'achat, la location et le commerce en ligne et en magasin de véhicules neufs ou d'occasion. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 décembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585422

(Jugement du 14 février 2024)

**SARL K M S KELVIN MEASUR SYSTEM**, 5 Rue Belvédère, 33270 Floirac, RCS BORDEAUX 409 578 978. Fabrication d'instrumentation scientifique et technique, commercialisation de matériels industriels. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 24 février 2022, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685124

**ENGIN Sam**, 17 Rue du Mal Lattre de Tassigny, 33530 Bassens. Non Communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 10 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685233

**HORNECH Richard**, Chemin du Puy du Luc, Mathyadeux Nord, 33320 le Tailan-Médoc, RCS BORDEAUX 491 175 477. Elagage, Exploitation Forestière Et Vente De Bois, Elevage De Poules Pondeuses Et Vente D'Oeufs. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 9 novembre 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685155

**SAS ADYWEST**, 2 Chemin de Monfaucon, 33127 Martignas-Sur-Jalle, RCS BORDEAUX 828 632 794. En France et dans tous pays : la fabrication, le découpage, le pliage, la soudure des métaux en feuille, la fabrication et le négoce de produits métallurgiques et sidérurgiques destinés à l'industrie et au commerce, la fabrication et le négoce des produits de protection de chantier, le négoce des couvertures et Bardages métalliques, sous toitures, planchers et autres destinés au bâtiment, à l'industrie et autres, y compris les accessoires, et la réalisation de toutes prestations de pose de produits destinés à l'habillage de tous bâtiments, la fabrication, le découpage, le pliage, la soudure des métaux en feuille. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 août 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685165

**SARL LOGIREA**, 29d Rue du Breteil, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 839 581 709. Travaux en fourniture et pose de Menuiseries intérieures-extérieures, bois, Pvc, métalliques, dont Pergolas et portails, et, par prolongation, tous travaux connexes et accessoires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2024, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685169

**SAS F-ELLE IMMO**, 24 Cours de Verdun, 33470 Gujan-Mestras, RCS BORDEAUX 841 952 500. Transactions immobilières et fonds de commerce, gestion immobilière, location, toutes ventes et prestations se rapportant à l'objet social. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 janvier 2024, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685172

**SARL E-MOH**, 26 Rue de la Côte d'Argent, 33990 Hourtin, RCS BORDEAUX 792 086 597. Agence immobilière. transactions immobilières. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à

adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685188

**SAS L'INSTANT DE SAINT SEURIN**, 3 Square du Maquis des Vignes Ou, 33180 Saint-Seurin-De-Cadourne, RCS BORDEAUX 884 778 473. Restauration, brasserie, traiteur, bar, ventes à emporter de produits alimentaires, salon de thé, hôtel. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685194

**SAS HYDRAU LOC TP 33**, 3 Chemin de la Palombe, 33460 Labarde, RCS BORDEAUX 892 109 968. Location d'engins avec opérateur pour la construction l'acquisition et ou la location de tout type de matériel se rapportant à l'activité du bâtiment ou des travaux publics en général la maîtrise d'oeuvre suivi de chantiers la réalisation de tous travaux publics ou autres. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 20 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685206

**SARL HESSI**, 35 Rue Pasteur, 33200 Bordeaux, RCS BORDEAUX 898 927 215. Vente de textile. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 5 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685214

**SAS ARTIBAT33**, 35 Rue Pauly, 33130 Bègles, RCS BORDEAUX 900 205 873. Entreprise générale du bâtiment. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 2 mai 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685217

**SAS RPRH**, 61 Rue Camille Pelletan, Émeraude 2, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 921 171 112. Délégation de personnel intérimaire et activité de placement. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 janvier 2024, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685226

**CORETTI Gaïa**, 17 Rue du Cancera, 33000 Bordeaux. Conseil En Relations Publiques Et Communication. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685229

**GAYON Franck**, 161 le Grand Gartieu, 33340 Lesparre Médoc. Travaux De Terrassement. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 avril 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685231

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 13 février 2024)

**SARL IMPRIMERIE RENE SAMMARCELLI**, 12 Allée des Pins, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 457 206 126. Imprimerie, typographie, reliure. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 16 janvier 2024 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585396

**SARL SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE POLYCORN**, Lieu-Dit Destis, 33124 Aillas, RCS BORDEAUX 401 274 477. Exploitation propriété et administration de biens agricoles, vente et transformations de produits agricoles. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 26 septembre 2023 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585402

**SARL MAISON M**, 2287 Avenue de Bordeaux, 33127 Saint-Jean-D'illac, RCS BORDEAUX 920 221 587. La fabrication et la vente de produits de boulangerie, pâtisserie, viennoiserie, confiserie, chocolaterie, glaces, sandwiches, traiteur. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 28 octobre 2023 désignant mandataire judiciaire Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585425

(Jugement du 14 février 2024)

**SAS SBA CONSTRUCTIONS**, 8 Rue Pierre Georges Latacoere, Boite N°7, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 437 488 182. Travaux de maçonnerie générale, peinture revêtements intérieurs et extérieurs travaux du bâtiment, prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles sous quelques formes que ce soit, notamment par souscription ou acquisition de toutes valeurs mobilières, parts d'intérêts ou autres droits sociaux ; gestion par voie d'achat, échanges, ventes de Ces intérêts et participations. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 30 septembre 2023 désignant administrateur SELAS Arva Administrateurs Judiciaires Associés 6 Rue d'Enghien 33000 Bordeaux avec les pouvoirs : assistance, mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685131

**SARL ZELMA II**, 53 Avenue du Docteur Schinazi, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 442 977 427. Non communiquée. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 25 janvier 2024 désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685134

**SARL FRANQUET-GRAND-POUJEAUX**, 21 Rue d'Aquitaine, 33990 Hourtin, RCS BORDEAUX 443 781 117. Administration ; exploitation et la mise en valeur de propriétés agricoles, Viticoles et forestières, prises en bail.transformation des produits de exploitation en particulier la production de vins. transformation de productions agricoles et Viticoles issues d'achats extérieurs aux propriétés exploitées. exploitation d'une propriété viticole à Moulis. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 18 mai 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685137

**SARL HALLE DE LA VIANDE**, 91 Avenue de Césarée, 33470 Gujan-Mestras, RCS BORDEAUX 511 298 358. Vente de boucherie charcuterie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 28 novembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685141

**SARL CAP-ALLIANCES**, 5 Platon, 33760 Bellefond, RCS BORDEAUX 537 984 338. Prises de participations dans toutes sociétés françaises ou étrangères. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 novembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685144

**SARL VOILE DE COTON**, Zone Industrielle de Berlinlan, 6 Avenue de Berlinlan, 33160 Saint-Médard-En-Jalles, RCS BORDEAUX 789 457 439. Achat-vente de tissus au mètre, de tous articles textile et de mercerie et accessoires. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 13 octobre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685147

**SAS B.E.C ENVIRONNEMENT (B.E.C.E)**, 5 Avenue Gustave Eiffel, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 811 629 856. Coordinateur de travaux, maîtrise d'œuvre dans le bâtiment, contractant général en construction et en rénovation de bâtiment et habitation, études et conseils en amélioration énergétique et environnemental. achat, vente, négoce de produits, matériels et matériaux. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 14 septembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire

judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685151

**SAS IMMO POP SAS**, 2 Allée Guillaumot, 33650 la Brède, RCS BORDEAUX 820 359 727. Création d'une plateforme numérique en immobilier, transaction, évaluation, gestion locative, location. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 30 décembre 2023 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685159

**SAS Team Concept Consulting**, 213 Avenue Marcel Dassault, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 820 778 819. Développement, formation et animation d'un réseau de mandataires indépendants en tant qu'intermédiaire de commerce. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 décembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685162

**SAS SPLASH'33**, 11 Allée Jean Benier, Zone Artisanale la Palu de Bert Est, 33780 Soulac-Sur-Mer, RCS BORDEAUX 848 734 976. Vente de produits de piscine, vente et pose de spas et accessoires, piscine coque, piscine hors sol, abris de jardin et mobilier extérieur, saunas, construction de local technique, rénovation, entretien, dépannage et location de spas et d'équipement de piscine. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 4 décembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685175

**SAS TMA - TRANSPORT DE MARCHANDISES AQUITAINE**, 8 Rue du Professeur Lavignolle, Miniparc Bâtiment 3, Bordeaux Cedex, 33049 Bordeaux Cedex, RCS BORDEAUX 849 724 737. Transport public routier de marchandises au moyen exclusivement de véhicules n'excédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes ; déménagement. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685181

**SAS FDB PORTAGE**, 31 Rue Thomas Edison, Bâtiment a, 33610 Canéjan, RCS BORDEAUX 851 237 693. La conduite de véhicules de transport avec chauffeur le portage Entrepreneurial ainsi que l'aide à la gestion administrative et mercatique pour les professionnels. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 2 janvier 2024 désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685184

**SAS THE GALLERY**, 50 Avenue des Vagues, 33930 Vendays-Montalivet, RCS BORDEAUX 882 645 088. Exploitation d'un restaurant sur place et vente à emporter, vente d'articles divers non réglementés. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 décembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685191

**SAS PH 68**, 6 Allée Mansart, 33470 Gujan-Mestras, RCS BORDEAUX 889 810 974. L'activité de traiteur sur place et à domicile, transformation sur place, livraison, cuisson, conserverie, épicerie, fine. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 28 novembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685200

**SAS GROUPE ABSO BOIS**, 182 Allée des Lilas, Zone Artisanale Laroche, 33140 Cadajauc, RCS BORDEAUX 893 718 809. Holding animatrice ; management industriel, le conseil aux entreprises, toutes prestations commerciales, de services, de logistique, de communication et de gestion. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 22 janvier 2024 désignant administrateur Selarl Fhb 76 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux mandataire judiciaire SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685209

**SARL MK MOTORS 33**, 158 Avenue du Médoc, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 913 969 499. Entretien réparation remise en état mécanique vente de pièces détachées tous véhicules. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 5 juillet 2023 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri -Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685223

**SAS COMPAGNIE FONCIERE BORDELAISE**, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 421 328 121. Agence immobilière, marchand de biens ,holding. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 novembre 2023 désignant administrateur la SCP CBF & ASSOCIÉS 58 rue Saint Genès 33000, BORDEAUX, prise en la personne de Maître Christian CAVIGLIOLI et la SELARL AJASSOCIÉS, 90 Bd Flandrin, 75116 Paris prise en la personne de Maître Franck MICHEL avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire la Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP 2 rue de Caudéran BP 20709 33007 BORDEAUX CEDEX Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560685128

MODIFICATION DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS

(Jugement du 13 février 2024)

**SARL G D INDUSTRIE**, Zone Industrielle du Bec d'Ambès, 33810 Ambès, RCS BORDEAUX 339 543 530. Commercialisation et Fabrication de matériel agro alimentaire et industriel. Jugement modifiant la date de cessation des paiements au 31 décembre 2019.

13302560585399

PLAN DE REDRESSEMENT

(Jugement du 14 février 2024)

**SARL CORDOUAN PLAISANCE SERVICES (ANCIENNEMENT LUTARD NAUTIC)**, 1 Quai Vertical de Port Bloc, 33123 le Verdon-Sur-Mer, RCS BORDEAUX 901 345 686. Réparations, constructions, aménagements de bateaux de plaisance à voile et à moteur, rigides ou gonflables. vente de bateaux et d'accessoires, maintenance, conciergerie, manutention, levage, stockage à sec, stationnement à flot pour tout types de bateaux. Jugement arrêtant le plan de redressement, durée du plan 10 ans nomme Commissaire à l'exécution du plan SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux.

13302560685220

JUGEMENT PRONONÇANT LA RÉSOLUTION DU PLAN DE SAUVEGARDE ET LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 13 février 2024)

**SARL BROCOLALIE**, 36 Avenue de l'Aquitaine, Centre Commercial Grand Tour, 33560 Sainte-Eulalie, RCS BORDEAUX 898 404 439. Exploitation d'un détail de commerce de surgelés sous l'enseigne Ecomiam. Jugement prononçant la résolution du plan de sauvegarde et la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 9 janvier 2024 et désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302560585419

CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 14 février 2024)

**SAS LA GRANDE CALECHE D'OR**, Zone Artisanale Landegrand, 33290 Parempuyre, RCS BORDEAUX 849 911 508. Restaurant, traiteur, glacier ; à titre accessoire, Evènementiel, soirée et repas d'affaires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302560685178

**SAS YAB BAT**, 5 Rue de Condé, 33081 Bordeaux Cedex, RCS BORDEAUX 885 119 552. Travaux du bâtiment , maçonnerie générale. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux.

13302560685197

**SARL 2BNET**, 18 Avenue de la Somme, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 890 105 562. Nettoyage et désinfection de bâtiment pour particulier et professionnel - services associés au nettoyage, tonte de jardins, lavage de vitres, enlèvement d'embrans, petit bricolage. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302560685203

(Jugement du 12 janvier 2024)

**SAS GAPALYS**, 140 Route de Grimaud, 33670 La Sauve, RCS BORDEAUX 788 857 746. Primeurs, vente de fruits et légumes. Jugement prononçant la clôture pour insuffisance d'actif en date du : 15/01/2024.

13302560542740

(Jugement du 14 février 2024)

**SARL SCM Consultings**, 15 Avenue Charles de Gaulle, 33120 Arcachon, RCS BORDEAUX 794 311 134. Consulting, recherche et développement. mise en place des outils commerciaux, marketing et communication de produits hospitaliers et pharmaceutiques. Jugement prononçant la clôture pour insuffisance d'actif en date du : 16/01/2024.

13302560556742

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOBIGNY

MODIFICATION DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS

(Jugement du 10 janvier 2024)

**SARL S.M. BORDEAUX**, 49/51 Rue Émile Zola, 93100 Montreuil, RCS BOBIGNY 387 533 128. Prêt à porter et accessoires. Jugement du tribunal de commerce de Bobigny en date du 10 janvier 2024 reporte la date de cessation des paiements au : 30 septembre 2022.

13302560542344

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE CARCASSONNE

JUGEMENT ARRÊTANT LE PLAN DE SAUVEGARDE

(Jugement du 17 janvier 2024)

**SA SERCLIM - SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS CLIMATIQUES**, 431 Route de Narbonne, 11000 Carcassonne, RCS CARCASSONNE 380 481 531. Installation et entretien de chauffage, de climatisation, d'électricité et de plomberie - entreprise générale du bâtiment. conception et dépôt de tous brevets, licences, dessins et modèles et toutes marques, et plus généralement tous Procédés et techniques ayant un rapport direct ou indirect avec l'objet social. Jugement du tribunal de commerce de Carcassonne en date du 17 Janvier 2024 arrêtant le plan de sauvegarde, durée du plan 9 ANS nommant Commissaire à l'exécution du plan Selarl Pierre Henri Frontil Représentée Par Me Pierre-Henri Frontil 2, place Victor Basch - 11000 Carcassonne.

13302560560824

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE DAX

CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 17 janvier 2024)

**SARL TRADE OFFICE (Viveros Domingo)**, 120 Avenue Georges Clémenceau, 40100 Dax, RCS DAX 794 988 907. Vente alimentaire, coquillages, vins, boissons, végétaux, bazar. Jugement du tribunal de commerce de Dax en date du 17 Janvier 2024 prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selas Guérin Et Associées En La Personne De Me Hélène Branchu Bord 2, rue du 49<sup>ème</sup> Ri - BP 8278 - 64182 Bayonne - et mettant fin à la mission de l'administrateur.

13302560554455

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE GRENOBLE

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 22 janvier 2024)

**SARL AC 030**, 22 Avenue Lionel Terray, Zac des Gaulnes, 69330 Jonage, RCS LYON 802 574 210. Mise à disposition temporaire de toutes personnes physiques ou morales, de personnel de toutes professions, de toutes catégories et de toutes qualifications. Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 22/01/2024 ouvrant la procédure de redressement judiciaire. Mandataire judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan, Administrateur judiciaire : SELARL FHBX prise en les personnes de Me FORT et Me COUTURIER 24 rue Childebert 69002 Lyon mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion La SELARL ANASTA, prise en la personne de Maître Marc CHAPON 1 place Firmin Gautier 38000 Grenoble mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion SELARL ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES PARTENAIRES - AJP- représentée par Me Ludvine SAPIN immeuble le corraline 10 rue d'Arménie 38000 Grenoble mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion. Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

13302560558247

**SAS AC110**, 8 Avenue Bertrand Barere, 65000 Tarbes, RCS TARBES 834 134 082. Mise à disposition temporaire de toutes personnes physiques ou morales de personnel de toutes professions, toutes catégories et de toutes qualifications. Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 22/01/2024 ouvrant la procédure de redressement judiciaire. Mandataire judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan, Administrateur judiciaire : SELARL FHBX prise en les personnes de Me FORT et Me COUTURIER 24 rue Childebert 69002 Lyon mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion La SELARL ANASTA, prise en la personne de Maître Marc CHAPON 1 place Firmin Gautier 38000 Grenoble mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion SELARL ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES PARTENAIRES - AJP - représentée par Me Ludvine SAPIN immeuble le corraline 10 rue d'Arménie 38000 Grenoble mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion. Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

13302560559623

AUTRE JUGEMENT PRONONÇANT

(Jugement du 31 janvier 2024)

**SAS AC220**, 115 Rue Joséphine, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 880 024 559. La mise à disposition temporaire de toutes personnes physiques ou morales, de personnel de toutes professions, toutes catégories et de toutes qualifications, activité de placement par la fourniture de services visant à rapprocher offres et demandes d'emploi, la détermination des besoins en personnel et la définition de poste, la recherche et la sélection de personnel, l'insertion, la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi ainsi que les l'élaboration de bilan de compétence. Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 31/01/2024 prononçant la Liquidation judiciaire immédiate - Liquidateur judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble - Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

13302560568994

**SAS AC190**, 4 Rue de la Gare, 33380 Biganos, RCS BORDEAUX 879 850 352. La mise à disposition temporaire de toutes personnes physiques ou morales, de personnel de toutes professions, toutes catégories et de toutes qualifications, activité de placement par la fourniture de services visant à rapprocher offres et demandes d'emploi, la détermination des besoins en personnel et la définition de poste, la recherche et la sélection de personnel, l'insertion, la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi ainsi que l'élaboration de bilan de compétence. Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 31/01/2024 prononçant la Liquidation judiciaire immédiate - Liquidateur judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan - Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

13302560569377

**SARL NRH 31**, 60 Rue Benjamin Baillaud, Carré Wilson, 31500 Toulouse, RCS TOULOUSE 802 494 807. Recherche et sélection de personnel, détermination des besoins en personnel, définition de poste, assistance à la rédaction de curriculum vitae, élaboration de bilan de compétence, reconversion de personnel, formation, ingénierie de formation, gestion ressources humaines. Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 31/01/2024 prononçant la Liquidation judiciaire immédiate - Liquidateur judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan - Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

13302560570716

**SARL NRH030**, 9 Cours d'Alsace et Lorraine, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 847 796 075. La mise à disposition temporaire de toutes personnes physiques ou morales de personnel de toutes professions, toutes catégories et de toutes qualifications. Jugement du Tribunal de Commerce de Grenoble en date du 31/01/2024 prononçant la Liquidation judiciaire immédiate - Liquidateur judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan - Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

teur judiciaire : SELARL BERTHELOT & ASSOCIES, prise en les personnes de Me BERTHELOT et Me MASSELON 16 rue Général Mangin 38100 Grenoble, Maître ROUMEZI Christophe 9 bis rue de New York 38000 Grenoble, Maître SERRANO Philippe 61 boulevard des Alpes 38240 Meylan - Date de cessation des paiements : 31/08/2023.

13302560571785

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SAS OSMETIK**, 708 Chemin de Chalay, 69380 Chasselay, RCS LYON 900 721 820. Vente de produits diététiques, cosmétiques, d'hygiène et d'entretien de la maison, de parapharmacie et animation d'ateliers. Jugement du Tribunal de Commerce de Lyon en date du 30/01/2024 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302560573602

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE

CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 08 février 2024)

**SAS MINELLI SAS**, 30 Avenue du Château de Jouques, les Espaces de la Sainte-Baume, 13420 Gémenos, RCS MARSEILLE 413 157 306. Vente au détail sur entrepôt ou magasin de tous articles de textiles vêtements et accessoires d'habillement. Jugement du tribunal de commerce de Marseille en date du 8 février 2024 a prononcé la liquidation judiciaire, sous le numéro 2023J00803 désigne liquidateur SCP J.P Louis & A.Lageat, Mandat Conduit Par Me J.P Louis 30 Rue Cours Lieutaud 13001 Marseille et Me Jean-Charles HIDOUX 64 Rue Montgrand 13006 MARSEILLE.

13302560845939



POUR RECEVOIR  
LE SERVICE REGULIER DE  
NOTRE JOURNAL

**ABONNEZ-VOUS !**

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANCY

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 06 février 2024)

**SAS ETD CONSULTATION**, 11 Rue d'Amsterdam, 54500 Vandoeuvre-Les-Nancy, RCS NANCY 754 022 051. Conseil en gestion commerciale, location d'un parc de matériel professionnel à usage chirurgical dentaire et Implantaire, centrale d'achat de matériels. Jugement du tribunal de commerce de Nancy prononçant en date du 06 Février 2024 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 06 Août 2022, désignant mandataire judiciaire SCP Pierre BRUART prise en la personne de Me Pierre BRUART 161, rue André Bisiaux - ZAC Solvay, Plateau de Haye - 54320 Maxéville. 13302560845198

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 11 janvier 2024)

**SARL SECURITIM**, 17-19 Rue Jeanne Braconnier, 92360 Meudon la Forêt, RCS NANTERRE 803 903 913. Surveillance humaine ou la surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ou le gardiennage de biens meubles ou immeubles ainsi que la sécurité des personnes se trouvant dans cet immeuble. Jugement du tribunal de commerce de Nanterre, prononce en date du 11 janvier 2024, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2024J00031, date de cessation des paiements le 12 juillet 2022 désigne Administrateur SELARL Ajs Mission Conduite Par Me Thibaut Martinat 3 Avenue DE MADRID 92200 Neuilly-sur-Seine avec pour mission : assistance, Mandataire judiciaire SAS Alliance Mission Conduite Par Me Gurvan Ollu 29 Boulevard DU SUD EST 92000 Nanterre, et ouvre une période d'observation expirant le 11 juillet 2024. Le mandataire judiciaire devra déposer la liste des créances dans les 12 mois à compter du terme du délai de déclaration des créances. Les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au Bodacc. 13302560561836

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 17 janvier 2024)

**SAS COMING SOON**, 55 Rue de Tocqueville, 75017 Paris 17<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 819 970 245. Commerce

de gros à la revente, maroquinerie et accessoires de mode et commerce de détails, maroquinerie. Le Tribunal de Commerce de PARIS a prononcé, en date du 17/01/2024, l'ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée sous le numéro P202400090, date de cessation des paiements le 18/12/2023, et a désigné Mme Béatrix Peret : Juge Commissaire, liquidateur SELARL AXIME en la personne de Me Didier Courtoux 62 boulevard de Sébastopol 75003 Paris. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au Bodacc. 13302560552967

**SAS SPAZIO NOVATEUR D'ESPACES**, 149-151 Rue de Rome, 75017 Paris, RCS PARIS 842 744 146. Rénovation et agencement de l'habitat. Le Tribunal de Commerce de PARIS a prononcé, en date du 17/01/2024, l'ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée sous le numéro P202400082, date de cessation des paiements le 20/06/2023, et a désigné M. Jean Louis Gruter : Juge Commissaire, liquidateur SELARL AXIME en la personne de Me Jean-Charles Demortier 62 boulevard de Sébastopol 75003 Paris. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au Bodacc. 13302560553738

(Jugement du 24 janvier 2024)

**SAS EXATECHNIC MANUFACTURING SAS**, 140b Rue de Rennes, 75006 Paris 6<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 952 714 871. Fabrication de Refroidisseurs industriels. Le Tribunal de Commerce de PARIS, a prononcé, en date du 24/01/2024, l'ouverture de la liquidation judiciaire sous le numéro P202400293, date de cessation des paiements le 12/01/2024, et a désigné : juge commissaire M. Franck Meynaud liquidateur SELAFA MJA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas 102 rue du Faubourg Saint-Denis 75479 Paris Cedex 10, les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au bodacc. 13302560566688

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SAS CD CONSEILS & PRODUCTIONS**, 44 Rue du Louvre, 75001 Paris 1<sup>er</sup> Arrondissement, RCS PARIS 437 806 128. Conseils pour les affaires et la gestion. Le Tribunal de Commerce de PARIS a prononcé en date du 30/01/2024 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro P202400372 date de cessation des paiements le 26/10/2023, et a désigné juge commissaire : Mme Béatrix Peret, administrateur : SELARL AJ-LINK LABIS CABOOTER en la personne de Me Jérôme Cabooter 7 rue Caumartin 75009 Paris, avec pour mission : d'assister, mandataire judiciaire : SELARL GUI-GON ASSOCIES en la personne de Me Pierre-Adrien Guigon 9 rue du Mont Thabor 75001 Paris, et a ouvert une période d'observation expirant le 30/07/2024, les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au bodacc. 13302560568496

(Jugement du 01 février 2024)

**SARL MERIGNAC FOOD**, 23 Avenue de Pythagore, Domaine de Pelus, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 448 886 416. Restauration de type traditionnel. Le Tribunal de Commerce de PARIS a prononcé en date du 01/02/2024 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro P202400473 date de cessation des paiements le 12/01/2024, et a désigné juge commissaire : Mme Pascale Cholmé, juge commissaire suppléant : M. Patrick Coupeaud, administrateur : SCP D'ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES ABITBOL & ROUSSELET en la personne de Me Joanna Rousselet 38 avenue Hoche 75008 Paris, SELARL 2M ET ASSOCIES en la personne de Me Carole Martinez 22 rue de l'Arcade 75008 Paris, SELARL 2M ET ASSOCIES en la personne de Me Marine Pace 22 rue de l'Arcade 75008 Paris, avec pour mission : d'assister, mandataire judiciaire : SELAFA MJA en la personne de Me Valérie Leloup-Thomas 102 rue du Faubourg Saint-Denis 75479 Paris Cedex 10, SELARL MONTRAVERS YANG-TING en la personne de Me Marie-Hélène Montravers 9 rue du Mont Thabor 75001 Paris, et a ouvert une période d'observation expirant le 01/08/2024, les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au bodacc. 13302560572704

### JUGEMENT ARRÊTANT UN PLAN DE CESSION

(Jugement du 02 février 2024)

**SAS AUTO LAGON (AUTO LAGON)**, Route de Bérard, 97180 Sainte-Anne, RCS POINTE-A-PITRE (TGI) 795 056 035. Location courte et longue durée de tous véhicules Vtam et véhicules utilitaires. Jugement du tribunal de commerce de PARIS en date du 02/02/2024 arrête le plan de cession au profit de : Sas le s auto., Sous le n° P202201999. 13302560843876

### CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 02 février 2024)

**SAS AUTO LAGON (AUTO LAGON)**, Route de Bérard, 97180 Sainte-Anne, RCS POINTE-A-PITRE (TGI) 795 056 035. Location courte et longue durée de tous véhicules Vtam et véhicules utilitaires. Le Tribunal de Commerce de PARIS a prononcé en date du 02/02/2024 la liquidation judiciaire sous le numéro P202201999, désigne liquidateur SELARL MONTRAVERS YANG-TING en la personne de Me Yohann Yang-Ting 9 rue du Mont Thabor 75001 Paris., Maintient Mme Elisabeth Duval juge commissaire, maintient SELARL BCM en la personne de Me Charles-Henri Carboni 7 rue de Caumartin 75009 Paris, dans ses fonctions d'administrateur judiciaire. 13302560844485

(Jugement du 09 février 2024)

**SAS WEBFORCE3 (.)**, 18 Rue Geoffroy l'Asnier, 75004 Paris, RCS PARIS 817 867 641. La mise en oeuvre d'un programme de formation aux métiers du Web, du mobile et du multimédia et, plus généralement, aux nouveaux métiers. Les formations fournies par la société sont

notamment offertes à des personnes sorties du système (fragilité, échec scolaire, reconversion...) et sont prioritairement axées sur les métiers en tension. pour soutenir des personnes en situation de fragilité, la société s'attachera à maximiser et favoriser le retour à l'emploi de Ces personnes et à proposer une tarification adaptée de ses services ; toutes activités de formation et d'enseignement de toute nature, et notamment toute activité de formation en apprentissage ou en alternance, auprès de toutes personnes morales et physiques. Jugement du Tribunal de Commerce de PARIS en date du 09/02/2024 a prononcé la liquidation judiciaire sous le numéro P202301735 désigne liquidateur SCP BTSG en la personne de Me Stéphane Gorrias 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine, maintient M. Yvon Donval, juge commissaire, met fin à la mission de l'administrateur SELARL EL BAZE-CHARPENTIER en la personne de Me Jonathan El Baze, membre de Solve., 13302560845577

(Jugement du 13 février 2024)

**SAS BURTON**, 14-16 Boulevard Poissonnière, 75009 Paris 9<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 318 148 467. Vente de vêtements. Jugement du Tribunal de Commerce de PARIS en date du 13/02/2024 a prononcé la liquidation judiciaire sous le numéro P202201887 désigne liquidateur SCP BTSG en la personne de Me Denis Gasnier 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine, SELARL ASTEREN en la personne de Me Julia Ruth 55 rue de Lyon 75012 Paris, maintient M. Michel Teytu, juge commissaire, met fin à la mission de l'administrateur SELARL BCM en la personne de Me Charles-Henri Carboni, SELARL THEVENOT PARTNERS en la personne de Me Aurélie Perdureau., 13302560847471

(Jugement du 15 février 2024)

**SARL LA MAISON DE L'INVESTISSEUR MAINE**, 151bis Rue Blomet, 75015 Paris 15<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 499 617 553. Le conseil en optimisation du patrimoine, notamment par le biais de l'investissement immobilier ; le conseil et l'intermédiation de toutes sortes pour tous types d'opérations immobilières et notamment l'agence immobilière. Jugement du Tribunal de Commerce de PARIS en date du 15/02/2024 a prononcé la liquidation judiciaire sous le numéro P202303289 désigne liquidateur SELARL MONTRAVERS YANG-TING en la personne de Me Yohann Yang-Ting 9 rue du Mont Thabor 75001 Paris, maintient M. Bernard Rossignol, juge commissaire, met fin à la mission de l'administrateur SELARL AJASSOCIES en la personne de Me Franck Michel., 13302560847133

### CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

(Jugement du 14 février 2024)

**SARL NORD AMEUBLEMENT**, 38 Rue Servan, 75544 Paris 11<sup>e</sup> Arrondissement Cedex, RCS PARIS 501 625 172. Négoce de mobilier exclusivement en gros. Radiation d'office : article R. 123-129-1<sup>o</sup> du code de commerce, clôture pour insuffisance d'actif par jugement du tribunal de commerce de Paris du : 30/01/2024. 13302560570375

POUR RECEVOIR LE SERVICE RÉGULIER DE NOTRE JOURNAL

ABONNEZ-VOUS !

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE PERPIGNAN

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 17 janvier 2024)

**SARL L'ODYSEE 2 SALON DE COIFFURE**, 18 Avenue Henri Becquerel, 66280 Saleilles, RCS PERPIGNAN 899 583 694. Activité de salon de coiffure et coiffure à domicile, vente d'accessoires de coiffure et produits de coiffure et de maquillage, barbier, Onglerie, maquillage. Jugement du Tribunal de Commerce de Perpignan en date du 17/01/2024 prononçant la liquidation judiciaire immédiate. Liquidateur judiciaire : SELARL MJSA en la personne de Maître Aguilé SANTODOMINGO 7 rue Léon Dieude Résidence Saint Amand 66000 Perpignan. Date de cessation des paiements : 08/01/2024.

13302560552269

## COUR D'APPEL DE PARIS

### AUTRE ARRÊT DE LA COUR D'APPEL

(Jugement du 12 janvier 2024)

**SAS FRANCE CARGO HANDLING PROVINCE (FCH PROVINCE)**, 26-28 Rue des Voyelles, Bâtiment 3520 Tremblay en France, 95722 Roissy Ch-de-Gaulle Cedex, RCS BOBIGNY 841 373 731. Création, exploitation, acquisition, location, vente, prise en location-gérance de tous fonds de commerce et entreprises ayant pour objet tous services de manutention de fret aérien, d'entreposage, de conseil, de transitaire en matière de transport routier, ferroviaire, aérien et maritime, de commissionnaire en transport et de toute action en formation en matière de fret aérien. Arrêt de la Cour d'Appel de Paris en date du 19/12/2023, infirme le jugement du 13/10/2023 ayant arrêté le plan de cession de la société.

13302560542478

## TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, modifie le plan de redressement judiciaire par apurement du passif et continuation d'activité de :

**ASSOCIATION TENNIS CLUB D'ARCAÇON** Activité : club de sport 7 avenue du Parc 33120 ARCAÇON Siren : 781 759 139

adopté le 23 septembre 2016 Selon les modalités suivantes :

«Ordonne la modification du plan de redressement arrêté par ce tribunal le 23 septembre 2016 au profit de l'association Tennis Club d'Arcachon consistant à rembourser de manière anticipée les échéances restantes du plan pour un montant global de 15 948,22€ dans le mois qui suivra la présente décision»

Commissaire à l'exécution du plan : SELARL PHILAE Me CACHAULAGOUTTE 123 Avenue Thiers 33100 BORDEAUX

L24EJ09625

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, modifie le plan de redressement judiciaire par apurement du passif et continuation d'activité de :

**SCI SA PA** Activité : Location d'immeubles Lieudit «Le Petit Breton» 33640 ARGUMENTE LES GRAVES RCS de BORDEAUX : 404 149 494 00019

adopté le 17 mai 2016

Selon les modalités suivantes :

- Concernant l'annuité du 17/08/2023 : réduction de l'échéance de 10% à 5%,

- Concernant la dernière annuité du 17/08/2031: augmentation de l'échéance de 5% à 10%.

Maintient les autres modalités du plan de redressement.

Commissaire à l'exécution du plan : SELARL EKIP BP 20709 2 rue de Caudéran 33007 BORDEAUX CEDEX

L24EJ09628

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour insuffisance d'actif de la procédure de liquidation judiciaire de :

**Madame Elisabeth LAPOUJADE** Profession : Infirmière libérale 9 rue des Bergeronnettes 33380 MIOS SIRET : 503 854 622 00043

Liquidateur : Me LUCAS-DABADIE SELARL PHILAE 123 avenue Thiers 33100 BORDEAUX

L24EJ09631

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour insuffisance d'actif de la procédure de liquidation judiciaire de :

**Association DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ARTS ÉLECTRONIQUES** Activité : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire 9 rue Charles Domercq 33800 BORDEAUX SIRET : 849 733 613 00012.

Liquidateur : Me MAYON SELARL FIRMA 54 cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX

L24EJ09635

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, arrête le plan de redressement judiciaire par apurement du passif et continuation d'activité de :

**SCCV LES BALCONS DU REMPART** Activité : supports juridiques de programmes 1 Rue d'Enghien 33000 BORDEAUX RCS de BORDEAUX : 837 663 616 SIRET : 837 663 616 00014

Selon les modalités suivantes :

Dit que le passif sera apuré selon les modalités suivantes :

Concernant toutes les annuités de la 1<sup>ère</sup> à la 10<sup>ème</sup>, le montant du règlement est fixé 11 624,27 € soit 10,00 % du passif.

Dit que les échéances seront réglées le 16 février de chaque année, à compter du 16 février 2025.

Dit que les créances inférieures à 500 euros classées par ordre croissant sont payées immédiatement dès l'adoption du plan.

Commissaire à l'exécution du plan : Maître BAUJET SCP SILVESTRI-BAUJET 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX

L24EJ09636

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, arrête le plan de redressement judiciaire par apurement du passif et continuation d'activité de :

**SOCIÉTÉ CIVILE VITICOLE DU CHÂTEAU SEGUELONGUE** Activité : Culture de la vigne 15 chemin de Lamale 33590 JAU DIGNAC ET LOIRAC RCS de Bordeaux : 330 376 500 SIRET : 330 376 500 00014

Selon les modalités suivantes :

Fixe la durée du plan de continuation à 13 ans.

Dit que le passif sera apuré selon les modalités suivantes :

- Concernant les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années, le montant de l'annuité est fixé à 2 % du passif, soit 31 467,10 euros,

- Concernant les 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années, le montant de l'annuité est fixé à 4 % du passif, soit 62 934,20 euros,

- Concernant les 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> années, le montant de l'annuité est fixé à 8 % du passif, soit 125 868,40 euros,

- Concernant les 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup> années, le montant de l'annuité est fixé à 14 % du passif, soit 220 269,67 euros,

- Concernant la 13<sup>ème</sup> année, le montant de l'annuité est fixé à 14 % du passif, soit 220 269,59 euros.

Dit que les créances bancaires incluses dans le plan, produiront intérêt au taux contractuel.

Dit que les échéances seront réglées le 16 février de chaque année, à compter du 16 février 2025.

Dit que les créances inférieures à 500 euros sont classées par ordre croissant et sont payées immédiatement dès l'adoption du plan.

Commissaire à l'exécution du plan : Me BAUJET SCP SILVESTRI-BAUJET 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX

L24EJ09641

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

**Association BORDEAUX INTER CHALLENGE** Activité : Action sociale sans hébergement 174 Rue Lecocq 33000 BORDEAUX SIRET : 344 966 452 00064

Fixe provisoirement au 25 Janvier 2024 la date de cessation de paiements.

Nomme la SCP SILVESTRI-BAUJET, 23 rue du Chai des Farines - 33000 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Me SILVESTRI pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me SILVESTRI de la SCP SILVESTRI-BAUJET devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me SILVESTRI de la SCP SILVESTRI-BAUJET dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

Administrateur judiciaire : Me HUSTAIT SELARL FHB 76 cours Georges Clémenceau. 33000 BORDEAUX

avec mission : - d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion

L24EJ09645

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire en application de l'article L 681-2 II du code de commerce à l'égard de :

**Monsieur Bruno SARLAT** Profession : Culture de la vigne Section Bauey 33540 SAUVETERRE DE GUYENNE entrepreneur individuel SIRET : 417 820 859 00011

Fixe provisoirement au 17 Janvier 2024 la date de cessation de paiements.

Nomme la SELARL PHILAE, 123 avenue Thiers - 33100 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Me LUCAS-DABADIE pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me LUCAS-DABADIE devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont

invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me LUCAS-DABADIE dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

L24EJ09646

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée en application de l'article L 681-2 III du code de commerce à l'égard de :

**Madame Audrey SANCHEZ** Profession : Agent commercial Bât G Apt 78 1 Rue René Boussac 33520 BRUGES Entrepreneur individuel RCS de BORDEAUX : 881 048 680 SIRET : 881 048 680 00014.

Fixe provisoirement au 1<sup>er</sup> septembre 2022 la date de cessation de paiements.

Nomme la SELARL FIRMA, 54 cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX, en qualité de liquidateur et désigne Me MAYON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à six mois le délai dans lequel Maître MAYON de la SELARL FIRMA devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Maître MAYON de la SELARL FIRMA dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

L24EJ09649

Par jugement en date du 16 Février 2024 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

**SCCV THIVERVAL BEL AIR** Activité : Supports juridiques programmes C/oAqprim 11-13 rue de Gironde 33300 BORDEAUX RCS de BORDEAUX : 892 046 921 SIRET : 892 046 921 00011

Fixe provisoirement au 11 décembre 2023 la date de cessation de paiements.

Nomme Maître Jacques DE LATUDE, 14 rue Boudet - 33000 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me Jacques DE LATUDE devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me Jacques DE LATUDE dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

Administrateur judiciaire : Maître VIGREUX SELARL AJILINK VIGREUX 30 cours de l'intendance 33000 BORDEAUX

avec mission d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion

L24EJ09652

LES ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS  
SONT HABILITÉES  
DANS LE DÉPARTEMENT 33  
NOUS PUBLIONS ÉGALEMENT  
VOS ANNONCES LÉGALES  
DANS TOUTE LA FRANCE, SANS SURCÔÛT



Les candidats intéressés sont invités à se manifester auprès de :

**SELARL FHBX**  
Me Sylvain HUSTAIX  
Administrateurs  
Judiciaires Associés  
227 avenue Alfred Nobel  
64000 PAU  
[www.fhbxeu](http://www.fhbxeu)

e-mails :  
[segolene.richer@fbxeu](mailto:segolene.richer@fbxeu)

**RECHERCHE DE REPRENEURS  
OU D'INVESTISSEURS**

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc  
Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher  
Sylvain Hustaix | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort  
Alicia Alves Eric Samson | Théophile Fornacciari

**ASSOCIATION ADOVIC PROXIM' SERVICES**  
Aide à la personne – Prestataire de jour

Redressement judiciaire du 27 juin 2023  
• Activité : Fourniture de prestations d'aides à domicile aux personnes âgées (prestataire de jour) au sein de l'agglomération de Pau (64), structure habilitée à l'aide sociale et tarifiée par le Département des Pyrénées Atlantiques pour son intervention auprès de ses bénéficiaires,  
• Chiffre d'affaires au 31/12/2022 (exercice clos) : 1.687.237 €  
• Nombre de bénéficiaires au 31/12/2023 : 305  
• Adresse : 30 rue Michel Hounau 64000 PAU  
• Effectif total au 31/01/2024 : 72 salariés représentant 56,54 ETP

La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au **vendredi 5 avril 2024 à 12h00**.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.



**REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS**

**MAÎTRE JACQUES DE LATUDE - MANDATAIRE JUDICIAIRE**  
14 RUE BOUDET  
33000 BORDEAUX



**À VENDRE  
FONDS DE COMMERCE**  
(Bail tous commerces)  
**A BORDEAUX**  
**1 Cours du Chapeau Rouge**  
Loyer mensuel : 885 €

Date limite de dépôt des offres : **mardi 19 mars 2024 à 17h**

Dossier à adresser à Maître Jacques de LATUDE  
14 rue Boudet 33000 Bordeaux / 05 24 84 81 84  
Pour toute demande de communication du dossier,  
veuillez vous adresser à : [contact@mjdl.fr](mailto:contact@mjdl.fr)

ME JACQUES DE LATUDE À BORDEAUX

**SERVICE ABONNEMENT**

TÉL. 05 57 14 07 55  
[abonnement@echos-judiciaires.com](mailto:abonnement@echos-judiciaires.com)



**REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS**



**SELARL PHILAE**  
**MANDATAIRES JUDICIAIRES**  
23 RUE MARGAUX 33000 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE  
DE RESTAURANT RAPIDE  
PIZZA BONICI**  
A SAINT-MORILLON (33650)  
8 rue de Verdun  
Local de 55 m2  
Loyer mensuel : 700 €  
CA 2023 : 148.556€

Offres à adresser à SELARL PHILAE,  
23 rue Margaux à Bordeaux (33000) fax : 05 56 79 09 65  
Email : [contact@philaemj.fr](mailto:contact@philaemj.fr)  
**Réf : 8268**

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE [WWW.MJ-SO.COM](http://WWW.MJ-SO.COM)



**REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS**



**SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES**  
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709  
33007 BORDEAUX CEDEX



**À VENDRE  
FONDS DE COMMERCE  
BOULANGERIE PÂTISSERIE  
EPICERIE**  
A SAINT SYMPHORIEN(33113)  
49 avenue Thiers

Les offres devront impérativement être adressées auprès de la SELARL EKIP', prise en la personne de Me Christophe MANDON, 2 rue de Caudéran BP 20709 - 33007 Bordeaux **avant le 18/03/2024 à 12h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : [www.ekip.eu](http://www.ekip.eu) Onglet : «cession d'actif»

**Référence : 44918**

Coordonnées de la personne en charge du dossier : [cecile.kollen@ekip.eu](mailto:cecile.kollen@ekip.eu)

DESCRIPTIF SUR LE SITE [WWW.MJ-SO.COM](http://WWW.MJ-SO.COM)



# L'entreprise et les salariés

Revue de récentes décisions  
de la Cour de cassation en matière  
de droit du travail.

François TAQUET, avocat, spécialiste  
en droit du travail et protection sociale

## RÉMUNÉRATIONS

La cour d'appel avait, en l'espèce, constaté que l'employeur avait informé, le 14 février 2009, les représentants du personnel de sa décision de dénoncer l'**usage d'attribution du treizième mois** pour les seuls nouveaux embauchés, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009. Elle a décidé, à bon droit, que le maintien de cet usage au profit des salariés en place dans l'entreprise avant la dénonciation de l'usage, grâce à sa contractualisation, ne constituait pas une raison objective et pertinente susceptible de justifier la différence de traitement dont elle avait constaté l'existence. (Cass. soc., 10 janvier 2024, pourvoi n° 22-20498).

Aux termes de l'article L 3253-8, 1<sup>o</sup> du Code du travail, l'AGS couvre les sommes dues aux salariés à la date du jugement d'ouverture de toute procédure de redressement ou de **liquidation judiciaire**. Une cour d'appel ne saurait donc exclure de la garantie les indemnités de rupture du contrat de travail alors qu'elle avait constaté que la liquidation judiciaire de la société était intervenue le 10 mars 2015 et qu'elle fixait la date de la résiliation judiciaire du contrat de travail au 1<sup>er</sup> août 2014. (Cass. soc., 20 décembre 2023, pourvoi n° 22-22689).

## RUPTURE CONVENTIONNELLE

L'**indemnité** spécifique de rupture conventionnelle homologuée ne peut pas être d'un montant inférieur à celui de l'indemnité conventionnelle de licenciement, lorsque celle-ci est supérieure à l'indemnité légale de licenciement. (Cass. soc., 10 janvier 2024, pourvoi n° 22-19165)

## LICENCIEMENTS

Même si l'employeur n'a pas respecté la législation relative aux dates de **congés payés**, le départ du

salarié en vacances sans le prévenir peut justifier un licenciement pour cause réelle et sérieuse. (Cass. soc., 13 décembre 2023, pourvoi n° 22-17890)

Le licenciement disciplinaire du salarié ne peut pas être fondé sur une conversation privée par **messagerie personnelle**, lorsqu'il n'y a aucun manquement du salarié à ses obligations professionnelles. (Cass. assemblée plénière, 22 décembre 2023, n° 21-11.330)

Pour le calcul de l'**indemnité conventionnelle de licenciement**, entrent en ligne de compte, outre les appointements de base : les majorations relatives à la durée du travail, les avantages en nature, les primes de toute nature y compris les primes à la productivité, les participations au chiffre d'affaires ou aux résultats, les indemnités n'ayant pas le caractère d'un remboursement de frais, les gratifications diverses ayant le caractère contractuel ou de fait d'un complément de rémunération annuelle, à l'exclusion des gratifications exceptionnelles. (Cass. soc., 10 janvier 2024, pourvoi n° 22-19165).

## SANTÉ AU TRAVAIL

L'employeur n'est pas dispensé de chercher à **reclasser le salarié déclaré inapte** si le médecin du travail a coché, dans son avis d'inaptitude, la case mentionnant que son état de santé fait obstacle à tout reclassement dans un emploi, tout en limitant cet avis à un seul site. (Cass. soc., 13 décembre 2023, pourvoi n° 22-19603)

L'employeur qui est présumé avoir respecté son **obligation de reclassement** en proposant au salarié déclaré inapte un emploi prenant en compte l'avis et les indications du médecin du travail ne le dispense pas de verser à ce dernier, qui a refusé cette proposition de reclassement et qui n'a pas été reclassé dans l'entreprise à l'issue du délai d'un mois à compter de la date de l'examen médical de reprise ou qui n'a pas été licencié, le  **salaire** correspondant à l'emploi qu'il occupait avant la suspension du contrat de travail. (Cass. soc., 10 janvier 2023, pourvoi n° 21-20229)

L'exercice d'un **recours contre l'avis d'inaptitude** ne suspend pas le délai d'un mois imparti à l'employeur pour reprendre le versement du salaire, à défaut de reclassement ou de licenciement du salarié. (Cass. soc., 10 janvier 2024, pourvoi n° 22-13464) ■

# Rupture conventionnelle

# Nouveau régime

L'exonération sociale de l'indemnité de rupture conventionnelle est désormais identique, que le salarié soit ou non en droit de partir à la retraite.

**L**a réforme des retraites a unifié le régime social des indemnités de rupture conventionnelle pour établir l'équité entre les salariés, selon qu'ils sont ou non en droit de percevoir une pension de retraite. Antérieurement, l'indemnité de rupture conventionnelle versée à un salarié en âge de prendre sa retraite ne bénéficiait pas de l'exonération de cotisations sociales accordée aux autres salariés.

## L'EXONÉRATION SOCIALE IDENTIQUE

L'exonération sociale est désormais identique quelle que soit la situation du salarié vis-à-vis

de ses droits à partir en retraite. L'indemnité est exonérée dans la limite de deux fois le plafond annuel de la sécurité sociale (soit 92 736 euros en 2024). Cette mesure est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2023. Cependant, la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024 a apporté une retouche d'ordre rédactionnel au dispositif pour lever une ambiguïté technique susceptible de générer des contentieux (second alinéa de l'article L 242-1, II-7<sup>o</sup> du Code de la sécurité sociale).

## NOUVELLE VERSION RÉTROACTIVE

L'administration confirme que cette nouvelle version est rétroactive et s'applique aux cotisations

sociales sur les indemnités versées à l'occasion des ruptures conventionnelles intervenues depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023. Signalons qu'en matière d'impôt sur le revenu, la situation est différente. Alors que l'indemnité versée à un salarié pouvant bénéficier d'une pension de retraite est imposable en totalité, celle versée aux autres salariés est exonérée en totalité dans la limite de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement. L'indemnité d'un montant supérieur est exonérée dans la limite du double de la rémunération brute annuelle ou de 50 % de son montant. ■

Référence : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2024, n° 2023-1 250 du 26 décembre 2023

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %
2022 T4	126,05	+ 6,29 %
2023 T1	128,68	+ 6,69 %
2023 T2	131,81	+ 6,60 %
2023 T3	133,66	+5,97 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :

- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;

- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE	
PLAFOND MENSUEL	
<b>2024 : 3 864 €</b>	
Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (46 368 €)	

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2023			
VOITURES	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,529	(d x 0,316) + 1 065 €	d x 0,370
4 CV	d x 0,606	(d x 0,340) + 1 330 €	d x 0,407
5 CV	d x 0,636	(d x 0,357) + 1 395 €	d x 0,427
6 CV	d x 0,665	(d x 0,374) + 1 457 €	d x 0,447
7 CV et plus	d x 0,697	(d x 0,394) + 1 515 €	d x 0,470
VÉLO-MOTEUR	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
moins de 50 cm <sup>3</sup>	d x 0,315	(d x 0,079) + 711 €	d x 0,198
MOTOS	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,395	(d x 0,099) + 891 €	d x 0,248
3, 4 ou 5 CV	d x 0,468	(d x 0,082) + 1 158 €	d x 0,275
plus de 5 CV	d x 0,606	(d x 0,079) + 1 583 €	d x 0,343

INDICE DES PRIX			
(BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE N'AFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	DÉCEMBRE 2022	DÉCEMBRE 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	114,16	118,39	+ 3,7 %
INDICE HORSTABAC	113,42	117,50	+ 3,6 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS		VARIATION ANNUELLE EN %
2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2022	140,59		+ 3,5 %
3 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2023	141,3		+ 3,69 %
4 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2023	142,06		+ 3,5 %
SMIC			
HORAIRE	MENSUEL (35 H)		
11,65 €	1 766,96 €		

# TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN  
HÉNIN**  
Directeur de  
la Gestion Privée  
Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2024		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	7 795,22	5,7%	3,3%	17,5%	7 795,22	7 318,69	France
SBF 120	5 893,96	5,4%	2,8%	15,8%	5 893,96	5 555,78	France
EURO STOXX 50	4 760,28	7,0%	5,3%	21,8%	4 765,65	4 403,08	Europe
S&P 500	4 974,71	2,8%	4,3%	25,9%	5 029,73	4 688,68	USA
NASDAQ 100	17 440,55	0,7%	3,7%	51,0%	17 962,40	16 282,01	USA
FOOTSIE 100	7 719,21	3,4%	-0,2%	4,6%	7 733,24	7 446,29	Royaume-Uni
DAX 30	17 068,43	3,1%	1,9%	18,7%	17 117,44	16 431,69	Allemagne
SMI	11 456,96	2,7%	2,9%	3,4%	11 456,96	11 091,58	Suisse
NIKKEI	38 363,61	6,7%	14,6%	37,3%	38 487,24	33 288,29	Japon
SSE COMPOSITE	2 922,73	3,2%	-1,8%	-5,3%	2 974,94	2 702,19	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2024		Rendement 2023
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
ALIS FARMA	13,30	-0,7%	1,5%	47,8%	13,60	13,05	-
ARVERNE GROUP SA	8,26	-7,7%	-13,0%	-17,4%	9,65	8,20	-
ASHLER ET MANSON	3,20	0,0%	0,0%	-2,4%	3,20	3,20	-
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	-35,9%	0,0%	8,20	5,90	-
CERINNOV GROUP	2,76	14,5%	4,9%	166,9%	2,98	2,41	-
CHEOPS TECHNOLOGY	53,00	-18,5%	-17,8%	1,6%	65,00	53,00	2,8%
DOCK.PETR.AMBES AM	486,00	-0,4%	3,0%	7,5%	496,00	470,00	7,8%
EAUX DE ROYAN	86,00	2,4%	-5,5%	0,0%	91,00	84,00	7,1%
EUROPLASMA	0,001	-52,2%	-79,2%	-99,9%	0,005	0,001	-
FERMENTALG	0,74	119,3%	144,0%	-53,9%	0,93	0,27	-
GASCOGNE	3,45	-1,4%	-5,2%	-12,2%	3,64	3,42	-
GPE BERKEM	2,33	-26,7%	-23,9%	-56,0%	3,68	2,32	-
GPE PAROT (AUTO)	8,25	1,2%	0,0%	291,0%	8,30	8,15	-
HYDROGENE DE FRANCE	8,04	-31,5%	-36,2%	-67,4%	12,70	8,04	-
HUNYVERS	13,35	-6,3%	-4,6%	14,1%	14,25	13,35	-
I.CERAM	3,30	8,6%	13,8%	-71,3%	5,35	2,54	-
I2S	6,55	12,0%	12,9%	4,0%	6,80	5,10	2,1%
IMMERSION	1,85	-8,4%	-4,6%	-61,0%	2,02	1,79	-
IMPLANET	0,07	7,1%	5,5%	-59,2%	0,09	0,06	-
KLARSEN DATA	2,43	-19,0%	-10,7%	25,3%	3,38	2,38	-
LECTRA	32,75	8,6%	4,8%	-3,8%	34,75	29,15	1,1%
LEGRAND	89,08	-0,8%	-5,3%	12,9%	94,10	89,08	2,3%
MON COURTIER ENERGIE	8,00	-0,1%	-	-	8,19	7,86	-
MULTIMICROCLOUD	0,25	8,7%	19,0%	0,0%	0,25	0,20	-
OENEO	11,30	-2,6%	-12,4%	-17,8%	12,90	10,75	3,1%
POUJOLAT	14,00	-7,9%	-15,2%	-38,1%	16,50	12,80	2,3%
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	0,0%	430,00	430,00	-
UV GERMI	3,95	-3,4%	12,2%	4,5%	4,34	3,45	-
VALBIOTIS	4,00	-13,0%	-20,0%	12,7%	5,12	3,92	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS  
ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : **05 56 81 17 22**  
www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

Eric

RÉUSSIR MON  
SOLO DE GUITARE  
EMMENER MES  
PETITS FILLES  
À LONDRES  
DEVENIR  
MAÎTRE YOGI

*Soigné pour un cancer de la prostate*

Il n'y a pas  
de petits rêves,  
il n'y a pas  
de petits dons

**C'est le cancer qui doit renoncer,  
pas les malades.**

**Votre entreprise est prête à s'engager ?**  
Quelle que soit sa taille et ses capacités  
financières, votre entreprise peut  
contribuer à la lutte contre le cancer

